



CHARENTE-PÉRIGORD

**CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
CHARENTE-PÉRIGORD**

**RAPPORT DE GESTION
2009**

SOMMAIRE

Rapport d'activité

Annexe 1

Rapport financier

P 3



CHARENTE-PÉRIGORD

**CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
CHARENTE-PÉRIGORD**

**RAPPORT FINANCIER
2009**

SOMMAIRE

Les comptes individuels

Le compte de résultat	5
Le changement de méthode comptable	12
Le bilan	14
Le hors-bilan	17

Les comptes consolidés 18

La gestion du risque 21

Les opérations effectuées par les membres du Conseil d'Administration sur les CCA 46

Délai de paiement des Fournisseurs 46

Les principaux ratios 47

La diversification immobilière 49

Les conclusions 2009 et les perspectives 2010 51

Le projet de résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 mars 2010 52

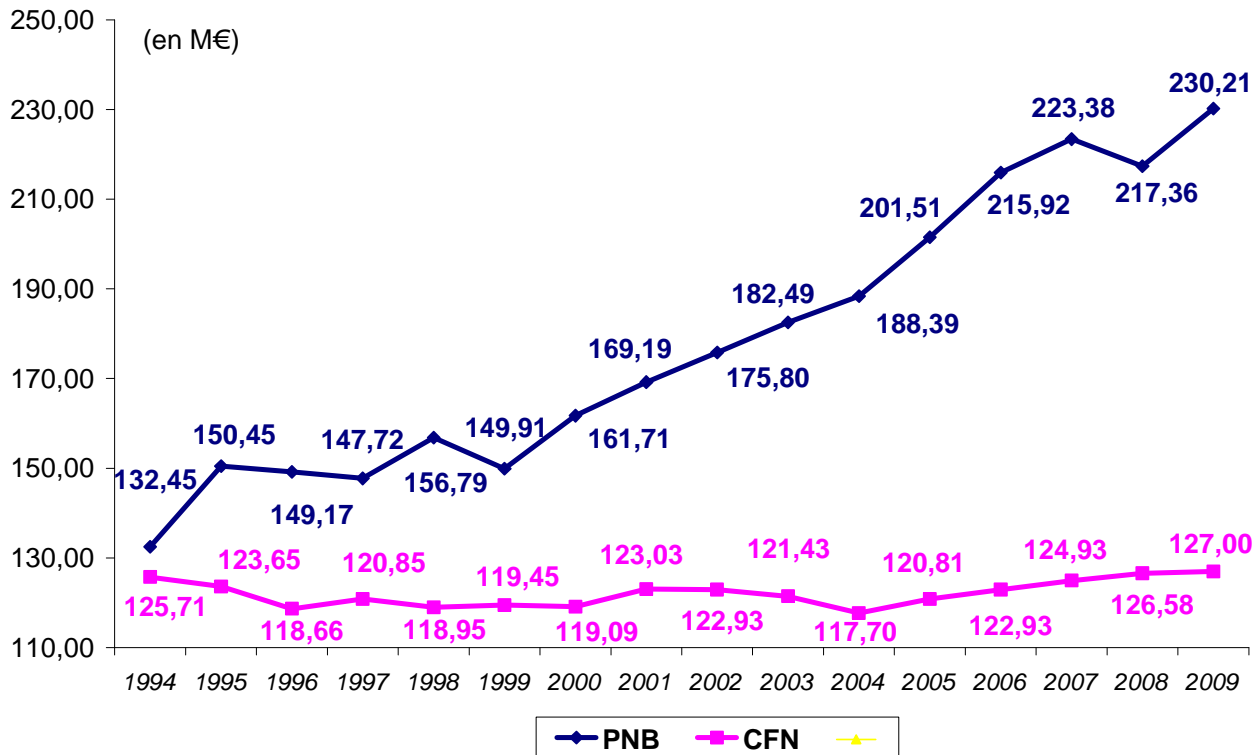
LE COMPTE DE RESULTAT

L'analyse du compte de résultat de la Caisse Régionale est abordée à partir des principaux soldes intermédiaires de gestion :

(Comptes annuels individuels)

<i>(en milliers d'Euros)</i>	31/12/2009	31/12/2008	Variation en % 2008/2009
Intérêts et produits assimilés	253 842	287 797	-11,80%
Intérêts et charges assimilées	144 500	177 717	-18,69%
Revenu des titres à revenu variable	23 379	29 044	-19,50%
Commissions – produits	113 311	93 477	21,22%
Commissions – charges	15 259	12 196	25,11%
Gain ou perte sur opérations des portefeuilles de négociation	-4 650	-10 180	54,32%
Gain ou perte sur opérations des portefeuilles de placement	4 223	-10 346	140,82%
Autres produits d'exploitation bancaire	1 274	18 420	-93,08%
Autres charges d'exploitation bancaire	1 410	939	50,16%
PRODUIT NET BANCAIRE	230 210	217 362	5,91%
Frais de personnel	76 378	76 372	0,01%
Autres frais administratifs	44 524	43 831	1,58%
Dotations aux amortissements	6 099	6 373	-4,30%
Charges de fonctionnement nettes	127 001	126 576	0,34%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	103 209	90 786	13,68%
Coût du risque (+/-)	-20 837	-15 293	36,25%
RESULTAT D'EXPLOITATION	82 372	75 493	9,11%
Résultat net sur actifs immobilisés (+/-)	-1 742	-205	749,76%
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	80 630	75 288	7,10%
Résultat exceptionnel (+/-)	0	0	
Impôt sur les bénéfices	-27 151	-14 147	91,92%
Dotations/reprises FRBG et provisions réglementées (-/+)	32	-7 805	
RESULTAT NET	53 511	53 337	0,33%

➤ **A 230 209 milliers d'euros, le Produit Net Bancaire (PNB) progresse de 5,91% par rapport à l'exercice précédent (contre une diminution de 2,70% en 2008).**



Cette progression du PNB est essentiellement portée par l'amélioration de la marge portefeuille 2009, qui avait été pénalisée par le contexte financier perturbé de l'année 2008.

→ **La marge d'intermédiation est en diminution de 0,7 millions d'euros soit - 0,64%.**

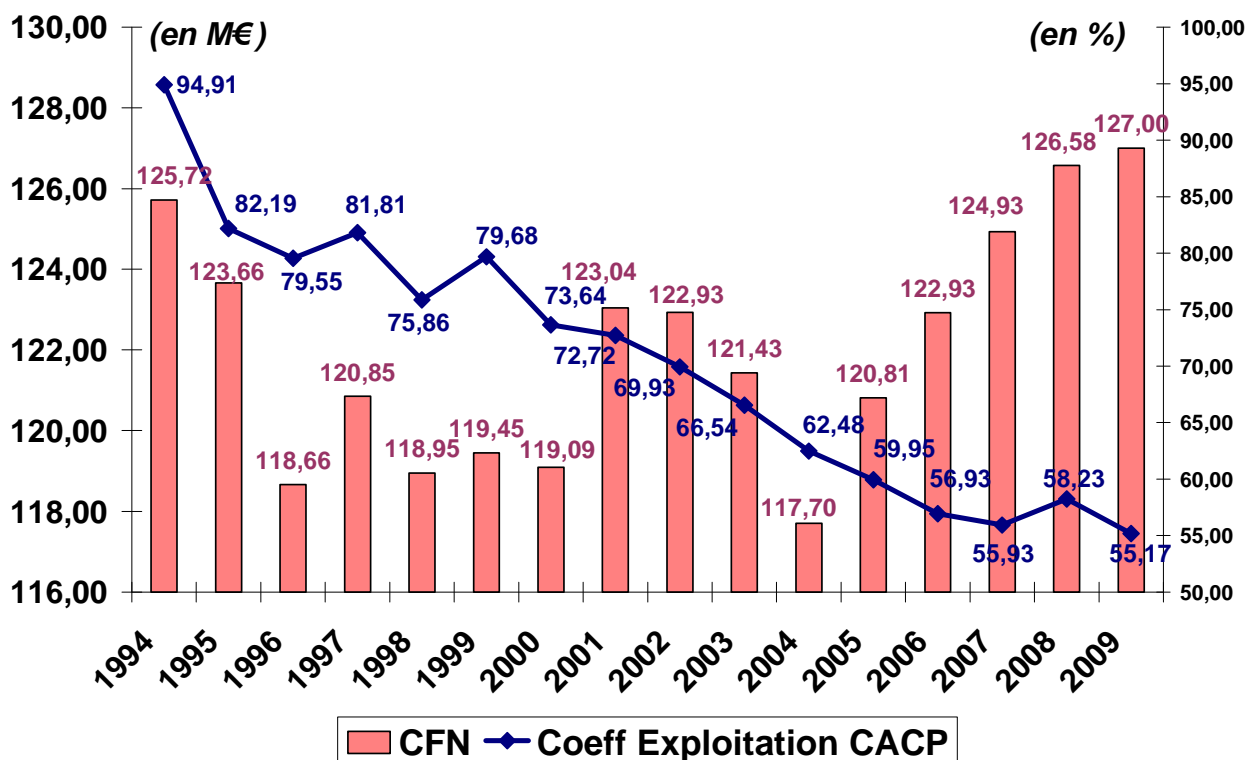
Cette baisse relative s'explique pour partie par des éléments non récurrents ayant impactés 2008 : reprise de la provision CNASEA à hauteur de 3,4 M€, perception d'une commission d'engagement dans le cadre de l'augmentation de capital CASA à hauteur de 0,6 M€. Retraitée de ces deux éléments, elle serait en progression de 3%. La réduction de la marge sur les produits de collecte centralisés est compensée par l'amélioration de la marge de transformation.

→ **Les commissions liées à la vente de produits, de services et d'équipements de la clientèle sont en progression de 1,5 millions soit + 1,63%.** sous l'effet d'une bonne dynamique sur les CSCA et les opérations bancaires, et ce, malgré un recul de l'activité sur les crédits (frais de dossiers) et une hausse de la sinistralité sur l'assurance des biens.

→ **La marge du portefeuille et des fonds propres augmente de 12 M€ (+ 68,8%)** Outre l'effet de base lié à la mauvaise année 2008, l'amélioration de la conjoncture boursière a généré des reprises de provisions (4 millions d'€ de reprises nettes contre 9,2 millions d'€ de dotations nettes en 2008). La stratégie de placement de l'année a été d'augmenter le portefeuille de titres obligataires pour profiter des spreads élevés. L'ensemble de ces éléments a compensé le recul de moitié des dividendes reçues de Casa (-12.5 millions d'€).

➤ **Les Charges de Fonctionnement Nettes restent bien maîtrisées et atteignent 127 001 milliers d'euros soit une évolution sur année mobile de + 0,34%**

(en milliers d'Euros)	31/12/2009	31/12/2008	Variation en %
Salaires, charges, taxes sur rémunérations	68 974	69 478	-0,73
Enveloppe intéressement/participation	7 404	6 895	7,38
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	76 378	76 373	0,01
Impôts et taxes	4 462	4 229	5,51
Services extérieurs et autres frais administratifs	40 061	39 602	1,16
<i>Dont Charges informatiques et téléphonie</i>	<i>12 304</i>	<i>12 841</i>	<i>-4,18</i>
Dotations aux amortissements	6 099	6 373	-4,29
Transferts de charges	0	0	0,00
TOTAL DES AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS	50 623	50 204	0,83
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	127 001	126 577	0,34



Charges de personnel : Elles restent stables tout en intégrant une augmentation de l'enveloppe d'Intéressement/Participation de 7,4%.

Charges informatiques et téléphonie : Elles sont en baisse de 4,2% (diminution des amortissements sur le parc de matériel) ; le budget COMETE reste stable malgré le lancement du projet NICE.

Les charges de fonctionnement autres que personnel, informatiques et téléphonie, progressent : la mise en œuvre d'un qualitest en 2009, l'opération de mise en conformité des dossiers clients et la hausse des taxes fiscales expliquent l'essentiel de cette hausse. Ainsi sur l'année 2009 les **Services extérieurs et autres frais administratifs** ont progressé de 3,72%.

➤ **Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) :**

Sous l'effet de la progression du PNB de + 5,91 % et de la stabilité des charges de fonctionnement, le RBE affiche une progression de + 13,68 % et ressort à 103,21 millions d'euros.

Le Coefficient d'Exploitation à 55,17% diminue de 3,07 points par rapport à l'exercice 2008.

➤ **Le Résultat Net s'élève à 53 511 milliers d'euros :**

Au total, après impact de la charge fiscale établie à 27 151 milliers d'euros, le Résultat Net ressort à 53 511 milliers d'euros en légère augmentation de 0,33% par rapport au 31 décembre 2008.

Pour atteindre ce niveau de résultat, **la consommation de RBE a été la suivante :**

⇒ L'incidence nette en dépréciations crédits s'élève à 12 361 milliers d'euros avec un taux de créances douteuses et litigieuses (CDL) en 2009 qui augmente de 0,20% (ratio taux de créances CDL/toutes créances = 2,46% en 2009 pour 2,26% en 2008).

Le taux de couverture des CDL s'établit à 65,64 % (en capital + intérêts), soit en baisse de -2,75% par rapport à fin 2008.

	2009	2008	Evolution (%)
Taux de CDL (CDL / Ttes Créances par marchés)	2,46	2,26	0,20 pt
dont agris	4,36	4,59	-0,22 pt
dont pros	4,57	3,49	1,07 pt
dont entrep coop promot	2,59	3,19	-0,60 pt
dont particuliers	1,86	1,37	0,49 pt

⇒ La provision pour dépréciation collective crédit filière viticulture Bergeracoise a fait l'objet d'une dotation nette de 834 milliers d'euros. Concernant la provision pour dépréciation collective filière Cognac, une reprise de 1 133 milliers d'euros a été enregistrée. Au total sur les deux filières, la provision s'élève au 31 décembre 2009 à 9 172 milliers d'euros (pour 9 471 millions d'euros fin 2008).

⇒ La provision pour dépréciation collective – risque crédit autres (hors filière Cognac et Bergerac) dont les modalités de calcul sont assises sur les outils utilisés dans le cadre de mesures prudentielles dites "BALE II", a fait l'objet d'une dotation nette de 9 813 milliers d'euros cette année et présente au 31 décembre 2009 un solde de 37 828 milliers d'euros.

⇒ La Caisse régionale a par ailleurs maintenu la provision constituée pour couvrir les risques de déséquilibre des contrats Epargne Logement, dont le solde s'élève à 7 434 milliers d'euros au 31 décembre 2009.

⇒ La couverture du risque opérationnel s'est également stabilisée. Le solde de la provision s'élève donc à 7 098 milliers d'euros au 31 décembre 2009 intégrant une provision de 5 802 milliers d'euros sur le CNASEA.

⇒ Les autres provisions pour Risques et Charges, ont pour leur part fait l'objet en 2009 d'une reprise nette de 1 240 milliers d'euros et s'élève ainsi à 3 515 milliers d'euros au 31 décembre 2009 dont 3 352 milliers d'euros sur titres Selecta.

⇒ La Caisse Régionale a réalisé une dotation nette aux provisions sur sa participation dans Charente Périgord Immobilier (filiale immobilière) de 2 023 milliers d'euros, du fait des difficultés économiques rencontrées sur ce secteur d'activité.

➤ **LE PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT PROPOSE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE SE TRADUIT SELON LE SCHEMA SUIVANT**

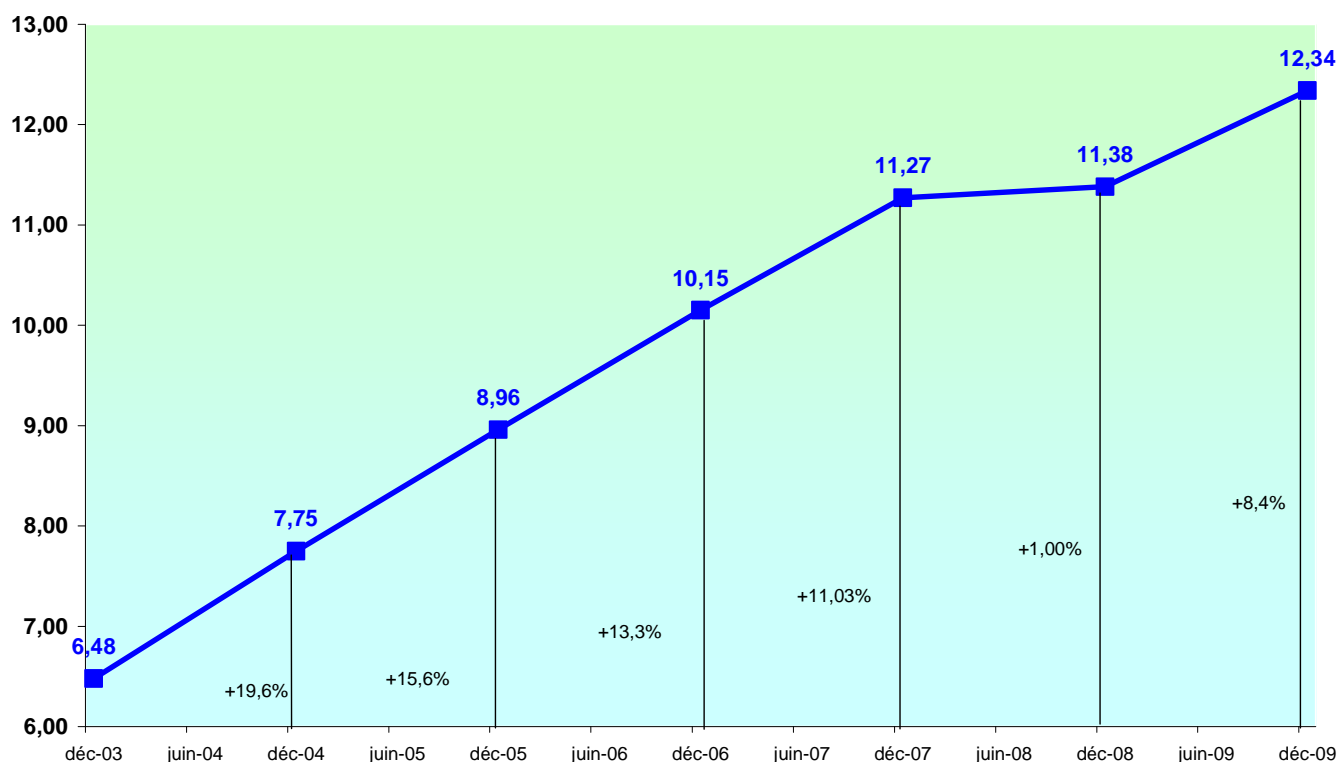
(en milliers d'euros)	2009	2008	variation 2008 / 2009	%
RESULTAT NET COMPTABLE DE L'EXERCICE	53 511	53 337		0,33%
Intérêts versés aux Parts Sociales	2 196	2 146		2,33%
Rémunérations versées aux CCA	6 478	6 478		0,00%
RESULTAT CONSERVE (Réserves légales et autres)	44 836	44 713		0,28%

➤ **DISTRIBUTIONS REALISEES SUR LES 3 DERNIERS EXERCICES POUR LES PARTS SOCIALES ET LES CCA**

(En milliers d'euros)	2009	2008	2007
Intérêts Nets aux Parts Sociales *	2 196	2 146	2 084
Intérêts Bruts des parts sociales	2 196	2 146	2 084
Dividendes des CCA*	6 478	6 478	6 737
Intérêts Bruts des CCA	6 478	6 478	6 737

*Les sommes distribuées ouvrent droit à l'abattement prévu par l'article 243 bis du code général des impôts.

➤ **LES CCA : COURS EN EUROS**



La valorisation des CCA est déterminée à partir des comptes sociaux de la Caisse Régionale. Une modification du mode de calcul de ces titres a été présentée et acceptée par les porteurs lors d'une Assemblée Spéciale (10 juillet 2009). Ce changement vise à réduire la volatilité de ces titres et à se rapprocher le plus possible d'une valorisation qui traduise une vision patrimoniale à Long Terme.

➤ **COMPOSITION DU CAPITAL AU 31/12/2009**

Répartition du capital social	Capital nominal En euros	% du capital	Nombre	Doit de vote	% de vote
Certificats coopératifs d'associés	39 647 338	41,25%	25 913 293		0%
dont part du public	15 619 923	16,25%	10 209 100		0%
dont part de Crédit Agricole SA	24 027 415	25,00%	15 704 193		0%
Parts sociales	56 462 323	58,75%	36 903 479		100%
dont caisses locales	56 462 046	58,75%	36 903 298	180	90,45%
dont collectivités publiques	0	NS	0		0%
dont administrateurs de la CR	275	NS	180	18	9,05%
dont Crédit Agricole SA	2	NS	1	1	0,50%
dont autres organismes	0	NS			0,00%
TOTAL	96 109 661	100,00%	62 816 772	199	100%

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Concernant les comptes individuels :

- La Caisse régionale applique à compter du 1er janvier 2009 le règlement CRC 2009-04 du 3 décembre 2009, afférent à la valorisation des swaps et modifiant le règlement CRB 90-15, relatif à la comptabilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises. L'application de ce nouveau règlement n'a pas d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de l'Entité sur la période.
- La Caisse régionale applique à compter du 1^{er} janvier 2009, dans les conditions fixées par l'arrêté du 6 octobre 2009, l'article L511-45 du Code Monétaire et Financier créé par la loi n°2009-715 du 18 juin 2009, relatif à l'information sur les implantations des établissements de crédit dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Concernant les comptes consolidés :

- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes ;
- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir ;
- 35 amendements visant à améliorer et clarifier 18 normes et issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°70-2009). La date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009 ;
- les amendements des normes IAS 39 et IFRS 7, issus du règlement du 9 septembre 2009 (CE n°824-2009), relatifs à la date d'entrée en vigueur et à la transition pour le reclassement des actifs financiers
- l'amendement de la norme IFRS 7 issu du règlement du 27 novembre 2009 (CE n° 1165-2009), relative aux informations à fournir sur les instruments financiers. L'objectif principal de cet amendement est d'améliorer les informations données dans les états financiers en matière d'évaluation à la juste valeur des instruments financiers et de présentation du risque de liquidité ;

- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients ;
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008), relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel ;
- les amendements de l'interprétation IFRIC 9 et de la norme IAS 39 issus du règlement du 30 novembre 2009 (CE n° 1171/2009), relatifs aux dérivés incorporés et à leur réexamen lors de reclassements

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

Néanmoins, la révision de la norme IAS 1 et l'amendement IFRS 7 ont eu des conséquences en matière de présentation des états financiers avec :

- la communication du nouvel état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (IAS 1) ;
- la présentation en annexe des instruments comptabilisés à la juste valeur selon une hiérarchie fondée sur trois niveaux (IFRS 7).

LE BILAN

BILAN AU 31 DECEMBRE 2009 (en milliers d'euros)

ACTIF	31 déc 2009	31 déc 2008	PASSIF	31 déc 2009	31 déc 2008
Opérations interbancaires et assimilées	75 887	77 297	Opérations interbancaires et assimilées	1 927	3 225
Caisse, banques centrales,	59 343	58 191	Banques centrales		
Effets publics et valeurs assimilées	7 742	7 768	Dettes envers les établissements de crédit	1 927	3 225
Créances sur les établissements de crédit	8 802	11 338			
Opérations internes au Crédit Agricole	349 463	270 782	Opérations internes au Crédit Agricole	3 903 671	3 411 657
Opérations avec la clientèle	5 095 452	4 921 416	Comptes créditeurs de la clientèle	1 613 235	1 745 884
Opérations sur titres :	361 587	261 468	Dettes représentées par un titre	12 124	47 272
Obligations et autres titres à revenu fixe	268 222	159 453			
Actions et autres titres à revenu variable	93 365	102 015	Comptes de régularisation et passifs divers	100 041	108 839
			Autres passifs	34 022	31 245
Valeurs immobilisées	567 182	541 157	Comptes de régularisation	66 018	77 594
Participations et autres titres détenus à long terme	510 853	486 816	Provisions et dettes subordonnées	251 015	267 681
Parts dans les entreprises liées	8 529	4 509	Provisions	72 958	72 938
Immobilisations incorporelles	2 826	2 865	Dettes subordonnées	178 057	194 743
Immobilisations corporelles	44 974	46 967	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	28 967	28 967
Capital souscrit non versé			Capitaux propres hors FRBG	648 472	603 617
Actions propres			Capital souscrit	96 110	96 110
			Primes d'émission	124 274	124 274
Comptes de régularisation et actifs divers	109 882	145 022	Réserves	374 512	329 799
Autres actifs	45 207	69 425	Ecart de réévaluation		
Comptes de régularisation	64 675	75 597	Provisions réglementées et subventions d'investissement	65	97
			Report à nouveau		
			Résultat de l'exercice	53 511	53 337
TOTAL ACTIF	6 559 452	6 217 142	TOTAL PASSIF	6 559 452	6 217 142

Le total du bilan de la Caisse régionale Charente Périgord évolue de 5,51% sur l'année 2009 portés essentiellement par l'évolution des encours de crédit à la clientèle (+3,54%, soit une évolution de 174 millions d'euros), l'accroissement du portefeuille de titre de près de 30% (+29,06% soit une augmentation de 100 millions d'euros) et par l'augmentation des opérations internes au Crédit Agricole.

I – Le Bilan ACTIF : les éléments marquants

Les opérations interbancaires et assimilées sont stables sur la période (-1,82%). Cette stabilité cache toutefois une diminution de nos encaisses de 2,2 millions d'euros, de nos opérations interbancaires (échéances de contrat) de 2 millions d'euros et une augmentation de nos encours à la Banque de France de 2 millions d'euros.

Les opérations internes au CA progressent de manière significative sur la période + 29%. Cette croissance est essentiellement tirée par la forte croissance de notre compte ordinaire en euro ouvert à Casa qui retrouve une situation débitrice et la croissance de nos comptes et avances à terme : croissance des placements monétaires à terme de 55 millions d'euros et des contre-dépôts de l'épargne réglementé (+16 millions d'euros).

Les opérations avec la clientèle progressent sur la période (+3,5%) mais près de trois fois moins vite que l'année précédente. Les crédits à l'habitat et l'équipement augmentent respectivement de 2,3% (+ 50 millions d'euros) et de 6,7% (+148 millions d'euros, essentiellement sur les collectivités publiques). L'escompte commercial progresse de 1,1 millions d'euros sur l'année. Nous constatons également une diminution de nos encours de comptes courants de l'ordre de 21%.

Les opérations sur titres progressent sur l'exercice en raison de 2 phénomènes. Le premier est lié à un point conjoncturel qui est l'amélioration des marchés se traduisant par une diminution des dépréciations constitués sur le portefeuille (-50%) et une réappréciation de nos plus values latentes. Le second phénomène tient à la réallocation de nos fonds propres qui s'est traduit par une augmentation de la ligne de titres détenus de l'ordre de 35%, soit + 96 millions d'euros.

Les valeurs immobilisées s'accroissent de 4,8% sur la période en raison notamment de l'évolution de nos encours de participation : investissement supplémentaire dans SAS Rue de La Boétie de 13,8 millions d'euros, dans les filiales Immobilière de la Caisse régionale de 3 millions d'euros et création d'une société de capital risque doté d'un capital de 1,5 millions d'euros.

II – Le bilan PASSIF : les éléments marquants

Les opérations interbancaires et assimilées baissent de moitié suite à l'amélioration du découvert de trésorerie liées au financement de l'activité de crédit à la consommation avec SOFINCO.

Les opérations internes au CA augmentent de 14,4% sur la période, malgré le retour à une position débitrice du compte Casa, soit une chute de 40 millions de l'encours par rapport à l'année dernière, et du compte ouvert à CA Titre. La progression est essentiellement due aux emprunts en blancs contractés sur la période, à savoir 655 millions d'euros et limitée par la diminution des avances prises auprès de Casa, soit -370 millions d'euros. Cela traduit le choix de la CR d'utiliser sa capacité de refinancement à CT.

Les opérations avec la clientèle diminuent de plus de 7% sur l'année en raison notamment de la forte baisse des encours de dépôts à terme de la clientèle (-152 millions d'euros, en lien avec la baisse des taux courts) et partiellement compensé par la légère augmentation des dépôts à vue (+20 millions d'euros).

Les dettes représentées par un titre diminuent fortement suite à la baisse des encours de CDN et des bons de caisses, respectivement de 34 millions d'euros et de 471 millions d'euros.

Les provisions et les dettes subordonnées diminuent légèrement de 6,23% en raison des échéances des emprunts participatifs qui n'ont pas été renouvelées. Les provisions sont stables à 72,9 millions d'euros.

Le Fonds Bancaires pour Risques Généraux n'a pas l'objet de variation sur la période.

Les Capitaux propres évoluent sous l'effet de la conservation du résultat acquis l'année dernière, soit 44,7 millions d'euros ;

LE HORS BILAN

Engagements donnés, 844 272 milliers d'euros au 31 décembre 2009

La variation de - 6,90% soit -62,6 millions d'euros se répartit de la façon suivante :

- Les accords de financement donnés diminuent de 24%, en raison de la diminution de l'engagement sur les prêts accordés non réalisés pour un montant de 61 millions d'euros ;
- Les engagements de garantie diminuent de 14,34% soit 10,5 millions d'euros essentiellement sur les cautions immobilières (-3 millions d'euros), sur les cautions fiscales (-0,9 millions d'euros) et sur les garanties à l'export (-11 millions d'euros).

Engagements reçus, 1 212 613 milliers d'euros au 31 décembre 2009

L'augmentation de 3,25% par rapport à l'exercice précédent (soit +38 millions) se matérialise par :

- Les engagements de financement sur les avances globales classiques vis-à-vis de Casa dans le cadre du refinancement interne diminuent de 18,1 millions d'euros
- Les engagements de garantie reçus progressent de 52,2 millions d'euros. Sur cette période on note :
 - Une augmentation des engagements reçus des établissements de crédit de 3,2 millions d'euros ;
 - Une augmentation de notre encours garanti auprès de la CAMCA (sté de caution) de 59,8 millions d'euros

Instruments financiers, 981 130 077 milliers d'euros au 31 décembre 2009

Notre politique de couverture contre le risque de taux et le risque inflation nous a conduits à augmenter nos engagements notionnels sur swaps de taux d'intérêt et d'inflation de 3% pour se fixer à 1 865 millions d'euros au 31 décembre 2009.

LES COMPTES CONSOLIDES

Le résultat net consolidé de la Caisse régionale Charente Périgord baisse de 5,6% et le total de bilan progresse de 8%. Les capitaux propres consolidés croissent de 24,2%, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des plus values latentes sur les titres de participation (augmentation de la valeur de la SAS La Boétie qui porte les titres CASA).

Au niveau du compte de résultat, 58,3 millions d'euros :

- le Produit Net Bancaire consolidé atteint 232 millions d'euros tirés par l'activité, soit une progression de 2,7% par rapport aux données consolidées 2008 contre une augmentation de 5,9% du PNB social. Ce différentiel s'explique par l'impact favorable induit par les normes IFRS d'un montant de +1,7 millions qui se caractérise en partie par :
 - l'annulation des reprises nettes sur le portefeuille OPCVM et les dotations en provisions durables pour un montant de - 5,3 millions d'euros
 - la comptabilisation de la variation de juste valeur par résultat sur les instruments dérivés pour un montant de 3,5 millions
 - La consolidation des Caisses Locales pour un montant de 4,5 millions.
- Les Charges de Fonctionnement Nettes atteignent 120,7 millions soit une progression de 0,7% par rapport à 2008, comparable à celle constatée au niveau des comptes sociaux.
- Il en découle un Résultat Brut d'Exploitation de 104 millions d'euros, après imputation des amortissements et dépréciation des immobilisations 6,7 millions d'euros (en légère diminution par rapport à 2008). Le RBE est en progression de 5,4 millions par rapport à 2008, soit une progression de 5,5% sur la période.
- Le Coût du Risque (charge) s'accroît de 4,8 millions sur la période, soit une progression de 27%, notamment sous l'effet des provisions collectives crédit qui progressent de 9,5 millions d'euros sur l'année 2009.
- Le Résultat d'Exploitation s'élève ainsi à 81,9 millions d'euros contre 81,3 millions d'euros en 2008.
- La charge fiscale consolidée augmente de 4 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent, alors qu'elle augmente de 13 millions d'euros dans les comptes sociaux. Le décalage réside principalement dans la différence de traitement fiscal sur les plus/moins values sur OPCVM, ainsi que les décalages fiscaux, ils sont en effet neutralisés en IFRS. La charge fiscale consolidée est impactée par la comptabilisation d'impôts différés sur la constatation de la variation de juste valeur par résultat sur les instruments dérivés et les différents retraitements IFRS par résultat.

Compte de résultat consolidé :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2009	31/12/2008	Variation %
Intérêts et produits assimilés	290 603	322 411	-9,86
Intérêts et charges assimilées	-170 343	-216 082	-21,17
Commissions (produits)	114 847	95 581	20,16
Commissions (charges)	-16 078	-13 045	23,25
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	261	-8 582	103,04
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	12 764	23 741	-46,24
Produits des autres activités	1 616	26 569	-93,92
Charges des autres activités	-1 683	-4 615	-63,53
PRODUIT NET BANCAIRE	231 987	225 978	
Charges générales d'exploitation	-120 739	-119 894	0,70
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	-6 761	-7 035	3,89
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	104 487	99 049	5,49
Coût du risque	-22 573	-17 687	27,63
RESULTAT D'EXPLOITATION	81 914	81 362	0,68
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-38	-38	-
RESULTAT AVANT IMPOT	81 876	81 324	0,07
Impôts sur les bénéficiaires	-23 602	-19 588	20,49
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	58 274	61 736	-5,61

Au niveau des capitaux propres consolidés, 686,2 millions d'euros ;

- Le capital consolidé de la Caisse régionale Charente-Périgord est stable sur la période et se fixe à 178,1 millions d'euros au 31 décembre 2009 à comparer au 177,7 millions d'euros au 31 décembre 2008.
- Les réserves consolidées croissent de 51 millions d'euros pour s'établir à 481 millions d'euros en cette fin d'année; soit une progression de 11,9% sur la période liée à l'affectation du résultat consolidé 2008.
- Les réserves de réévaluation résultent des impacts IFRS. Elles augmentent de 110,2% pour s'établir à 11 millions d'euros à fin décembre 2009. Cette progression est due à l'amélioration des plus values latentes sur les titres détenus en portefeuille dans le compartiment des Available For Sales (AFS), et plus particulièrement à l'évolution positive du cours d'évaluation du titre SAS Rue de La Boétie sur la période de 4,79 euros par titre, soit une évolution globale positive des titres SAS RLB de 118 millions d'euros.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Capital et Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Capitaux propres au 1er janvier 2008	179 397	124 275	-17	429 980	215 986	11 272	960 893	960 893	215 986
Augmentation de capital	-1 683						-1 683		-1 683
Variation des titres auto détenus			-28				-28		-28
Dividendes versés en 2008						-11 272	-11 272		0
Dividendes reçus des CR et filiales									
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires									
Mouvements liés aux stock options									
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires									
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-323 477		-323 477		-323 477
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence (2)									
Résultat au 31.12.2008						61 736			61 736
Autres variations									
Capitaux propres au 31 décembre 2008	177 714	124 275	-45	429 980	-107 491	61 736	686 169		686 169
Affectation du résultat 2008				50 999			0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2009	177 714	124 275	-45	480 979	-107 491	10 737	686 169		686 169
Augmentation de capital	2 787						2 787		2 787
Variation des titres auto détenus			-2 404				-2 404		-2 404
Dividendes versés en 2009						-10 737	-10 737		0
Dividendes reçus des CR et filiales									
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires									
Mouvements liés aux stock options									
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires									
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)					118 499		118 499		118 499
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence (2)									
Résultat au 31.12.2009						58 274	58 274		58 274
Autres variations									
Capitaux propres au 31 décembre 2009	180 501	124 275	-2 449	480 979	11 008	58 274	852 588		852 588

LA GESTION DES RISQUES

Introduction

L'information fournie au titre de la norme IFRS 7 relative aux instruments financiers couvre les types de risques suivants¹ :

- Les risques de crédit : risques de pertes liés à la défaillance d'une contrepartie entraînant l'incapacité de faire face à ses engagements vis-à-vis de l'entité.
- Les risques de marché : risques de pertes liés à la variation des paramètres de marché (taux d'intérêt, taux de change, prix, spread de crédit).
- Les risques structurels de gestion de bilan : risques de pertes liés à la variation des taux d'intérêt (Risque de Taux d'Intérêt Global) ou des taux de change (risque de change) et risque de ne pas disposer des ressources nécessaires pour faire face à ses engagements (risque de liquidité) ; y compris les risques du secteur de l'assurance.
- Les risques induits par la crise financière.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- Les risques opérationnels : risques de pertes résultant principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes ou des personnes en charge du traitement des opérations.
- Les risques juridiques : risques d'exposition potentielle du groupe à des procédures civiles ou pénales.
- Les risques de non-conformité : risques liés au non-respect des dispositions légales et réglementaires des activités bancaires et financières exercées par le Groupe.

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse régionale de Charente Périgord mis en œuvre par tous les acteurs intervenant dans l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des métiers qui assurent le développement de leur activité, la responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par le Responsable du Contrôle Permanent et des Risques (RCPR) de la Caisse régionale de Charente-Périgord. Indépendant des métiers et rapportant directement à la Direction Générale, le RCPR a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposée la Caisse régionale de Charente-Périgord sont conformes aux stratégies risques définies (limites globales et individuelles, critères de sélection des risques) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité de l'entreprise.

La gestion et la surveillance des risques de toutes natures par de la Caisse régionale de Charente-Périgord sont effectuées dans différentes instances :

- Le **Conseil d'Administration** procède à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne. En particulier, le Conseil d'Administration valide la politique de maîtrise des risques et, notamment, les limites fixées.
- Le **Comité d'Audit et des Comptes** est chargé d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses missions relatives au contrôle interne. Présidé par le Directeur du Bancaire et du Développement, il réunit semestriellement 4 administrateurs de la Caisse régionale, le Directeur Financier, le Responsable du Contrôle Permanent et des Risques, le Responsable du Contrôle Périodique, le Responsable du Contrôle de la Conformité et les Commissaires aux Comptes.

¹ Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2009 et, à ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

Le Comité d'Audit et des Comptes est notamment chargé de :

- Vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
 - Porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.
- Le **Comité de Contrôle Interne** réunit, au moins trimestriellement, sous la présidence du Directeur Général, les responsables du contrôle permanent, du contrôle de la conformité et du contrôle périodique. Il a pour mission de :
- Veiller à la cohérence et l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée ;
 - Valider le plan d'audit et suivre sa réalisation ;
 - Examiner les résultats des contrôles permanents, y compris de la conformité ;
 - Examiner les principales conclusions des missions d'audits internes et externes ;
 - Valider et suivre la réalisation des plans d'actions correctrices, issus de missions d'audits internes et externes et des dispositifs de contrôle permanents ;
 - Valider le rapport annuel sur le contrôle interne et être informé sur tout rapport à produire aux autorités de contrôle.
- Le **Comité des risques** réunit, au moins trimestriellement, sous la présidence du Directeur Général, le Directeur Général adjoint, le Directeur Financier, le Directeur des Clientèle Spécialisées, les responsables des marchés, le responsable du recouvrement, le responsable du contrôle permanent et des risques et le responsable du contrôle périodique. Le Comité des risques :
- Elabore les stratégies risques soumise à la validation par le Conseil d'Administration ;
 - Examine les résultats des systèmes de mesure et de surveillance des risques et propose, en tant que de besoin, des actions complémentaires à ce titre ;
 - Veille au respect des limites globales de risques ;
 - Valide les modifications majeures des procédures relatives à la gestion des risques ;
 - Examine l'évolution de la qualité des engagements et des risques de contrepartie les plus significatifs et détermine, le cas échéant, le niveau approprié de provisionnement.
- Le Comité des risques exerce ses missions sur l'ensemble des risques, excepté les risques financiers qui sont traités par le Comité financier.
- Le **Comité financier**, outre ses missions de pilotage de la gestion financière, assure les missions de mesure et de surveillance des risques financiers à l'instar du Comité des risques pour les autres catégories de risques. Il réunit mensuellement le Directeur Général, le Directeur Général adjoint, le Directeur Financier, le Contrôleur Gestion, le Trésorier et le Chef Comptable. Il est présidé par le Directeur Général. Les procès verbaux des réunions sont également adressés au Responsable du Contrôle Permanent et des Risques au titre du reporting.
- Le **Comité de développement** s'érige, en tant que de besoin, en **Comité « nouvelles activités – nouveaux produits »** afin d'examiner l'encadrement des nouvelles activités (procédures et contrôles) et de valider les mises en marché (méthodes de vente, canaux de distribution, ciblage de la clientèle, communication, etc.).

La Caisse régionale de Charente-Périgord a formalisé sa stratégie risques dans un document nommé « politique générale de maîtrise des risques ». Ce document de référence définit les modalités d'encadrement et de suivi des risques.

La politique de maîtrise des risques couvre l'ensemble des types de risque et fixe les limites globales ainsi que les critères d'intervention. Elle vise à délimiter le niveau de risque acceptable pris par rapport au développement commercial et à la rentabilité attendue de l'activité. Elle vise l'encadrement de l'activité sur un horizon de gestion d'un an. Elle fait donc l'objet d'une révision annuelle. La dernière actualisation date du 29/06/2009.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

I. Objectifs et politique

Partie intégrante de la politique de maîtrise des risques, la politique de risque de crédit vise à sécuriser les opérations de crédit en délimitant le niveau de risque acceptable pris par rapport au développement commercial et à la rentabilité attendue de l'activité de crédit. Elle définit les critères et les limites globales d'intervention de la Caisse régionale de Charente-Périgord en matière de crédit.

Les critères d'intervention précisent notamment les règles en matière de :

- **Territorialité** : Conformément aux règles internes du Groupe Crédit Agricole concernant le domaine de compétences des Caisses Régionales, la Caisse régionale de Charente-Périgord limite ses interventions en matière de crédit aux contreparties de sa circonscription territoriale (départements de la Charente et de la Dordogne). Ainsi, les interventions hors de son territoire ne peuvent s'effectuer que dans des cas définis ayant pour origine la demande d'une autre entité du Groupe, et doivent répondre à un objectif de diversification du portefeuille, de partage du risque et de réciprocité.
- **Sélection des clients** : La situation individuelle de chaque client avec qui la Caisse régionale de Charente-Périgord est engagée détermine pour partie son niveau de risque de crédit. Ainsi, la politique de maîtrise des risques précise les règles de sélection de la clientèle et de gestion de la relation.
- **Sélection des opérations** : La nature même des techniques de financement réalisées ou financées est en soi plus ou moins porteuse de risques. La politique de maîtrise des risques édicte les règles concernant le choix des opérations en fonction des risques induits.
- **Analyse du risque de contrepartie** : Afin d'appréhender les risques de crédit, la Caisse régionale de Charente-Périgord met en place des systèmes et des procédures d'analyse du risque de contrepartie devant être utilisés pour la mise en place de tout financement. Ces dispositifs d'appréciation du risque de crédit tiennent compte des éléments sur la situation financière de la contrepartie, en particulier sa capacité de remboursement. Pour les risques sur des entreprises, ils tiennent également compte de l'analyse de leur environnement, des caractéristiques des associés ou actionnaires et des dirigeants, ainsi que des documents comptables les plus récents.
- **Prise de garantie** : la garantie est un outil permettant de diminuer l'exposition de la Banque au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur. C'est la prise en compte du facteur temps par rapport aux aléas pouvant intervenir dans la vie d'un foyer, d'une exploitation agricole, d'une entreprise. La garantie n'est pas déterminante dans l'accord de crédit. Pour autant, elle trouve son caractère obligatoire dans les limites fixées (Cf. Chapitre ci-après). A ce titre, il est indispensable de transférer ou partager le risque de crédit pour les dossiers d'une certaine importance de façon à limiter les conséquences qui résulteraient de la défaillance de la contrepartie. La politique de partage des risques fait, à ce titre, partie de la politique de prise de garantie.
- **Suivi et traitement des risques** : la Caisse régionale met en place un suivi permanent de son exposition au risque de crédit sur la base d'un système de mesure permettant d'identifier, de mesurer et d'agréger le risque qui résulte de l'ensemble des opérations de bilan et de hors-bilan, en cas de défaillance de ses contreparties. La Caisse régionale examine, trimestriellement, l'évolution de la qualité de ses engagements. Une fois identifiées, les contreparties défaillantes font l'objet d'un traitement différencié selon la nature de la contrepartie, le montant du risque de crédit encouru et la durée de l'irrégularité.

- Délégations : les modalités de décision de prêts ou d'engagements sont encadrées par des règles de délégations visant à ce que les décisions de prêts ou d'engagements, lorsque la nature et l'importance des opérations de crédit le rendent nécessaire, soient prises par au moins deux personnes.

La Caisse régionale de Charente-Périgord s'est fixé des limites globales en matière d'engagement sur une contrepartie ou un groupe de contreparties. Les limites sont fixées au regard des équilibres financiers de la Caisse régionale de Charente-Périgord, notamment de ses fonds propres, et prennent en compte le risque de concentration² et le risque résiduel³.

Ainsi, des limites sont fixées afin d'éviter la concentration du risque de crédit sur une même contrepartie ou un même groupe de contreparties, ainsi que sur un même secteur d'activité, qui, en cas de défaillance, pourrait mettre en cause la rentabilité voire les équilibres financiers de la Caisse régionale de Charente-Périgord.

Afin de prendre en compte le risque résiduel, la Caisse régionale a défini, en complément des limites de risque de concentration, des limites en engagement brut sur une même contrepartie ou un même groupe de contreparties clients, ainsi que sur un même secteur d'activités. Ces limites résultent de scénarii de stress de risque de crédit et de risque de concentration.

La politique de maîtrise du risque de crédit est déclinée par les métiers au travers du corps des procédures communiquées à l'ensemble de l'entreprise grâce à une base de données intranet. Le respect de la politique de maîtrise du risque de crédit relève de la responsabilité des métiers et est contrôlé par le RCPR.

II. Gestion du risque de crédit

1. Principes généraux de prise de risque

L'analyse du risque de crédit impose une appréciation globale du risque porté sur un client en fonction de ses encours globaux et non opération par opération. Le risque de crédit est donc approché selon la notion de « groupe de risque » par consolidation du financement étudié et des engagements de la Caisse régionale de Charente-Périgord sur le groupe de contreparties auquel appartient le client. Le groupe de risque est le point d'entrée de toute analyse du risque de crédit.

La prise de risque de crédit, quel que soit le type de financement, est conditionnée par l'étude préalable de la viabilité du projet et de la capacité du client à rembourser son crédit. Cet examen, mené au regard d'éléments objectifs (risques) et subjectifs (connaissance du client), débouche sur une décision formalisée et motivée.

Pour des raisons d'efficacité et afin d'être en mesure de délivrer une réponse aux demandes de crédits formulées par les clients dans des délais raisonnables, la Caisse régionale de Charente-Périgord a mis en place des procédures de décision de prêts ou d'engagement par voie de délégations. Ces procédures prévoient notamment que, lorsque la nature et l'importance des opérations de crédit le rendent nécessaire, les décisions soient prises par au moins deux personnes.

Les délégations sont intuitu personae et les niveaux de délégation, validés par le Conseil d'Administration, sont liés à la fonction occupée.

² Le risque de concentration est le risque, direct ou indirect, résultant de l'octroi de crédits à une même contrepartie, à des contreparties considérées comme un même bénéficiaire, à des contreparties opérant dans le même secteur économique ou la même zone géographique, ou de l'octroi de crédit portant sur la même activité, ou de l'application de technique de réduction du risque de crédit, notamment de sûretés émises par un même émetteur.

³ Le risque résiduel est le risque que les techniques de réduction du risque de crédit aient une efficacité moindre qu'attendue.

Lorsque la décision finale relève du Comité de Crédit de la Caisse régionale de Charente-Périgord, instance ultime de décision, elle s'appuie sur un avis indépendant du RCPR ou d'un agent le représentant.

Les règles d'instruction et d'analyse du risque de crédit sont décrites au sein de procédures internes à la Caisse régionale de Charente-Périgord et portées à la connaissance des agents délégataires crédits via une base documentaire intranet.

2. Méthodologies et systèmes de mesure des risques

2.1. Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques de crédit

Depuis fin 2007, la Commission Bancaire a autorisé le Crédit Agricole et, en particulier, la Caisse régionale de Charente-Périgord, à utiliser les systèmes de notation internes au Groupe pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et d'entreprises.

La gouvernance du système de notation s'appuie sur le Comité des Normes et Méthodologies présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et méthodologies de mesure et de contrôle des risques.

Sur le périmètre de la banque de détail, la Caisse régionale de Charente-Périgord a la responsabilité de définir, de mettre en œuvre et de justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A. Ainsi, la Caisse Régionale dispose de modèles Groupe d'évaluation du risque.

Sur le périmètre de la clientèle Entreprises, la Caisse régionale de Charente-Périgord dispose de méthodologies de notation Groupe utilisant des critères tant quantitatifs que qualitatifs.

Ainsi, la totalité des clients est notée en fonction du risque de contrepartie qu'il représente sur :

- 13 niveaux pour la clientèle des Particuliers (de A à L, puis V pour les contreparties en défaut),
- 10 niveaux pour la clientèle des Agriculteurs (de D à L, puis V pour les contreparties en défaut),
- 9 niveaux pour la clientèle des Professionnels et des Associations (de E à L, puis V pour les contreparties en défaut),
- 17 niveaux pour la clientèle Entreprises (de A+ à E-, F ou Z pour les contreparties en défaut - Z si elles sont gérées au contentieux)

La notation des clients est également un outil d'aide à la décision d'octroi des crédits, elle décline notamment les niveaux de délégations et la politique de tarification.

2.2. Mesure du risque de crédit

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, celle-ci intègre les positions en cash et les dérivés.

Pour les dérivés, l'assiette du risque correspond à la somme de la valeur positive du contrat et d'un coefficient de majoration appliqué au nominal. Ce coefficient add-on représente le risque de crédit potentiel lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir.

3. Dispositif de surveillance

Dans le cadre de sa politique de maîtrise du risque de crédit, la Caisse régionale de Charente-Périgord met en place des règles de division et de partage des risques, ainsi que des limites et des processus spécifiques d'engagement dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille.

En particulier, la Caisse régionale de Charente-Périgord fait appel à Foncaris, filiale de Crédit Agricole S.A., pour garantir une partie du risque de crédit sur les contreparties concentrant les engagements les plus importants. Au 31/12/2009, le montant des encours bruts garantis par Foncaris s'élèvent à 199,12 M€, soit 3,32 % des M€ d'engagements totaux. Par ailleurs, le montant des encours bruts garantis par la contre-garantie Crédit Agricole S.A. s'établit à 31,2 M€.

Le Contrôle Permanent élabore des états de suivi du risque de crédit de la Caisse régionale de Charente-Périgord permettant :

- d'appréhender différentes catégories de niveaux de risque à partir des informations qualitatives et quantitatives des résultats du système de mesure,
- de procéder à des répartitions globales des engagements par ensemble de contreparties faisant l'objet d'une appréciation identique de leur niveau de risque, ainsi que par secteurs économiques, par marchés et par agences.

Cette surveillance permet également d'appréhender le risque de concentration et le risque résiduel et de s'assurer du respect des limites fixées.

Le Contrôle Permanent élabore les états de synthèse mensuels et trimestriels sur la mesure des risques de crédit, de concentration et résiduel. Ces états de synthèse sont les supports d'information de la Direction Générale, du Comité des risques, du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des comptes.

3.1. Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées

La surveillance des concentrations par contrepartie ou par ensemble de contreparties (groupes de contreparties⁴) est effectuée par le RCPR. En particulier, les engagements sur les plus grandes contreparties ou groupes de contreparties, ainsi que les répartitions globales des engagements par secteurs économiques sont présentés systématiquement et a minima trimestriellement au Comité des risques de la Caisse régionale de Charente-Périgord.

Les engagements bruts de la Caisse régionale de Charente-Périgord sur ses dix plus grandes contreparties représentent, au 31/12/2009, 9,83 % de ses engagements totaux auprès de la clientèle (10,5 % au 31/12/2008).

3.2. Processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel

Des revues des différents portefeuilles de crédit de la Caisse régionale de Charente-Périgord sont organisées trimestriellement afin d'analyser l'évolution de la qualité des engagements, d'actualiser la notation des contreparties et notamment déterminer les reclassements éventuels des créances dans les catégories comptables de créances douteuses (CDL), ainsi que les niveaux appropriés de provisionnement.

Les dossiers revus sont sélectionnés par le Contrôle Permanent pour tous les marchés sur la base de critères d'appréciation du risque (notation interne, notation financière, fonctionnement des comptes, retards et impayés, risque résiduel, etc.) et de l'importance des engagements.

Des revues de portefeuilles sont également menées sur des filières économiques.

⁴ La notion de groupe est définie par la Commission Bancaire et le Comité des Normes et Méthodologies présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents du Groupe Crédit Agricole. La constitution des groupes de contrepartie est ainsi effectuée en application des procédures Groupe.

3.3. Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance sont affectées à des portefeuilles spécifiques et font l'objet d'une gestion rapprochée par des équipes dédiées avec un double objectif :

- Préserver au mieux les intérêts financiers de la Caisse régionale de Charente-Périgord en limitant les pertes financières résultant de la défaillance des emprunteurs ;
- Privilégier les actions commerciales et amiables aux actions judiciaires pour répondre à la stratégie d'entreprise sur la relation durable en démontrant la volonté d'être aussi la banque des mauvais jours.

Les processus de surveillance du risque de crédit et de revue de portefeuille s'appliquent également aux contreparties défaillantes et sous surveillance. Elles font notamment l'objet d'un suivi formel en liaison avec le RCPR et à destination du Comité des risques.

3.4. Processus de suivi des risques sur base consolidée

L'ensemble des dispositifs de suivi des risques mentionnés ci-dessus est réalisé sur base consolidée.

4. Mécanismes de réduction du risque de crédit

4.1. Garanties reçues et sûretés

Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties reçues sont établis par le Comité des Normes et des Méthodologies (CNM) du Groupe Crédit Agricole (application du dispositif CRD mis en œuvre dans le cadre de la réforme Bâle 2 du ratio de solvabilité). Ce cadre commun permet de garantir une approche cohérente au sein du Groupe Crédit Agricole. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédits utilisés.

La Caisse régionale de Charente-Périgord décline ces principes de façon opérationnelle pour la gestion et le suivi des valorisations des garanties reçues.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	31.12.2008
Engagements donnés	838 134	906 589
Engagements de financement	775 080	832 978
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
. Engagements en faveur de la clientèle	775 080	832 978
Ouverture de crédits confirmés	584 486	580 395
- Ouverture de crédits documentaires	0	2 745
- Autres ouvertures de crédits confirmés	584 486	577 650
Autres engagements en faveur de la clientèle	190 594	252 583
Engagements de garantie	63 054	73 611
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres garanties	0	0
. Engagements d'ordre de la clientèle	63 054	73 611
Cautions immobilières	6 206	9 654
Garanties financières	0	0
Autres garanties d'ordre de la clientèle	56 848	63 957
Engagements reçus	1 213 315	1 179 941
Engagements de financement	152	18 125
. Engagements reçus d'établissements de crédit	152	18 125
. Engagements reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie	1 205 942	1 153 684
. Engagements reçus d'établissements de crédit	357 058	352 466
. Engagements reçus de la clientèle	848 884	801 218
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	132 896	145 059
Autres garanties reçues	715 988	656 159
Autres engagements reçus	7 221	8 132

4.2. Utilisation de contrat de compensation

La Caisse régionale de Charente-Périgord n'utilise pas de contrat de compensation.

4.3. Utilisation de dérivés de crédit

La Caisse régionale de Charente-Périgord n'est pas à l'origine ou sponsor dans le cadre d'opérations ou de montages de titrisation et d'instruments dérivés. Elle n'est donc pas concernée par les risques liés à l'utilisation d'instruments dérivés et la titrisation comme technique de réduction des risques.

III. Exposition

1. Exposition maximale

Le tableau ci-dessous présente l'exposition maximale des actifs financiers de la Caisse régionale de Charente-Périgord au risque de crédit. Cette exposition correspond à la valeur comptable des actifs financiers, nette des dépréciations, et avant effet des accords de compensation non comptabilisés et des collatéraux.

Exposition maximale de la Caisse régionale de Charente-Périgord (données IFRS)

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	31.12.2008
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	55 098	55 508
Instruments dérivés de couverture	31 749	26 948
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	70 156	102 880
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	14 961	18 741
Prêts et créances sur la clientèle	5 155 808	4 984 960
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	215 548	101 362
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)	5 543 320	5 290 399
Engagements de financement donnés	775 080	832 978
Engagements de garantie financière donnés	0	0
Provisions - Engagements par signature	623	726
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	774 457	832 252
TOTAL Exposition nette	6 317 777	6 122 651

L'exposition des actifs financiers au risque de crédit progresse en 2009, en lien avec l'accroissement des prêts et créances sur clientèle (représentent près de 93% de l'exposition des engagements bilan).

2. Concentration

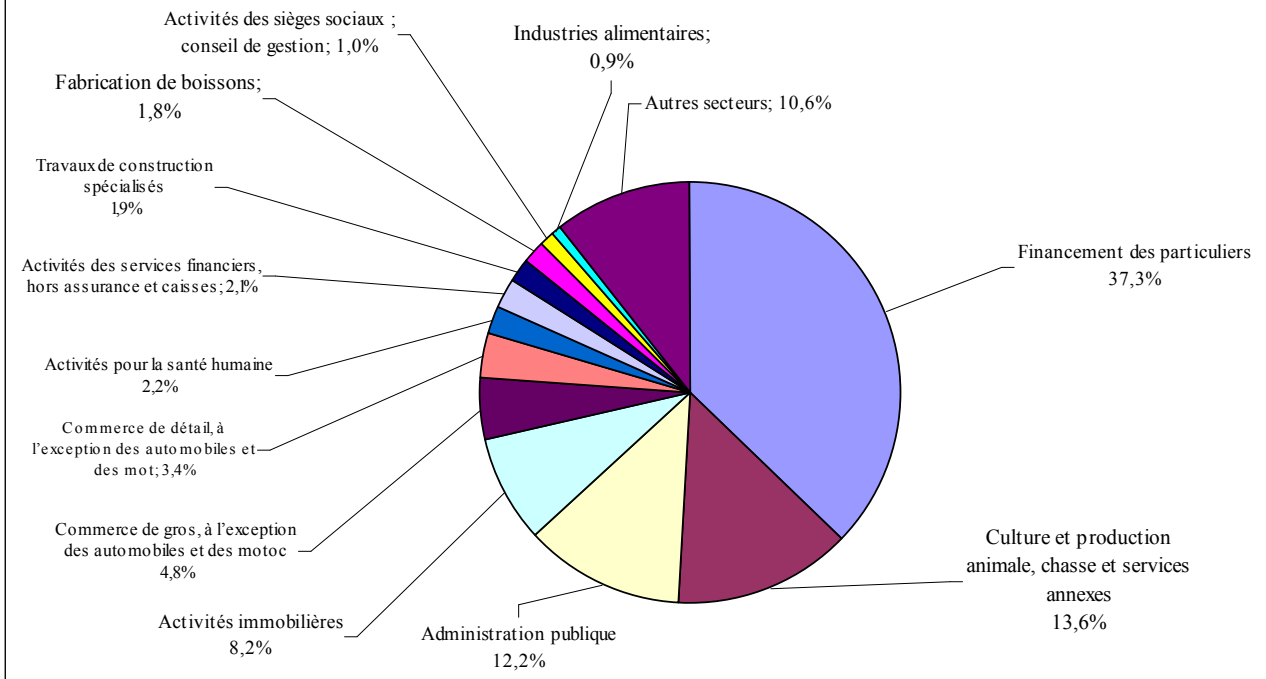
2.1. **Diversification du portefeuille par zone géographique**

Compte tenu de ses règles d'intervention limitée à sa circonscription territoriale (Charente et Dordogne), la caisse régionale n'est pas concernée par la diversification de son portefeuille par zone géographique.

2.2. **Diversification du portefeuille par filière d'activité économique**

La ventilation des encours par filière d'activité économique du portefeuille de crédits accordés par la Caisse régionale de Charente-Périgord à sa clientèle (5,1 milliards d'euros au 31 décembre 2009) montre une bonne diversification des risques.

Ventilation au 31/12/2009 du portefeuille global par filière économique



Hors financement des particuliers et de l'administration publique, seules deux filières économiques concentrent 5 % ou plus des encours totaux :

- L'agriculture (« culture et production animale, chasse et services annexes ») regroupe des contreparties dont l'activité est diversifiée (22 filières agricoles représentées). Cette diversification des productions agricoles correspond également une diversification des risques. La culture de la vigne, principale sous secteur d'activité, concentre seulement 200 M€ d'encours, (soit 3,9 % des encours totaux) sur deux filières différentes de production de vins et spiritueux (Cognac et vins de Bergerac) non soumises aux mêmes facteurs de risques ;
- Les activités immobilières regroupent les agences immobilières, l'administration d'immeubles et autres biens immobiliers, les activités de marchands de biens immobiliers mais également la location de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers, ainsi que les supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier. La location de logements (1,7 % des encours totaux), la location de terrains et d'autres biens immobiliers (5,8 % des encours totaux) concentrent l'essentiel des encours de la filière économique « activités immobilières ». Il s'agit principalement d'investissements de la clientèle dans l'immobilier locatif.

Il n'existe pas de concentration de risques supérieures sur d'autres filières.

2.3. Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique (données IFRS)

Encours bruts (en millions d'euros)	31/12/2009	31/12/2008	En % du total 2009
Administrations centrales			
Etablissements de crédit	363	290	6%
Institutions non établissements de crédit	802	666	14%
Grandes entreprises	1 213	1 190	22%
Clientèle de détail	3 224	3 197	58%
Total *	5 602	5 343	100%
Engagements donnés en faveur de la clientèle (en millions d'euros)	31/12/2009	31/12/2008	En % du total 2009
Administrations centrales		0	0%
Institutions non établissements de crédit	161	109	21%
Grandes entreprises	252	223	33%
Clientèle de détail	362	500	47%
Total	775	832	100%

La ventilation des encours bruts comptables par agent économique montre l'importance des opérations avec la clientèle Grandes Entreprises et de banque de détail (80% dont 22% aux Grandes Entreprises).

3. Qualité des encours

3.1. Analyse des prêts et créances par catégorie

La répartition des « prêts et créances nets des dépréciations individuelles » se présente de la manière suivante:

prêts et créances (en milliers d'euros)	2009	2008
Ni en souffrance, ni dépréciés	5 371	5 156
En souffrance, non dépréciés	114	89
Dépréciés	45	35
TOTAL	5 530	5 280

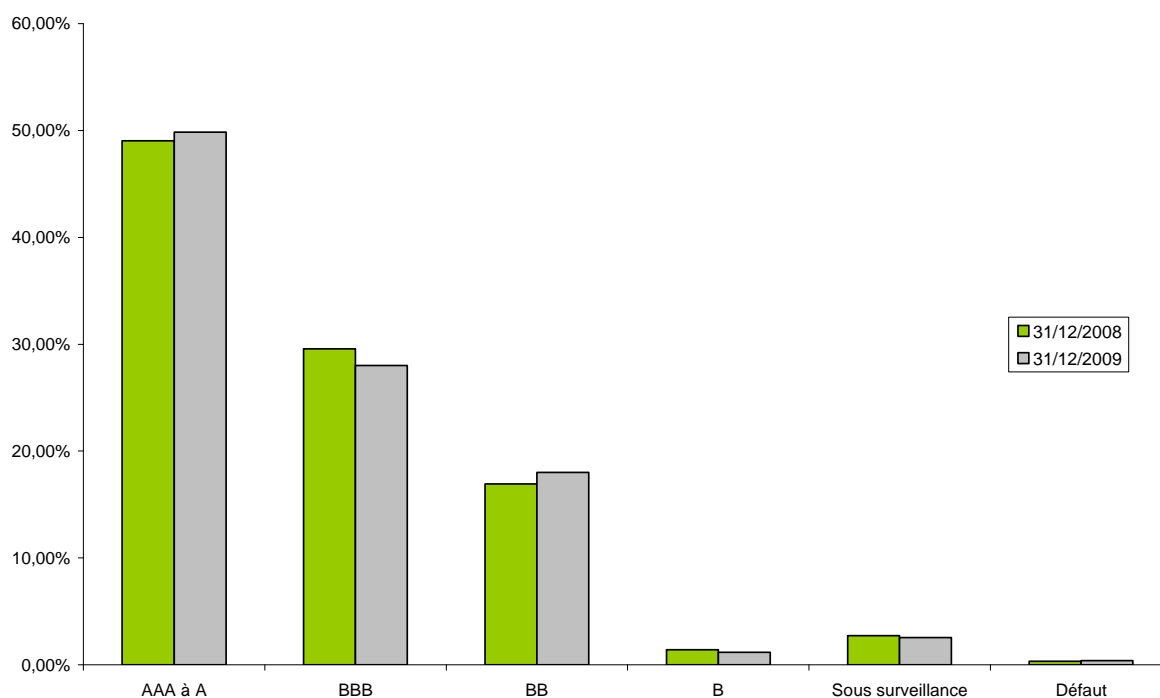
Actif financier en souffrance : Selon l'IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle.

3.2. Analyse des encours par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille « Corporate » (entreprises, banques et institutions financières, Administrations et Collectivités publiques). Au 31 décembre 2009, les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne représentent plus de 99% des encours portés par la Caisse régionale, hors banque de détail.

Le périmètre ventilé dans le graphique ci-après est celui des engagements accordés par la Caisse régionale à ses clients sains hors banque de détail, soit plus de 2 Milliards d'euros. La répartition par rating interne déterminé en interne est présentée en équivalent notation Standard & Pools.

Evolution du portefeuille sain hors retail de la Caisse Régionale Charente Périgord par équivalent S&P du rating interne



Engagements accordés par la Caisse régionale à ses clients sains hors banque de détail

Source Arcade (en milliers d'euros)

Notation interne	Probabilité de défaut	Equivalent Standard & Poors	Total 2009	Total 2008	% Evolution
A+ à B	de 0,03% à 0,06%	AAA à A	1 003 845,55	979 437,86	2,49%
C+ à C-	de 0,16% à 0,60%	BBB	564 208,00	590 150,47	-4,40%
D+ à D-	de 0,75% à 1,90%	BB	362 932,55	338 121,07	7,34%
E+	5%	B	23 335,35	27 814,71	-16,10%
E à E-	de 12,5% à 20 %	Sous surveillance	51 335,26	54 670,67	-6,10%
F et Z	100%	Défaut	8 052,48	6 388,42	26,05%
			2 013 709,20	1 996 583,21	0,86%

3.3. Dépréciation et couverture du risque

3.3.1 Politique de dépréciation et couverture des risques

La politique de dépréciation et de couverture des risques de pertes repose sur deux natures de dépréciation :

- des dépréciations sur base individuelle destinées à couvrir la perte probable sur les créances dépréciées,
- des dépréciations sur base collective, en application des normes IAS 39 et dès lors que sur un ou plusieurs sous-ensembles homogènes de portefeuille de risques de crédit, des indices objectifs de dépréciation sont identifiés. Ainsi, ces dépréciations visent à couvrir la dégradation du profil de risque des engagements sur certains secteurs d'activité économique ou certaines contreparties non en défaut mais du fait de leur notation dégradée. Des dépréciations sur base de revues de portefeuilles sont également réalisées.

3.3.2 Encours d'actifs financiers dépréciés (données IFRS)

Les tableaux ci-après donnent la répartition par agents économiques de la couverture des encours douteux comptables totaux et compromis par les provisions.

	31.12.2009					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	149	0	0	0	0	149
Etablissements de crédit	363 133	0	0	0	0	363 133
Institutions non établissements de crédit	802 429	407	143	0	0	802 286
Grandes entreprises	1 212 618	21 041	17 407	13 536	11999	1 183 212
Clientèle de détail	3 224 166	40 877	18 120	41 543	25181	3 180 865
Total *	5 602 495	62 325	35 670	55 079	37180	5 529 645
Créances rattachées nettes						42 848
Dépréciations sur base collective						-47 063
Valeurs nettes au bilan						5 525 430

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 17 429 milliers d'euros

	31.12.2008					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales			0			0
Etablissements de crédit	289 922	0	0			289 922
Institutions non établissements de crédit	666 093	177	94			665 999
Grandes entreprises	1 189 814	22 437	16 746	13 396	10 974	1 162 094
Clientèle de détail	3 197 329	31 977	14 977	30 407	20 135	3 162 217
Total *	5 343 158	54 591	31 817	43 803	31 109	5 280 232
Créances rattachées nettes						36 893
Dépréciations sur base collective						-37 550
Valeurs nettes au bilan						5 279 575

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 21 898 milliers d'euros

4. Coût du risque (données IFRS)

Le coût du risque de la Caisse régionale de Charente-Périgord s'élève au total à 22,6 M€ contre 17,7 M€ en 2008.

Il comprend sur l'année 2009 :

- une incidence nette pour dépréciation individuelle crédit d'un montant de 12,4 M€ (10,6 M€ en 2008) liée pour l'essentiel à l'augmentation du volume des créances douteuses et litigieuses sur l'exercice (+14,4 M€),
- une dotation nette aux dépréciations collectives crédit (Bale II et filières) sur l'année pour un montant de 9,8 M€ (4,0 M€ en 2008) liée à l'actualisation de ces dépréciations,
- une légère reprise nette sur l'année pour un montant de 0,3 M€ liée à l'actualisation des provisions de filières (contre 2,1 M€ de reprise nette sur l'année 2008),
- une reprise nette de provision pour risque enregistrée sur un instrument financier détenu en portefeuille d'investissement (BMTN Sélecta 2) pour 1,1 M€,
- une dotation nette aux provisions sur avances consolidables de 1.7 M€.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	31.12.2008
Dotations aux provisions et aux dépréciations	48 951	50 865
Actifs financiers disponibles à la vente	0	2 392
Prêts et créances	48 460	42 179
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs	8	323
Engagements par signature	283	542
Risques et charges	200	5 429
Reprises de provisions et de dépréciations	-24 836	-31 161
Actifs financiers disponibles à la vente		
Prêts et créances	-23 141	-27 556
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs	-48	-83
Engagements par signature	-386	-180
Risques et charges	-1 261	-3 342
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	24 115	19 704
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	0	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	628	676
Récupérations sur prêts et créances amortis	-2 391	-2 749
Décotes sur crédits restructurés	42	56
Pertes sur engagements par signature	0	
Autres pertes	179	
Coût du risque	22 573	17 687

IV. Le risque pays

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales dans un pays étranger affectent les intérêts financiers de la Caisse régionale de Charente-Périgord.

RISQUES OPERATIONNELS

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

I. Objectifs et politique

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- *gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels* : supervision du dispositif par la direction générale (via le comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du comité de contrôle interne), rôles des Responsables des Contrôles Permanents et des Risques (Crédit Agricole S.A et entités) en matière d'animation du dispositif et de synthèse, responsabilités des entités dans la maîtrise de leurs risques (par l'intermédiaire du réseau des Managers des Risques Opérationnels),
- *identification et évaluation qualitative des risques* à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- *collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes* pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- *calcul et allocation des fonds propres réglementaires* au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité,
- réalisation périodique d'un *tableau de bord des risques opérationnels* au niveau entité, complété par une synthèse Groupe.

II. Gestion du risque : organisation, dispositif de surveillance

L'organisation de la gestion des risques opérationnels s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le Responsable du Risque Opérationnel de la Caisse régionale de Charente-Périgord est rattaché au Responsable des Contrôles Permanents et des Risques de la Caisse régionale de Charente-Périgord.

Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse régionale de Charente-Périgord.

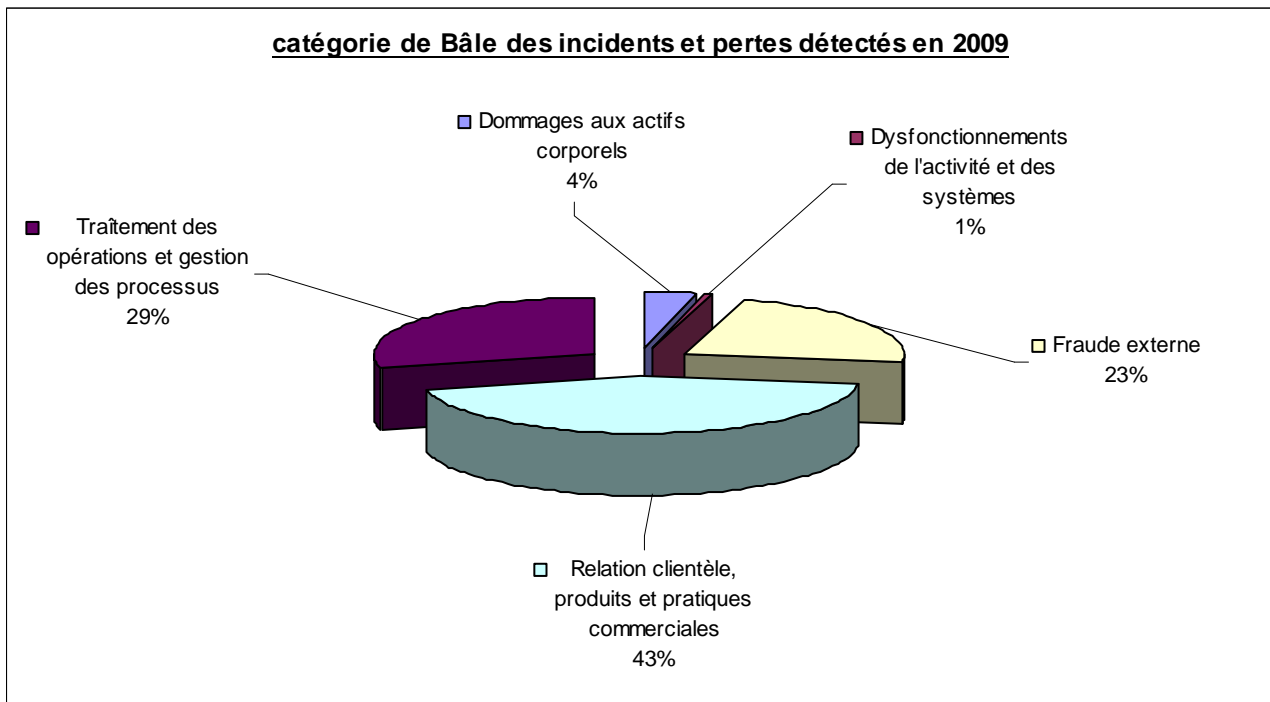
Le Management du Risque Opérationnel rapporte régulièrement, et a minima trimestriellement au Comité des Risques de la Caisse régionale de Charente-Périgord, sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque. Le Management du Risque Opérationnel intervient ponctuellement auprès des Comités de Contrôle Interne et de Direction.

L'information de l'organe exécutif au travers du Comité des risques porte notamment sur les dernières collectes des incidents et pertes avérées du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de deuxième niveau sont destinataires de ces informations.

Le Comité d'Audit et des Comptes de la Caisse régionale de Charente-Périgord, au titre de l'organe délibérant, est informé semestriellement sur l'évolution du coût des risques opérationnels et les événements marquants.

En 2009, la collecte des incidents et l'impact financier net au titre des risques opérationnels s'élèvent à 954 K€ (967 K€ en 2008).

Répartition des incidents et pertes 2009 selon les catégories de Bâle



III. Méthodologie

La Caisse régionale de Charente-Périgord applique la méthodologie Groupe de calcul des fonds propres en méthode AMA.

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- D'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels.
- De déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés, pouvant se situer en deçà de la méthode standard.
- De favoriser l'amélioration de la qualité des contrôles permanents dans le cadre du suivi de plans d'actions.

Les dispositifs Groupe mis en place dans la Caisse régionale de Charente-Périgord visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an, prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarii et de facteurs reflétant l'environnement, prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type « lost distribution approach » qui est unique au sein du Groupe. L'allocation du capital de la Caisse régionale de Charente-Périgord est prise en charge par celle-ci à partir de principes définis au niveau national.

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- Intégration dans la politique de risques ;
- Pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- Caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la direction générale et les métiers ;
- Robustesse : capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Ce modèle a été régulièrement validé par le Comité des Normes et Méthodologies du Groupe Crédit Agricole, présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe.

IV. Assurance et couverture des risques opérationnels

La Caisse régionale de Charente-Périgord a souscrit plusieurs contrats d'assurance pour couvrir les risques sur les biens et les personnes, relatifs à ses activités bancaires et au titre de sa responsabilité civile.

Les risques sur les biens (immobiliers, matériels, frais de redémarrage de l'exploitation...) et personnes (accidents, agressions...) sont couverts par plusieurs polices d'assurance dont le coût total des cotisations s'élève à 232 milliers d'euros en 2009.

Les risques liés à l'activité bancaire (détournement et escroquerie, hold-up, cambriolages...) sont couverts par le contrat global de banque, pour une cotisation totale de 195 milliers d'euros.

Les capitaux sont assurés à hauteur de :

- 9 150 milliers d'euros en cas de détournement et escroqueries
- 3 050 milliers d'euros en cas de hold-up et cambriolages

Au titre de sa responsabilité civile, la Caisse régionale Charente Périgord est assurée :

- en responsabilité civile professionnelle des dirigeants sociaux (7 630 milliers d'euros garantis pour 107 milliers d'euros de cotisations)
- en responsabilité civile courtage (1 500 milliers d'euros garantis pour 65 K€ de cotisations),
- en responsabilité civile d'exploitation (6 100 milliers d'euros garantis en corporels, 3 050 milliers d'euros en matériel pour une cotisation de 9 milliers d'euros).

RISQUES DE NON-CONFORMITE

Le risque de non-conformité se définit comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législatives ou réglementaires, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant.

La Caisse régionale de Charente-Périgord a déployé un dispositif de contrôle de la conformité conforme à la réglementation et aux normes du Groupe Crédit Agricole définies par la ligne métier Conformité.

La responsabilité de la mesure et de la surveillance du risque de non-conformité est assurée par le Responsable du Contrôle de la Conformité. Indépendant des métiers et rattaché au RCPR, le Responsable du Contrôle de la Conformité est le garant du respect des lois et des réglementations dans l'exercice des activités de la Caisse régionale de Charente-Périgord.

La gestion du risque de non-conformité par la Caisse régionale de Charente-Périgord est précisée dans le rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale des actionnaires sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

RISQUES DE MARCHE

Le risque de marchés représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés, et notamment : les taux d'intérêts, les spreads de crédit, les taux de change, le cours des actions, le prix des matières premières, ainsi que leur volatilité implicite.

1) Surveillance des risques de marchés

Le dispositif de surveillance des risques de marchés est défini par le Comité Financier et validé par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale. Ce dispositif fait l'objet d'une révision à minima chaque année.

Les synthèses de cette surveillance sont adressées trimestriellement par la Direction Financière à la Direction Générale et au Responsable du Contrôle Permanent, en mettant en avant :

- ✓ Les dépassements éventuels par rapport aux limites internes
- ✓ Les actions correctrices engagées et/ou à engager

En outre, une information annuelle est faite au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale sur la consommation des limites.

2) Descriptif du dispositif interne de surveillance :

- Le **périmètre** est constitué par le portefeuille de négociation, soit les opérations réalisées pour compte propre, et enregistrées dans nos livres au sein des rubriques suivantes :
 - ✓ Les titres de transaction,
 - ✓ Les titres de placement (ou disponibles à la vente selon le référentiel IFRS),
 - ✓ Les instruments dérivés autres que de couverture,
 - ✓ Toute opération financière couvrant un des éléments mentionnés ci-dessus.

➤ Le dispositif comprend **différents types de limites internes** :

- ✓ Concernant la construction du portefeuille :
 - Une limite L1 sur la "perte potentielle maximale" acceptée sur le portefeuille (ou "Value at Risk"). Au 31 décembre 2009, la perte potentielle maximale acceptée à horizon 1 mois avec un seuil de confiance à 99% s'élève à 10% du résultat net social attendu, soit 5,4 millions d'euros.
 - Des limites d'exposition par facteurs de risque (L2). En 2009, les facteurs de risques ont été fixés à 100 millions d'euros pour les obligations, 30 millions d'euros pour les actions, 20 millions d'euros pour la gestion alternative, 10 millions d'euros sur le private equity, et 5 millions d'euros pour chaque classe d'actifs suivante : hors immobilier et matières premières.
- ✓ Concernant les résultats du portefeuille :
 - Sur l'ensemble du portefeuille de négociation, des seuils d'alerte (L3) en terme d'impact sur le résultat. Au titre de l'année 2009, les seuils d'alertes étaient par tranches de 2,7 millions d'euros, soit 5% du résultat net attendu de l'exercice.
 - Des seuils de pertes et profits maximum acceptés pour chaque ligne individuelle présentant un risque élevé de marchés (L4) :

Classes d'actifs	Stop loss individuels	Stop profits individuels	Alerte profits individuels
Monétaire dynamique	- 2% YTD ou 95% PA	8% YTD	120% PA
High yield ou leverage loans	- 10% YTD ou 80% PA	20% YTD	140% PA
Obligataires autres que high yield et lev.loans	- 5% YTD ou 90% PA	12% YTD	130% PA
Actions (pour la part non couverte), immobilier et mat. Pr.	- 25% YTD ou 70% PA	30% YTD	150% PA
Gestion alternative (pour la part non couverte)	- 5% YTD ou 90% PA	12% YTD	130% PA

YTD = performance depuis le début de l'année, ou depuis la date d'achat si acquisition dans l'année.

PA = prix d'achat

- ✓ Concernant les titres dont le capital est garanti à 100% :
 - Une limite en durée de 8 ans (L5)
 - ✓ Concernant les instruments dérivés autres que de couverture et non couverts ou non monétarisés :
 - Des stops loss globaux et individuels (L6)
 - ✓ Concernant la liquidité du portefeuille de négociation :
 - Une limite (L7) de 5 millions d'euros maximum d'actifs non cessibles en 7 jours (à l'exclusion des parts détenues dans les fonds communs de placement à risques)
- Enfin, le scénario "catastrophe" suivant est simulé : dépréciation de 2,5% des actifs investis dans la classe « monétaire dynamique », hausse des taux d'intérêts de 200 points de base, baisse des marchés actions de 20% et baisse des produits de "gestion alternative" de 10%.

3) Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marchés :

La mesure de la "Value At Risk" s'effectue chaque trimestre, ainsi que lors de toute modification significative de l'allocation tactique du portefeuille, à l'aide d'un outil développé et maintenu par Crédit Agricole Asset Management, et mis à disposition de la Caisse Régionale Charente-Périgord par intranet dans un environnement sécurisé.

Ce modèle croise différents paramètres de marché entre eux dont notamment :

- ✓ les volatilités historiques court terme et long terme des différentes classes d'actifs
- ✓ les matrices de corrélation des différentes classes d'actifs entre elles
- ✓ les rentabilités espérées de chaque classe d'actifs

La vérification du respect de la limite en Var (L1) et des limites d'exposition par facteurs de risque (L2) s'effectue à partir de cet outil.

D'autre part, le suivi des seuils de performance, tant au niveau global (limites L3) qu'individuel (limites L4) est automatisé et s'effectue en temps réel à l'aide d'un serveur de données financières.

4) Exposition en 2009 au risque de marchés :

S'agissant du respect des limites internes :

- ✓ la mise en place de restrictions à la sortie (ou « gates ») sur certains fonds alternatifs a généré temporairement des dépassements sur les limites L1 (VaR du portefeuille) et L6 (stop-loss sur dérivés spéculatifs).
- ✓ la limite L5 (stop loss sur titres autres qu'OPCVM) a été régulièrement dépassée dans le courant de l'année 2009 ; cependant, dans la mesure où la majorité de ces titres en portefeuille est garantie à 100% en capital, ces dépassements ne sont que peu pertinents, et la définition de cette limite a été révisée en conséquence fin 2009.

Au 31 décembre 2009, la situation est cependant régularisée, et aucun dépassement n'est à constater.

Par ailleurs, la survenance du scénario catastrophe décrit ci-dessus se traduirait par une dépréciation potentielle de 7,17 millions d'euros, appliquée sur le portefeuille de négociation de la Caisse Régionale Charente-Périgord au 31 décembre 2009.

En synthèse, l'exposition au risque de marchés s'est à nouveau réduite sur l'année 2009 :

- tout d'abord par la reconduction, comme les années passées, de notre politique de couverture du risque actions.
- mais également par la poursuite de l'allègement de l'exposition à la gestion alternative ; ainsi, l'exposition nette résiduelle à cette classe d'actifs ne s'élève plus qu'à 7 millions d'euros au 31 décembre 2009 (contre 39,6 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Aussi, au 31 décembre 2009, et sur l'ensemble du portefeuille de négociation, la perte potentielle maximale (ou « VaR ») à 99% à horizon 1 mois ne s'élève qu'à 2,53 millions d'euros (soit en-deçà de la limite interne L1 de 5,4 millions d'euros).

NB : pour mémoire, la Caisse Régionale ne détient pas de produits de titrisation directement exposés aux « subprimes ».

RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

Le **risque de taux** correspond au risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan.

1) Surveillance du risque de taux d'intérêt global

Le dispositif interne de surveillance du risque de taux d'intérêt est réalisé selon les mêmes principes que la surveillance du risque de marchés présentée ci-dessus, soit :

- ✓ le dispositif est défini par le Comité Financier, validé par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, et fait l'objet d'une révision à minima chaque année.
- ✓ Les mesures d'exposition à ce risque sont effectuées chaque trimestre, et analysées selon la même périodicité par le Comité Financier ; ces mesures indiquent notamment les dépassements éventuels par rapport aux limites internes, et les décisions de couvertures sont prises par le Comité Financier.
- ✓ Une présentation des mesures et des décisions de couvertures est réalisée chaque semestre au Conseil d'Administration

Par ailleurs, l'ensemble de ces éléments sont communiquées au Responsable du Contrôle Permanent.

2) Descriptif de la méthodologie :

- L'approche retenue est **l'approche statique**, préconisée par le Groupe Crédit Agricole SA. Cette méthode consiste à ne considérer que les encours existants à la date d'arrêté, sans intégrer la production future, afin de ne mesurer exclusivement que le **risque de taux acquis**. L'écoulement des emplois et des ressources à taux fixe fait ressortir, pour chaque maturité, des écarts ou impasses (« gaps ») taux fixe. Par ailleurs, l'écoulement des emplois et des ressources indexés inflation fait ressortir, pour chaque maturité, des écarts ou impasses (« gaps ») inflation.
- L'outil de mesure utilisé est « Cristaux 2 », progiciel développé et maintenu par la Direction Financière de Crédit Agricole SA. L'alimentation des données dans « Cristaux 2 » est automatisée, et provient des chaînes informatiques en amont (crédits, collecte, avances globales, etc...) ; en outre, l'outil Cristaux 2 garantit la piste d'audit, et donc la traçabilité entre les données élémentaires des chaînes de gestion en amont et les agrégats constitués au sein de « Cristaux 2 » en aval. Enfin, un « kit de fiabilisation » assure le rapprochement entre les chaînes de gestion et « Cristaux 2 ».
- Afin d'obtenir une vision exhaustive du risque de taux, le périmètre est constitué de l'ensemble du bilan risqué, en incluant notamment les fonds propres, les titres de participation, et le portefeuille de négociation.
- Des conventions d'écoulement sur les postes non échéancés et des hypothèses de taux de remboursement anticipés sur les crédits sont définies et actualisées par la Direction Financière de Crédit Agricole SA ; la Caisse Régionale applique ces paramétrages nationaux, après avoir vérifié leur cohérence avec des observations effectuées sur les données propres à Charente Périgord.

3) Description du dispositif interne de surveillance :

Les limites internes ont été définies afin d'encadrer la sensibilité à une variation des taux :

- du Produit Net Bancaire et du Résultat Brut d'Exploitation sur les 12 prochains mois
- de la valeur actuelle nette (ou « VAN ») du bilan, au regard des fonds propres de la Caisse régionale.

Aussi, ces limites sont exprimées pour chaque année par rapport à des impasses synthétiques (impasse taux fixe + équivalent taux fixe des impasses inflation).

Les limites internes annuelles (en années glissantes) sont les suivantes :

- sur les 12 premiers mois : +/- 400 millions d'euros
- sur le 13^e mois : +/- millions d'euros
- sur les 14^e et 15^e mois : +/- 250 millions d'euros
- sur les 16^e et 17^e mois : +/- 200 millions d'euros
- du 18^e mois à la 21^e année : +/-150 millions d'euros

- sur la 22^e année : +/- 100 millions d'euros
- de la 23^e à la 25^e année : +/- 70 millions d'euros
- sur la 26^e et 27^e année : +/- 50 millions d'euros
- sur la 28^e année : +/- 30 millions d'euros
- sur la 29^e année : +/- 20 millions d'euros
- sur la 30^e année : +/- 10 millions d'euros

Par ailleurs, sur la base des impasses synthétiques constatées, l'impact d'un choc de 200 bps sur la valeur actuelle nette du bilan est simulé et présenté en parallèle avec les mesures d'exposition. Ce scénario fait l'objet également d'une révision annuelle.

4) Exposition en 2009 au risque de taux d'intérêt global :

L'exposition au risque de taux d'intérêt global a été réalisée chaque trimestre, tant au niveau des impasses taux fixe que des impasses inflation.

S'agissant des impasses taux fixe, l'évolution sur l'année écoulée s'est caractérisée par une baisse des passifs et une hausse des emplois suite aux opérations d'optimisation du coût de la liquidité :

- avances globales taux fixe : arrêt des commandes dès mars 2009, et remboursements anticipés sur des avances en stock.
- titres d'investissement et placements en blanc taux fixe : accroissement de ces portefeuilles.

Cette évolution (cf. tableau ci-dessous) a cependant été freinée par la mise en place de swaps payeurs taux fixe, notamment sur les premières années (2009 à 2011), afin de limiter l'exposition de la Caisse Régionale à la hausse des taux courts.

Impasses taux fixe (y compris swaps) en millions d'euros :

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
30/09/2009	-	- 65	- 276	- 259	- 170	- 125	- 80	- 76	- 26	- 3	+ 7	+ 33
30/09/2008	- 183	- 237	- 1	+ 7	+ 76	+ 95	+ 93	+ 86	+ 92	+ 89	+ 81	+ 95

NB : la convention de signe est « passifs – actifs »

Par ailleurs, la dernière mesure trimestrielle fait ressortir sur base 30/09/2009 l'exposition suivante à l'évolution de l'inflation :

Impasses inflation (y compris swaps) en millions d'euros :

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
30/09/2009	-	88	88	83	88	83	70	58	56	56	37
30/09/2008	59	59	59	58	65	63	55	44	45	49	33

NB : la convention de signe est « passifs – actifs »

La Caisse Régionale demeure exposée modérément à une hausse de l'inflation, l'année 2009 ayant été consacrée à renouveler les échéances du portefeuille de swaps receveur inflation déjà largement constituée à fin 2007.

Par ailleurs, les impasses annuelles n'excèdent pas les impasses limites au 30 septembre 2009.

Enfin, dans le cadre de la simulation d'une forte déviation des paramètres de marchés, et sur la base des impasses synthétiques mesurées au 30 septembre 2009, l'impact d'un choc de +/- 200 bps sur la valeur actuelle nette (ou « VAN ») est le suivant :

Choc de taux	Impact sur VAN	
	En millions d'euros	En % des fonds propres prudentiels (FP au 30 juin 2009)
+ 200 bps	- 14 M€	- 3,4%
- 200 bps	+ 22 M€	+ 5,4%

5) Faits marquants en 2009 et plan d'actions 2010 :

Plusieurs actions ont été entreprises pendant l'année s'agissant de la gestion du risque de taux d'intérêt global :

- Etude d'impact de l'écoulement conventionnel des dépôts à vue, compte tenu de leur poids structurellement élevé au sein de notre établissement ; cette analyse a abouti au constat que le pilotage des impasses taux fixe doit prendre en considération cet écoulement conventionnel, et qu'un écoulement plus long de ces passifs taux fixe serait de nature à mieux immuniser la Caisse régionale du risque à la baisse des taux longs ; dans ce cadre, les refinancements à taux variables seront privilégier afin de sensibiliser davantage les ressources aux variations des taux d'intérêts.
- Intégration du nouvel écoulement sur les livrets A et des Livrets de Développement Durable, eu égard à la centralisation progressive de ces encours à la Caisse des Dépôts et Consignation.
- Mise en place de retraitements manuels suite à des anomalies de paramétrages constatées dans la base prêts (« Green ») afin de préserver la fiabilité sur les gaps « fixing court terme »
- Mise en œuvre des remontées à CAsa des productions trimestrielles via l'outil national « ITAC ».

Pour 2010, les actions à mettre en œuvre seront les suivantes :

- adapter le pilotage des impasses suite aux changements de modèles (passage à un amortissement des fonds propres sur 25 ans, révision des taux de remboursements anticipés des crédits, etc. ...)
- intégrer la faculté de fixer des limites internes asymétriques
- automatiser la production des agrégats relatifs au domaine Trésorerie dès la bascule effectuée sur le logiciel « KTP »
- être en capacité de produire mensuellement la mesure du risque de taux d'intérêt global
- sécuriser la production des mesures en développant la polyvalence

RISQUE DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et en durées. Elle se concrétise d'une part par une politique de collecte clientèle, et d'autre part par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole SA. Au-delà de ses ressources clientèle, la Caisse régionale se finance à taux de marché auprès de Crédit Agricole SA, sous forme :

- d'avances globales, dans la limite des quotas et des durées autorisées
- d'emprunts en blanc jusqu'à 10 ans

La Caisse Régionale de Charente Périgord en tant qu'établissement de crédit respecte les exigences en matière de liquidité définies par les textes suivants :

- Le règlement CRBF n°88-01 du 22 février 1988 relatif à la liquidité,
- L'instruction de la Commission bancaire n°88-03 du 22 avril 1988 relative à la liquidité,
- L'instruction de la Commission bancaire n°89-03 du 20 avril 1989 relative aux conditions de prises en compte des accords de refinancement dans le calcul de la liquidité.

Par ailleurs, en sa qualité d'organe central, Crédit Agricole SA a défini en 2008 un dispositif national d'encadrement du risque de liquidité. Ce dispositif vise notamment à s'assurer que chaque entité du Groupe Crédit Agricole soit en mesure, à horizon un an, de continuer son activité d'intermédiation (soit la distribution des crédits et de la collecte) dans un environnement « stressé » de liquidité sur les marchés de capitaux. Ainsi, la Caisse Régionale a disposé en 2009 d'une limite d'endettement interbancaire court terme qui a évolué comme suit :

	Limite endettement CT (« LCT1 ») en M€
1 ^{er} trimestre 2009	159 millions d'euros
2 ^o trimestre 2009	364 millions d'euros
2 ^o semestre 2009	702 millions d'euros

Le suivi quotidien de l'endettement interbancaire court terme (durées initiales inférieures à 1 an) est assuré par la Direction Financière de la Caisse régionale.

En outre, chaque entité du Groupe transmet mensuellement à Crédit Agricole SA sa situation en liquidité par rapport à la limite court-terme par un outil dédié (« Pelican »).

Sur l'année 2009, la limite d'endettement court terme a été constamment respectée.

En 2010, plusieurs évolutions sont planifiées :

- au niveau réglementaire :
 - Production du nouveau coefficient de liquidité selon l'approche standard
- au sein du Groupe Crédit Agricole, la méthode avancée est celle qui sera privilégiée ; dans ce cadre :
 - Révision du dispositif d'encadrement de la liquidité à court terme, afin d'optimiser la transformation tout en responsabilisant chaque entité du Groupe
 - Mise en place d'un dispositif d'encadrement de la liquidité à moyen et long terme, pour veiller notamment à l'étalement des tombées de la dette moyen à long terme

OPERATIONS EFFECTUEES SUR LES CCA PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nos administrateurs porteurs de CCA ont perçu les coupons en 2009.

Un seul administrateur, Monsieur Alain TESTAUD, a procédé à 2 ventes de gré à gré :

- 490 CCA le 10/3/2009,
- 400 CCA le 27/4/2009.

DELAI DE REGLEMENT DES FOURNISSEURS

En application de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie dite loi «LME», complétée par le décret n°2008-1492 du 30 décembre 2008 du code du commerce, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Charente Périgord publie pour la première fois en 2009 des informations sur les délais de règlement des fournisseurs.

Comme défini dans l'article D.441-4 du code du commerce, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance à la clôture de l'exercice 2009 se décompose comme suit :
Total dettes fournisseurs au 31 décembre 2009 : 842 964,34€

DATE ECHEANCE	MONTANT
Echéance 04-janv-10	502,32
Echéance 14-janv-10	679 006,17
Echéance 19-janv-10	3 660,65
Echéance 31-janv-10	666,00
Echéance 15-févr-10	30,62
Echéance 16-févr-10	2 072,89
Echéance 23-févr-10	2 142,04
Echéance 28-févr-10	48 303,75
Echéance 31-mars-10	119 689,98
Avoir en attente d'imputation	-13 110,08
Solde fournisseur 31/12/2009	842 964,34

LES PRINCIPAUX RATIOS

EVOLUTION DES RATIOS

NB : les ratios sont calculés sur base sociale et non consolidée (sauf pour le COREP)

	Base	Décembre 2009	Décembre 2008
COREP (1)	Consolidée	12,52%	10,59%
Coefficient d'exploitation = charges nettes/PNB	Sociale	55,20%	58,23%
ROA : Résultat/Actif au 31-12-N	Sociale	0,82%	0,87%
ROE : Résultat / Capitaux propres 1er catégorie au 31-12-N	Sociale	9,88%	9,69%
RL (ratio de liquidité norme =>100)	Sociale	91%	124%

(1) Le COREP calculé, déclaré aux instances de tutelle et présenté dans le présent document est déterminé après application de la pondération forfaitaire des risques selon l'ancienne réglementation, correspondant à un plancher d'exigences de fonds propres. Cette pondération est respectivement de 90% pour 2008 et 80% pour 2009.

- **Le coefficient d'exploitation**, indicateur phare de notre compétitivité, s'est très sensiblement amélioré en 2009 et ressort à 55,2% suite à l'amélioration de notre PNB et à la stabilité de nos charges de fonctionnement.
- **Le COREP** : le ratio CRD (dit bale 2) est devenu, depuis de l'exercice 2008, le ratio officiel suivi et reporté aux instances de tutelle. Ce nouveau ratio de solvabilité s'établit à 12,52 % et a été déterminé selon les dispositions transitoires définies dans l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Cet arrêté précise que le montant des exigences en fonds propres doit respecter un plancher de 90% des exigences en fonds propres telles qu'elles auraient été calculées selon l'ancienne méthode au titre de l'exercice 2008 et de 80% pour l'exercice 2009.

Cette solution dérogatoire a été maintenue pour les ratios calculés à compter de l'exercice 2010 : le plancher retenu est de 80%.

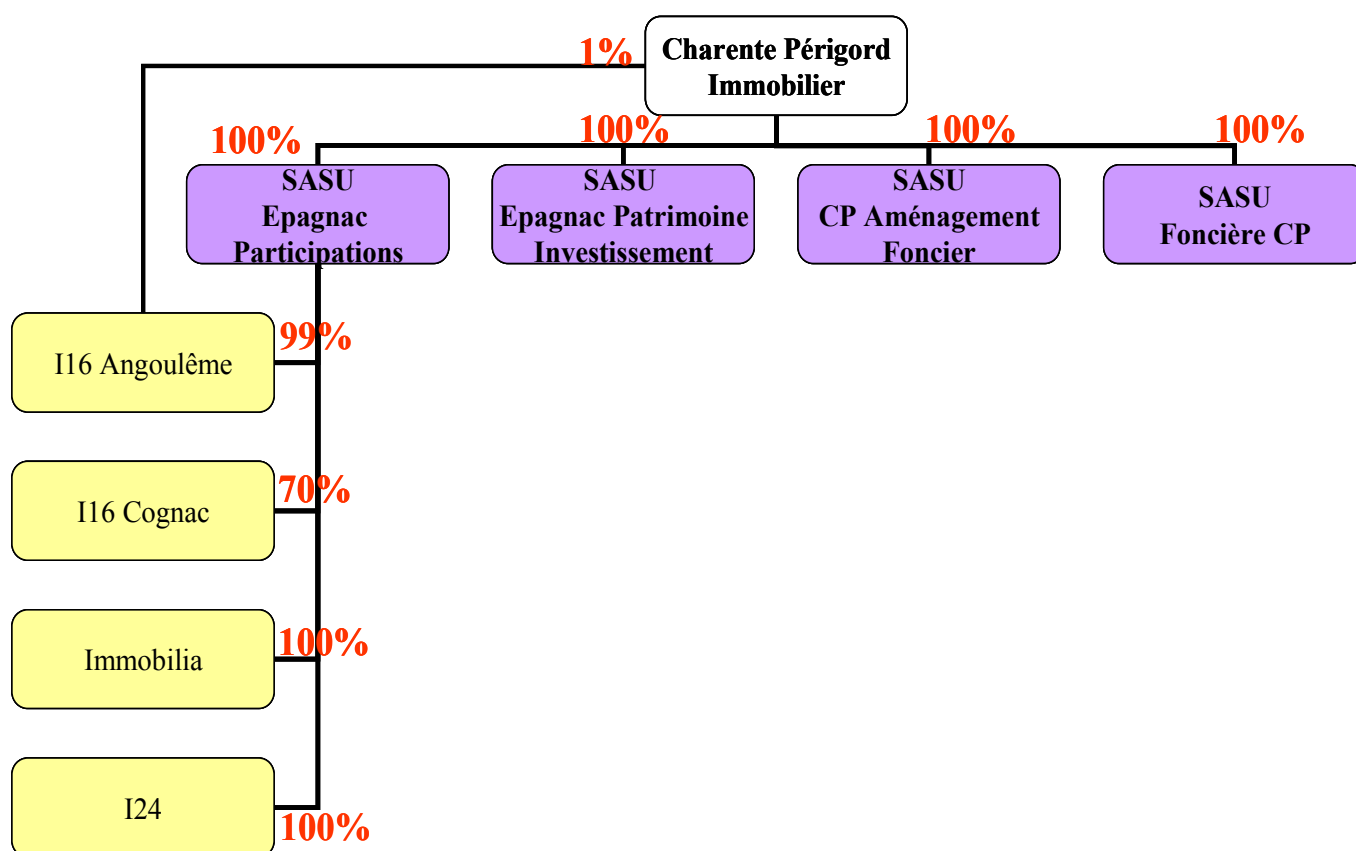
Sans l'application de ces planchers, les exigences en fonds propres déterminées selon le dispositif BALE II seraient de 14,07% pour 2008 et de 16,83% pour 2009.

- **Le ratio de liquidité** s'est établi **en moyenne** en 2009 à 123%, soit au-delà du seuil de 110% recommandé par la Direction Financière de CREDIT AGRICOLE SA. Sur base du 31 décembre 2009, ce ratio s'élève à 91%. Des mesures ont été prises pour 'couvrir' ce ratio au 31 décembre via l'organe central (CASA) et pour renforcer sensiblement la marge de sécurité utilisées pour le piloter pour les périodes futures.

- Le ROA (Return On Asset) est le rapport du résultat net au total bilan. Il régresse sur la période en raison de l'évolution du total de bilan sous l'effet de la progression de l'activité (5,51%) et de la stabilité de résultat net sur la période.
- Le ROE (Return On Equity) qui mesure la rentabilité des fonds propres, se positionne légèrement en dessous de la barre des 10% : 9,88% en 2009 contre 9,69% en 2008. Cette légère progression provient essentiellement de l'accroissement de nos fonds propres hors résultat de 13,56% (conservation du résultat de l'année dernière) alors que le résultat est stable.

LA DIVERSIFICATION IMMOBILIERE

Initiée en 2006 avec la création d'une structure juridique (SASU Epagnac Participations) destinée à prendre des parts majoritaires dans le capital d'Agences Immobilières, la diversification s'est accrue au cours des années suivantes pour aboutir à la création d'une holding de tête (la SASU Charente Périgord Immobilier) qui porte toute l'activité de diversification immobilière. Cette société a été dotée d'un capital de 5,267 millions d'euros au cours de l'année 2009 pour accompagner les divers projets. En raison des efforts de provisionnement qui ont été réalisés sur la branche Agences Immobilières, la holding a constaté une perte de 2 millions d'euros en 2009.



- La **SASU Epagnac Participations**, organe de tête des **Agences Immobilières – Square Habitat**, présentent un déficit de 2,2 millions d'euros au titre de l'année 2009, subissant indirectement les difficultés financières (chute d'activité en raison du net recul du marché tant en volume qu'en prix moyen) impactant les agences Immobilières. Après un début d'année très difficile, la seconde partie de l'année a vu le Chiffre d'Affaires des **Agences Immobilières** se redresser, sans pour autant atteindre les croissances connues par les années passées. Le retour à un marché plus porteur va prendre encore du temps. Au 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires global estimé pour les 4 agences s'établit à 1,35 millions d'euros, encore insuffisant pour absorber les charges de structures. Il en découle un résultat global estimé déficitaire de 0,8 millions d'euros.

- La **SASU Epagnac Patrimoine Investissement** permet de commercialiser auprès de notre clientèle bancaire des biens immobiliers neufs dans le cadre notamment de projets de défiscalisation (loi Scellier..). Cette structure a recruté deux experts au cours de l'année 2009, le CA de 156 milliers d'euros n'est pas suffisant pour absorber les charges de structures. Le résultat net présente une perte de 58 milliers d'euros.
- La **SASU Charente Périgord Aménagement Foncier** permet de réaliser des travaux d'aménagement de terrain en vue de leur revente. L'année 2009 a vue essentiellement se concrétiser la signature des compromis d'achat de terrain et la mise en œuvre de permis de lotir. L'exercice 2009 se termine par une perte de 52 milliers d'euros. Les premières ventes de terrain à bâtir sont prévues pour l'année 2010.
- La **SASU Foncière Charente Périgord** permet le portage de biens sur une longue période, et/ou la réalisation d'opérations de rénovation urbaine. L'année 2009 a été essentiellement consacrée à de la recherche de biens à acquérir pour du portage. Aucune opération n'a été réalisée sur l'exercice. L'exercice 2009 présente une perte liée uniquement au frais de structure de 9 milliers d'euros.

Perspectives 2010 :

Concernant l'activité des agences Square Habitat, les priorités de l'année 2010 sont d'optimiser l'organisation, le pilotage de l'activité et de renforcer les synergies entre les agences immobilières et les agences bancaires pour atteindre l'équilibre d'exploitation. Un développement des activités d'administration de bien est attendu.

L'activité "vente de neuf" devrait sensiblement progresser en raison de la montée en charge des experts et du renforcement des synergies avec le réseau bancaire.

Concernant l'aménagement/lotissement, certains projets aboutiront en 2010. Cela devrait se traduire par les premières ventes de terrains à bâtir.

Enfin, l'activité de portage devrait démarrer en 2010 avec une opération de rénovation urbaine sur Angoulême.

LES CONCLUSIONS 2009 ET LES PERSPECTIVES 2010

Après la violente crise financière de l'année passée, l'année 2009 s'est déroulée dans un contexte macro économique difficile.

Cependant, à l'image des départements sur lequel elle intervient, la Caisse Régionale a bien résisté. Elle améliore ses performances d'exploitation tout en contenant la montée des risques (grâce notamment à une politique de mobilisation par anticipation sur l'accompagnement des filières en crise). La gestion rigoureuse des coûts et les bonnes performances commerciales en sont les principales explications.

L'engagement actif dans le soutien de l'économie et la gestion exemplaire de la médiation du crédit se traduisent dans la progression des encours de crédit (+ 3.78 %), conforme aux engagements pris vis-à-vis de l'Etat.

Signalons aussi l'augmentation sensible du portefeuille des produits d'assurances gérés, qui renforce notre position de 1^{er} banquier assureur sur la Charente et la Dordogne.

Le Résultat net (53,5 M€) est du même niveau que celui de l'année dernière.

Il permet à l'entreprise de faire face sereinement au renforcement des exigences de Fonds Propres règlementaires souhaitées par le régulateur. La Caisse Régionale peut continuer à investir sur ses territoires (création d'une banque d'affaires 'Charente-Périgord Expansion', poursuite des investissements dans l'immobilier) tout en préparant l'avenir en s'appuyant sur les technologies du futur. L'ensemble des Caisses Régionales du Crédit Agricole ont en effet décidé de converger toutes ensemble vers un nouveau système d'information (Projet NICE) qui se veut moderne, ouvert sur les nouvelles technologies, et destiné à offrir le meilleur service possible à nos clients et sociétaires dans une véritable relation multi-canal.

En 2010 se posera la question de la gestion de la sortie de crise. Les Banques centrales notamment devront agir avec beaucoup de finesse pour tenir compte de la fragilité de l'économie, des tensions sur le marché du travail, tout en gardant l'inflation sous contrôle.

L'évolution des taux d'intérêt sera déterminante pour la marge d'intermédiation. Sur la base d'une prévision (particulièrement difficile à faire cette année) de légère remontée des taux courts en fin d'année, nous prévoyons une progression du PNB supérieure à celle des charges de fonctionnement pour l'année prochaine. Le coût du risque devrait rester à un niveau comparable à celui de 2009, et le résultat net est attendu en légère progression.

LE PROJET DE RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 MARS 2010

PREMIERE RESOLUTION : Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2009 et quitus

La lettre d'approbation de CREDIT AGRICOLE S.A. ne faisant pas d'objection à la présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009, ni au projet de répartition des excédents et recettes de la Caisse Régionale, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, l'Assemblée approuve les comptes qui viennent de lui être soumis et donne quitus aux Administrateurs et au Directeur Général de la Caisse Régionale pour leur gestion concernant l'exercice 2009.

DEUXIEME RESOLUTION : Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes relatifs aux Comptes Consolidés, approuve ces comptes arrêtés au 31 décembre 2009, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIEME RESOLUTION : Charges non déductibles – Articles 223 quater du CGI

L'Assemblée Générale, sur le rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du CGI, constate que le montant des charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code est de 75 062,60 €, et que le montant des impôts sur les sociétés acquitté sur ces dépenses, est de 25 021 €.

QUATRIEME RESOLUTION : Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par les articles 225-38 à 225-43 du code du commerce et autorisées par le Conseil d'Administration, approuve lesdites Conventions.

CINQUIEME RESOLUTION : Affectation du résultat

- L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, fixe à 3,89 % l'intérêt aux parts sociales et à 0,25 € les dividendes des CCA pour l'exercice 2009
- Les intérêts servis sur les parts sociales et les dividendes des CCA ouvrent droits à l'abattement de 40% (article 243 bis du CGI)
- La date de mise en paiement est fixée au plus tard au 31 mars 2010

SIXIEME RESOLUTION : Répartition des excédents (article 243 bis du CGI)

- L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide, conformément aux dispositions de l'article R 512-11 du Code Monétaire et Financier, de répartir ainsi qu'il suit les excédents de l'exercice 2009
- Résultat comptable net : 53 511 250,49 €
- Affectation du résultat :
 - ✓ Intérêts aux parts sociales : 2 196 384,46 €
 - ✓ Rémunération des CCA : 6 478 323,25 €soit 0,25€ par titre

- Résultat après affectation : 44 836 542,78 €

→ Affectation du solde des excédents disponibles

- $\frac{3}{4}$ à la réserve légale : 33 627 407,08 €
- $\frac{1}{4}$ à la réserve libre : 11 209 135,70 €

<u>Intérêts PS</u>				
Année	Nbre de PS	Distribution	Intérêt net	Abattement 40%
2006	40 939 779	1 816 497,92	1 816 497,92	726 599,17
2007	36 903 479	2 084 252,55	2 084 252,55	833 701,02
2008	36 903 479	2 145 568,22	2 145 568,22	858 227,29

<u>Dividendes des CCA</u>				
Année	Nbre de CCA	Distribution	Dividende net	Abattement 40%
2006	21 876 993	5 337 986,29	5 337 986,29	2 135 891,63
2007	25 913 293	6 737 456,18	6 737 456,18	2 694 982,47
2008	25 913 293	6 478 323,25	6 478 323,25	2 591 329,30

SEPTIEME RESOLUTION : Election des administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire constate :

- Que six administrateurs de la 1^{ère} série sont tiers sortants rééligibles :
 - ✓ Monsieur François JAUBERT
 - ✓ Monsieur Philippe BOUJUT
 - ✓ Monsieur Jean-Louis LABIOCHE
 - ✓ Monsieur Benoît FAYOL
 - ✓ Monsieur Marcel LESBEGUERIES
 - ✓ Monsieur Michel CAMPAGNAUD

- Que deux administrateurs, appartenant à la 3^{ème} série, ont donné leur démission. Il s'agit de :
 - ✓ Madame Eliane GUERIN
 - ✓ Monsieur Jean Pierre RAYNAUD

■ L'Assemblée Générale Ordinaire constate la vacance de 8 postes d'administrateurs :

➤ Concernant les Administrateurs rééligibles, l'Assemblée Générale doit se prononcer sur les candidatures suivantes :

✓ Charente

- Monsieur François JAUBERT
- Monsieur Philippe BOJJUT
- Monsieur Jean-Louis LABIOCHE

✓ Dordogne

- Monsieur Benoît FAYOL
- Monsieur Marcel LESBEGUERIES
- Monsieur Michel CAMPAGNAUD

✚ Pour le poste à pourvoir en remplacement de Madame Eliane GUERIN, se présente Monsieur Alain LAGARDE, Président de la caisse locale de Ruelle.

✚ Pour le poste à pourvoir en remplacement de Monsieur Jean-Pierre RAYNAUD, se présente Madame Liliane ROUDIER, Présidente de la caisse locale de Terrasson.

HUITIEME RESOLUTION : Pouvoirs en vue d'effectuer les formalités requises

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement de toutes les formalités de publication ou de dépôt prescrites par la loi.

NEUVIEME RESOLUTION : Indemnité compensatrice de temps passé

L'Assemblée Générale, en application de l'article L 512-36 du Code monétaire et financier, fixe à 4 050 € net, conformément aux recommandations de la Fédération Nationale du Crédit Agricole, l'indemnité compensatrice de temps passé versée à l'administrateur chargé d'exercer une surveillance effective sur la marche de la Caisse Régionale.

Cette somme pourra être modulée en fonction des mandats fédéraux exercés sans dépasser 50% du montant de référence.

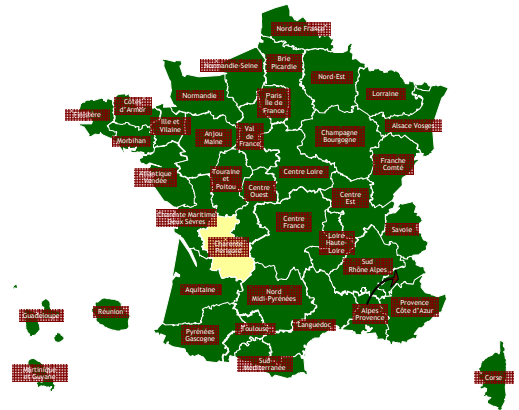
L'Assemblée Générale délègue au Conseil d'Administration le soin de désigner le ou les administrateurs concernés.

DECISION

Le Conseil d'Administration valide les différentes résolutions présentées pour l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 mars 2010.

ANNEXE 1

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2009



SOMMAIRE

Préambule

La caisse régionale et son territoire p. 4

① Une activité soutenue sur ses métiers de base

- Le contexte financier p. 7
- L'activité
 1. La poursuite de l'optimisation d'une organisation centrée clients p. 8
 2. La conquête p.10
 3. La collecte p.11
 4. Les crédits p.12
 5. L'assurance p.13
 6. Les principaux projets réalisés par la caisse régionale, non développés dans ce rapport p.16

② Une présence active sur les différents marchés pour promouvoir la vitalité de ses territoires

- Le marché des particuliers p.19
- Le marché de l'agriculture p.21
- Le marché des professionnels p.28
- Le marché des entreprises p.35
- La banque d'affaires et expertise sociale **Nouveauté** p.41
- Réalisation gestion prêts p.42
- La diversification immobilière p.45

③ Des moyens à la hauteur des ambitions

- Les ressources humaines p.49
- Le développement du mutualisme p.51
- La communication p.52
- Les investissements p.54

Conclusion

PREAMBULE

C'est une évidence, rien ne sera plus comme avant la crise. Le monde qui nous entoure n'en finit pas de se transformer et les relations avec nos clients sont de plus en plus complexes. De fait, l'exercice de notre métier et de nos missions devient de plus en plus difficile. Nous avons donc l'obligation de nous préparer à relever les défis qui se présentent régulièrement à nous.

C'est ainsi que le 23 juin, nous avons réuni en congrès l'ensemble des administrateurs des Caisses locales. Au terme d'une année de travaux, la nouvelle signature mutualiste de notre Caisse régionale a été dévoilée : « Agir Ensemble Autrement ». Un slogan qui résume notre volonté de faire de notre Caisse régionale Charente-Périgord une banque différente, utile à ses clients, utile à ses sociétaires et utile à ses territoires.

Nous avons aussi réuni l'ensemble des cadres pour travailler autour d'un thème qui doit leur permettre d'anticiper les mutations à venir et de mieux manager leur équipe : « le manager force de proposition ».

Pour ces deux rendez-vous, nous avons axé nos travaux autour de trois constats, synonymes de rupture profonde :

- le développement des technologies de l'information et des communications semble sans limite,
- la montée en puissance des préoccupations environnementales et de développement durable est un phénomène incontournable,
- les attentes de nos clients en matière de relation bancaire ne cessent d'évoluer vers plus d'exigence.

Dans cet environnement en perpétuel mouvement, la Caisse régionale Charente-Périgord a terminé cette année sur un bilan mitigé. L'activité crédits montre qu'elle est encore et toujours un acteur de premier plan dans l'accompagnement de ses clients et dans le financement des projets sur ses territoires. A ce titre, elle a injecté 1 milliard d'euros en Charente et en Dordogne. En revanche, l'activité collecte est restée en deçà des objectifs et la vente des services a été un peu décevante. Malgré tout, le résultat net 2009 progresse légèrement à 53,5 M€ et le Certificat Coopératif d'Associés affiche une belle progression (+ 8,4 % hors dividende sur 1 an) sur une période où le CAC 40 a été chahuté.

La reprise espérée pour 2010 doit nous permettre de conforter nos positions commerciales et de gestion pour **rester le 1^{er} partenaire financier de l'économie de Charente et de Dordogne.**

LA CAISSE REGIONALE ET SON TERRITOIRE



La Charente : 5 956 km² et 404 communes
La Dordogne : 9 060 km² et 557 communes
(1^{er} département pour le tourisme intérieur après PARIS)

756 328 habitants (population municipale, Insee 2007)

Une évolution de la population de 2006 à 2007 en
Progression de 0,7 % en Charente et 0,7 % en Dordogne.

Des infrastructures qui se modernisent et qui offrent de réelles opportunités :

CHARENTE :

- **Route** : La route Centre Europe Atlantique (RCEA), reliant la façade atlantique avec le cœur de l'Europe, constitue un véritable enjeu socio-économique et fait partie des grands projets pour la France. Elle viendra renforcer le rôle de la Charente en tant qu'espace actif de l'économie européenne.
- **Fer** : A 2H15 de Paris et 55 mn de Bordeaux. Et demain : le projet "LGV Sud Europe Atlantique" avec ses 300 km de ligne, permettra de rejoindre Paris à Bordeaux en 2 heures et mettra Angoulême à un peu plus d'une demi-heure de Bordeaux et moins de 2 heures de Paris (mise en œuvre prévue en 2016).
- **Air** : Angoulême-Cognac, RYANAIR propose de mars à octobre 3 liaisons / semaine avec Londres Stansted.

DORDOGNE :

- **Route** : A89 Bordeaux – Lyon, axe de passage des flux de marchandises péninsule Ibérique et marchés nord Européens. L'ouverture du dernier tronçon entre Thenon et Terrason est l'aboutissement d'une opportunité de désenclavement de la Dordogne - RN21 et proximité A20 : bonne desserte nord-sud.
- **Fer** : la mise en place de «TER» moderne met Périgueux à 1 heure de Bordeaux ou de Limoges.
- **Air** : Bergerac : 29^{ème} aéroport national avec ses liaisons quotidiennes avec le Royaume Uni assurées par les compagnies RYANAIR (Londres stansted, Bristol, East Midlands, Liverpool) et FLYBE (Southampton, Birmingham, Exeter, Manchester, Londres Gatwick et Edimbourg). JET2.COM (Leeds-Brafort). Sans oublier les autres liaisons, à savoir : Bruxelles avec RYANAIR, Rotterdam avec TRANSAVIA.COM et de nouveau Paris depuis nombre 2009 avec TWIN JET. En 2009, Bergerac avoisine les 400 000 passagers.

Les Britanniques :

- La Dordogne, 2^{ème} département français accueillant le plus de Britanniques (6 300 résidents)
- La Charente, 4^{ème} département français accueillant le plus de Britanniques (5 083 résidents)
- Près de 4,5 % de la clientèle des Particuliers, soit un peu plus de 14 900 Britanniques
- 5 % de nos nouveaux clients particuliers sur l'année 2009



Un territoire qui offre une économie diversifiée :

Charente

Les principaux secteurs d'activité sont : l'équipement électrique, le secteur papier-carton et le Cognac
Les pôles d'excellence : Traitement du verre creux – Image - Electromécanique, Electronique, Accumulateurs – Armement - Pôle graphique - Packaging-conditionnement – Mécanique - Chaudronnerie Cuivre et inox - Tonnellerie.

Dordogne

Une dominante agro-alimentaire (vin, viande, tabac, bois)
Les pôles d'excellence : Pays d'accueil touristique du Périgord Noir, Vignobles et Bastides, Foie Gras du Périgord.

L'organisation de la caisse régionale :

Le Conseil d'Administration

- 18 élus, dont le Président de la Caisse Régionale : François JAUBERT

Le management

- 1 239 CDI (dont 65 % dans le réseau),
 - 8 directions :
 - Direction Générale : François MACÉ
 - Direction Générale Adjointe : Denis BOCQUET
 - Direction de la Distribution : Jean Marie DELLINGER
 - Direction des Marchés : Antoine MORNAUD
 - Direction Financière : Yann de ROQUEFEUIL
 - Direction Communication, Ressources Humaines, Mutualiste : Martial SCHOULLER
 - Direction Bancaire, Assurances et Développement : Bruno FLORENT
 - Direction Informatique et Logistique : Michel CARREY
- Arrivée de Xavier DELOS : Directeur des Ressources Humaines et de la Logistique à compter du 1^{er} janvier 2010 (en prévision du départ en retraite de Michel CARREY).

L'organisation territoriale et commerciale

- 5 régions
- 121 points de vente
- 167 automates bancaires
- 216 points verts actifs
- 1 banque privée
- 5 agences entreprises : Angoulême, Cognac, Bergerac, Périgueux et Sarlat
- 2 espaces professionnels
- 2 plateformes téléphoniques et 1 centre GRD
- 2 espaces habitat conseil
- 8 points de ventes à la marque Square Habitat
- Un système d'information COMETE



Le réseau mutualiste, actif et structuré

- 67 caisses locales
- 843 administrateurs

Les chiffres clés de l'entreprise au 31/12/2009 :

		<u>Indicateurs financiers</u> en millions d'euros	
			(2009/2008)
<u>Répartition du P.N.B.</u> <ul style="list-style-type: none"> Intermédiation 46 % Financier 13 % Assurances 16 % Services bancaires 22 % Titres 3 % 		• P.N.B.	230,2 + 5,91 %
		• Charges de fonct. Nettes	127 + 0,34 %
		• R.B.E.	103,2 + 13,68 %
		• Résultat net	53,5 + 0,33 %
		• Bilan	6 559 + 5,5 %
		• Capitaux Propres	648 + 7,28 %
		<u>Principaux ratios</u>	
			(2009)
		• Coefficient d'exploitation	55,17%
		charges de fonctionnement / PNB = prix de revient de l'activité	
		• Capital Requirement Directive - 2008	10,58 %

①

**Une activité soutenue
sur ses métiers de base**

LE CONTEXTE FINANCIER

Cette année, le scénario du pire, un instant envisagé, a été évité. L'audace monétaire des banques centrales et les coopérations internationales ont permis au système financier de se reconstituer et à l'économie d'éviter la dépression.

Cependant, l'économie est loin d'avoir retrouvé la sérénité d'avant la crise. Les banques peuvent de nouveau se refinancer normalement, mais à un prix élevé (les primes de risque restent significatives). Le chômage a sensiblement augmenté, et les déficits budgétaires des états développés se sont considérablement accrus. Leur rôle indispensable pour éviter la défaillance du système financier mondial et soutenir la croissance a un prix qu'il faudra bien payer un jour...

Enfin, sur cette fin d'année, alors même que le thème du pilotage de la sortie de crise semble d'actualité, les contrecoups du tsunami financier se manifestent encore (Dubai, Grèce..) rappelant que la prudence reste de mise.

Après une année boursière catastrophique en 2008 (- 42.7 % pour le CAC 40), **les bourses mondiales ont retrouvé des couleurs en 2009** (+ 22.3 % pour la CAC 40, + 21.14 % sur l'Eurostoxx50, + 20 % pour le Dow Jones).

Ce sont les marchés émergents qui ont réalisé les performances les plus étonnantes (MSCI Emerging Market : + 66 %). Cela est révélateur d'un profond changement à l'échelle du globe : **les pays émergents ont mieux résisté à la crise et ils en sortent renforcés**. A eux seuls, ces pays devraient contribuer en 2010 à plus de la moitié de la croissance mondiale. Bien sûr, en corollaire à cette insolente santé, les risques de bulle grandissent...

La gestion alternative, dans l'œil du cyclone en 2008, a également bien relevé la tête en 2009 avec une performance de l'indice HFRX global Hedge fund Euro de + 12.9 %.

Le contexte de taux a été très mouvementé en 2009 : sous l'impulsion des banques centrales du monde entier, **les taux à CT ont considérablement baissé**. Le taux directeur de la BCE est ainsi passé de 4 % début 2008 à 1 % en 2009. Celui de la Réserve fédérale Américaine est passé de 2 à 0.25 %.

Les taux LT ont également été orientés à la baisse cette année, mais dans des proportions moindre (OAT 10 ans : taux moyen 2008 : 4.19 %, taux moyen 2009 : 3.62 %)

Les spreads de liquidité (qui reflètent le degré d'aversion au risque des opérateurs de marchés) se sont bien resserrés, mais ils restent nettement supérieurs à 'l'avant crise' : le spread à payer pour un refinancement sur 10 ans in fine de la Caisse régionale est aujourd'hui **de 91 bp contre 210 bp fin 2008...et 20 bp en juin 2007**.

Pour 2010, les prévisionnistes s'accordent à dire que **les taux courts resteront bas** sur la 1^{ère} partie de l'année. De même, la BCE devrait commencer à remonter progressivement son taux directeur sur le 2^{ème} semestre.

Concernant les taux longs, la tendance devrait être plus nettement haussière, et cela dès le 1^{er} semestre 2010.

Le retour progressif à la normalisation pourrait également permettre aux spreads de liquidité de se détendre encore.

L'ACTIVITÉ

Contexte externe : Le contexte de la crise financière et économique nous fait passer de la réanimation à la convalescence : retour de la croissance fragile après une récession historique par son ampleur et sa durée. Contre toute attente, le patrimoine des français n'aura pas baissé en 2009 ceci grâce au ralentissement de la baisse des prix des logements anciens et à la reprise des marchés boursiers. L'année 2009 a aussi été marquée par la très forte baisse des taux d'intérêt à court terme, le taux du livret A, par exemple est passé de 4% à 1,25%. Les premiers mois de l'année ont été fortement marqués par les inquiétudes suscitées par la crise financière de l'année 2008 et ses conséquences sur l'activité économique. Cela s'est traduit par le report ou l'annulation de nombreux projets tant professionnels que particuliers

Contexte interne : la traduction des propos ci-dessus est le recul très significatif des réalisations de crédit au cours des 5 premiers mois de l'année. Ce phénomène a été amplifié par le choix de nombreux clients qui ont privilégié la solution de l'autofinancement plutôt que le recours à l'emprunt.

Le 1^{er} trimestre 2009 a laissé entrevoir une activité « au ralenti » sur les domaines épargne (livret A et transferts), collecte, crédits (ralentissement de la démarche crédits aux particuliers), services (notamment sur le lancement de CARTWIN). Aussi, l'atteinte des objectifs globaux reste en décalage par rapport à nos ambitions. A compter du mois de juin, les demandes, notamment sur le marché des particuliers ont retrouvé un rythme proche de celui des années précédentes :

- ↳ l'épargne « jaune » disponible et sécuritaire, a la faveur des épargnants (CSL, LDD, Livret A...) : + 10,26%
- ↳ l'assurance vie retrouve un nouveau souffle : + 3,54% (bien que les rachats partiels ou totaux restent élevés : 72 M€)
- ↳ notre part de marché collecte progresse, portée essentiellement par les comptes épargne à terme et une bonne maîtrise de l'épargne logement. Sur ce plan, CACP ressort au 8^{ème} rang.

En matière d'organisation, nos efforts se sont poursuivis sur le développement des compétences de nos conseillers et sur la mise en œuvre d'une relation avec nos clients intégrant la totalité des moyens de contact : agence, téléphone, internet. Cette approche tournée clients sera notamment renforcée avec la réorganisation du service du siège qui sera mise en œuvre au mois de janvier 2010.

1- LA POURSUITE D'OPTIMISATION D'UNE ORGANISATION CENTREE CLIENTS

1-1- Le développement des compétences

Les programmes de formation ont concerné la totalité des collaborateurs du réseau et ont été complétés par des actions d'accompagnement individuel ou collectif de l'ensemble des métiers. Certains d'entre eux méritent plus particulièrement d'être soulignés.

Les chargés de clientèle particuliers, métier créé en 2008, ont pour mission d'apporter à la clientèle patrimoniale les solutions adaptées aux objectifs de développement, de valorisation et de transmission du patrimoine. Le programme de formation poursuivi tout au long de l'année a été consacré au développement de leurs compétences dans les domaines financier, fiscal et juridique. Doublé par l'accompagnement régulier des Responsables de Développement et d'un animateur dédié aux valeurs mobilières, ces formations se sont traduites par une intégration harmonieuse de nos différentes offres de placements en grande partie dans l'enveloppe toujours avantageuse de l'assurance-vie. Le lancement de la SCPI PREMELY, formule de défiscalisation immobilière a été largement proposée à notre clientèle et a rencontré un vif intérêt avec un volume de souscription proche de 4 M€.

Les chargés de clientèle professionnelle et agricole ont entamé un cursus de formation destiné à assurer une approche complète des besoins des clients de leur portefeuille, dans le périmètre professionnel mais aussi privé du patrimoine. Ce programme sera poursuivi dans les mois à venir avec l'implication de la Banque Privée afin de trouver les meilleures solutions en partant de l'analyse du bilan de l'entreprise pour atteindre les objectifs de chaque client. L'intégration des formules d'Assurance Prévoyance (décès, accident, garantie de revenu...) mais aussi de préparation de la retraite apportent une valeur supplémentaire aux conseils donnés. La maîtrise des différents applicatifs disponibles sur le poste de travail est un élément déterminant pour la qualité des services apportés. Pour parfaire cette maîtrise de tous les collaborateurs, des postes dédiés à la formation outil ont été installés dans chaque agence principale. Relié à l'environnement de formation des différents applicatifs, il permettra d'adapter les démarches de formation au besoin de chaque collaborateur sans être dépendant des contraintes de lieu ou de temps imposées par des formations centralisées.

Les Directeurs d'agence principale ont la responsabilité d'être les moteurs du développement des compétences et des performances de leurs équipes. Pour les mettre en situation de réussir au mieux leur mission un large chantier d'accompagnement individualisé a été construit et mis en œuvre. L'objectif est d'apporter à chacun d'eux les éléments nécessaires à la maîtrise du métier de tous leurs collaborateurs mais aussi de mettre en œuvre un management individualisé reposant sur des entretiens réguliers permettant de suivre et d'accompagner la progression de chaque collaborateur dans les domaines d'activité préalablement déterminés.

1-2- Le développement de la relation « multicanal »

La plateforme de services à distance rencontre toujours un succès croissant confirmant ainsi la qualité de la réponse apportée à nos clients.

Le téléphone demeure un support de communication important pour de très nombreux clients. Le nombre d'appels reçus sur la plateforme dépasse les 300 000 en 2009 ; mais le **SMS**, avec la généralisation des téléphones portables prend une part de plus en plus grande dans la communication avec notre clientèle ; plus de 900 000 SMS envoyés en 2009. Le téléphone est aussi un vecteur important de l'activité commerciale ; avec plus de 12 M€ de réalisations de crédit à la consommation sur le pôle Crédit Consommation et plus de 3 000 contrats d'Assurances concrétisés par le pôle IARD. La pertinence et l'efficacité de cette organisation sont confirmées par la contribution significative aux résultats de la caisse régionale mais aussi par la satisfaction des clients. Avec plus de 800 000 connexions sur notre site, **internet** poursuit sa progression, et est désormais le canal le plus utilisé pour « aller à la banque ». Il est devenu le canal incontournable par exemple pour les ordres de bourse dont plus de 83% ont été passés en 2009 par ce moyen. Il devient aussi un support d'échange de plus en plus utilisé par les clients pour formuler leurs demandes. Plus de 35 000 **messages** auront été reçus par la plateforme en 2009. Il faut noter que l'usage conjugué du téléphone et d'internet ont permis à la cellule habitat de notre plateforme de réaliser 66 dossiers de prêt (dont 25% de prospect) pour un montant de 8 100 K€.

Des agences totalement « multi canal ». Pour bon nombre de nos clients, l'agence demeure un élément fondamental dans la relation avec leur Banque. Toutefois le téléphone et internet sont aussi des moyens de communication qu'ils souhaitent utiliser pour communiquer avec leur conseiller. Il est donc indispensable que nous leur donnions la possibilité de choisir le mode de contact qui leur convient le mieux en fonction du moment ou du sujet à traiter. C'est pourquoi en 2008, nous avons fait évoluer notre organisation afin que les appels de nos clients aboutissent à leur agence lorsqu'ils le souhaitent et non plus sur la plateforme.

En 2009 nous avons initié un programme de formation pratique à destination de l'ensemble des équipes du réseau pour les conduire à utiliser au mieux ces canaux dans la relation avec leurs clients et à définir pour chaque client un programme relationnel intégrant tous les moyens à leur disposition. A cet effet 2 centres spécifiques dédiés à cette formation ont été créés à Soyaux et Bergerac et animés par des moniteurs spécialement destinés à cette activité. De même, le téléphone et internet constituent aussi les facteurs du maintien d'une relation de qualité avec les 60 000 clients résidant hors de nos territoires. L'utilisation de ces différents canaux aura permis de faire progresser de 5% le pourcentage des clients en portefeuille rencontrés au cours de l'année. A 78,1% ce taux est désormais proche de 80% mais encore éloigné de l'objectif des 100%.

Le canal **Minitel** a quant à lui été supprimé en début d'année. Nos clients ont été invités dans un courrier à utiliser le canal Internet. Un message minitel a également été affiché afin d'avertir notre clientèle utilisatrice de la fin du service. La transition a été plutôt bien vécue.

1-3- Les femmes et les hommes de Charente-Périgord

La caisse régionale compte au 31 décembre 2009 **1 239 CDI**, 27% de cadres, 47% de techniciens et plus de 57% de femmes.

Après trois années consécutives de départs très importants et les dispositions Fillon (possibilité de départ avant 60 ans dans certaines conditions), tendent à se réduire. En effet, l'année 2009 a compté 57 départs (contre 128 en 2008) dont 27 en retraite (contre 103 en 2008). L'effectif commençant à se stabiliser, 2009 aura tout de même donné lieu à 256 mobilités, 87 promotions (contre 196 en 2008) et 6 000 jours de formation.

Rappelons enfin qu'il y a eu 445 recrutements depuis le 1^{er} janvier 2006 (44 en 2009). Tout ceci concourt à baisser significativement l'âge moyen des collaborateurs de la caisse régionale à 42 ans (l'ancienneté moyenne se situe quant à elle encore supérieure à 17 ans)

1-4- L'efficacité centrée client



Les enquêtes de satisfaction « 100 000 clients contactés »

- **Un qualitest** réalisé en mai auprès de 90 800 clients particuliers et plus de 800 entreprises clientes de la Caisse Régionale qui permet de constater une progression entraînant une note de 7/10 sur les particuliers et 7,5/10 sur les entreprises. Un plan d'actions correctrices en 4 axes et 10 actions sera mis en place en 2010.
- La réduction du délai moyen de **traitement des réclamations** client : 6,8 j en moyenne soit une atteinte de notre indicateur stratégique à – de 7 jours.
- **Des enquêtes** auprès de nos clients BAMISTES (65 000), de nos clients réclamants.
- **Une relance des engagements clients** en lien avec les perspectives nationales sur le sujet.
- **Un baromètre trimestriel auprès des clients réclamants** : 480 répondants sur l'année

Le service assistance réseau « le 100.000ième appel a été traité le 30 septembre ».

47.000 appels traités dans l'année contre 37.000 en 2008, soit une forte progression de l'activité. Une enquête réalisée en novembre montre que 86,4% de collègues du réseau satisfaits, dont 27% très satisfaits (contre 20 % en 2008). Un constat : la saturation des lignes depuis l'ouverture au crédit.

Les engagements clients, ils permettent d'améliorer les processus et de satisfaire les clients, ils sont cependant trop peu connus.

L'activité Bug Incidents Anomalies Irritants Dysfonctionnement, un processus qui permet de régler de nombreux dysfonctionnements. 86 BIAID déclarés en 2009 (contre plus de 100 en 2008) dont 72 % par le réseau. Principales évolutions : des adaptations dans l'organisation, dans le process, des mises à jour dans Capédi@, quelques évolutions informatiques.

Les réclamations. 6500 réclamations ont été enregistrées en 2009 soit une moyenne de 540/mois (sensiblement moins qu'en 2008). Le taux de retard du traitement ressort à une moyenne de 11.07 %, en hausse par rapport à 2008, et largement supérieur à l'objectif fixé à 5 %, du essentiellement à la complexité croissante des demandes clients. La durée moyenne du traitement ressort à 6.88 jours (en baisse par rapport à 2008) conforme à l'objectif fixé à 7 jours. En 2009, 76.63 % des réclamations ont été traitées en moins de 7 jours (72 % en 2008), mais nous constatons une stagnation des dossiers traités entre 8 et 30 jours (20 % des dossiers)

La médiation. Suivi de 12 dossiers adressés au Médiateur dont 6 avec mise en application de l'avis de la Médiatrice.

La mise en conformité de notre « fichier clients » : 160 000 clients conformes sous 3 aspects : justificatif identité, justificatif domicile et CSP. Une équipe constituée de 10 personnes en 2009 traite le sujet et poursuivra ses travaux en 2010

Evolution du poste de travail pour aider les vendeurs et mieux formuler les ventes au regard de la réglementation (mise en production de Vente Personnalisée, enchaînement automatique de toutes les éditions sur le poste de travail, respect du plan filière COMETE « Titres Assurances Collecte »)

La mise en œuvre des différentes directives et réglementations (doublons sur Livret A, directives sur les Services de Paiement, SEPA, Mise à niveau du parc TPE (norme sécuritaire), Exhaustivité de l'archivage des comptes ouverts)

2- LA CONQUETE

13 706 nouveaux clients ont été conquis en 2009 (pour un objectif de 18 000) soit 2 622 de plus qu'en 2008. Ils se répartissent en 5 200 mineurs de 0 à 18 ans, 1 700 jeunes de 18 à 24 ans, 4 400 de clients âgés de 25 à 64 ans et 757 clients de + 65 ans. A noter aussi, que nous avons conquis 654 nouveaux clients anglophones dans un contexte où le flux des nouveaux arrivants s'est sensiblement réduit.

Au final, le solde net des ouvertures de DAV est de 2 657 pour les particuliers et de proche de 200 pour les professionnels.

AFIN DE CONQUERIR LES CLIENTS, LES FIDELISER ET EN SEDUIRE DE NOUVEAUX, l'animation et la communication commerciale ont été de nouveau très dynamiques, notamment sur les mises en marché suivantes :

- **l'épargne** avec le lancement d'un CSL à taux boosté (480 sur 2 vagues pour 15 M€), un DAT conquête, sans oublier le Livret A (62 000 ouvertures a fin décembre), Vers L'Avenir (310 contrats ASS VIE pour les mineurs pour 88K€), Eloquence Capitalisation (7 contrats pour 1,100 K€)
- **le crédit** avec l'animation autour des offres jeunes, les prêts à taux zéro, les prêts ECO PTZ (45 dossiers pour 523 K€), une offre prêt Auto attractive, Micro crédit Energie Verte (nouveau crédit région Poitou Charente, 20 dossiers pour 148 K€)
- **les services et les prix** concernant notamment : la nouvelle offre Securipel (50 souscriptions), la carte cartwin, les services à la personne (échec dû notamment à un marché encore trop peu mature : 140 souscriptions), la nouvelle carte MOZAIC M6 (2088 cartes), Détour en France (nouvelle revue Uni Editions, 937 installations qui placent la caisse régionale au 18^{ème}).
Au regard de la dernière enquête de « testerpourvous.com », la caisse régionale fait partie des 5 caisses qui ont le plus baissé les prix depuis 2005 (- 30 %)

Bien entendu, tout cela dans un monde de contact et de communication multicanal :

- refonte de la Lettre CA (papier)
- dynamique sur les SMS (ex : prime PAC)
- SMS alerte : seule la mise en marché reste à faire afin de proposer cette nouvelle offre à nos clients.
- relooking de la vitrine interne qui a recueilli un bon niveau de satisfaction client (une note de 8,3)
- communication anglaise en lien avec CAL Pôle Anglais
- développement de e-mailing et des PAP (pages d'affichage personnalisées) au détriment du papier
- lancement de e-relevé et de la vente en ligne : Livret A et LDD
- lancement de l'offre Cal Mozaïc pour nos clients mineurs.

Avec pour effet d'obtenir des résultats probants selon les données RCR (présentation du 26/11/09) **et de belles satisfactions sur le segment jeunes et l'équipement en DAV, à savoir :**

Un taux de pénétration commerciale de :

- ↳ 42,6 % sur les 18/25 ans → 6^{ème} rang
- ↳ 56,9 % sur les 55/74 ans → 1^{er} rang
- ↳ 48,3 % sur les 35/54 ans → 3^{ème} rang

Avec notamment un gain de 4 points en 2 ans sur les 0/25 ans

Concernant la conquête sur les 4 dernières années :

- Total DAV + 15,7 % → 2^{ème} rang
- Compte jeunes + 28,9 % → 14^{ème} rang

Et cependant, un taux de conservation des encours successions à 67,3 (+ 0,3 %) encore inférieur à notre ambition de 75 % (un plan d'actions avec la direction de la distribution est en cours)

3- La COLLECTE

L'activité collecte a été très fortement marquée en 2009 par l'effondrement des taux à court terme d'un côté et par l'évolution des marchés actions. Ces mouvements ont conduit à une très forte réorientation de l'épargne. Au global, l'encours des agences de proximité a progressé de 2,67% alors qu'il avait diminué de 0,28% en 2008.

L'encours total de la **COLLECTE CLASSIQUE** **8,630 Mrds** ressort à fin décembre en progression de **1,92 %** sur année mobile, soit + 162 M€ en un an.

Impact boursier ASS VIE sur 1 an :	43 M€
Impact boursier SICAV sur 1 an :	32 M€
Capitalisation PREDICA (évaluation) :	60 M€
Capitalisation LIVRETS :	56 M€

Soit 191 M€, ce qui sous entend que **l'activité a fait chuter** nos encours de 191-162 = **29 M€**

Retraité de l'impact boursier, nos encours ont progressé de 41 M€ entre décembre 2008 et décembre 2009 : soit 60 M€ + 56 M€ de capitalisation moins les 43 + 32 M€ d'impact boursier 2009 à ne pas prendre en compte.

En incluant l'ensemble des actions et obligations détenu par nos clients, l'activité **COLLECTE GLOBALE** (**8,893 Mds**) est en progression de **2,18 %** par rapport à l'an passé, tirée par le compartiment valeurs mobilières (+ 4 %) et assurance vie (+ 3,99 %).

La collecte monétaire enregistre une baisse de 7,97% due essentiellement à la désaffectation de nos clients pour les DAT de courte durée dont la rémunération inférieure à moins de 1% avait perdu une bonne part de son attractivité du fait de l'application rigoureuse des conditions de marché. La perte d'encours sur l'année s'élève à 151 M€. Les DAV ont par contre, enregistré au 31 décembre une légère progression de 1,36%, insuffisante pour compenser la baisse de 4,73% constatée au 31 décembre 2008

La collecte Bilan a bénéficié en grande partie de l'arbitrage vers des placements de plus longue durée. En effet, elle progresse de 6,79 % en 2009 contre seulement 2,99% en 2008. Elle est beaucoup moins tirée par les comptes sur Livret, qui malgré l'impact toujours significatif du Livret A ne progressent que de 6,23% contre 14,54% en 2008. Par contre, l'épargne logement retrouve une progression d'encours, perdue depuis plusieurs années tant en montant qu'en nombre de produits. 13 800 nouveaux carrés mauve, bleu et vert ont été ouverts se traduisant par une progression de l'encours nombre de 4000 contrats et une progression de 2,76% de l'encours contre une baisse de 4,96% en 2008. Les comptes à terme d'une durée de plus de 2 ans ont progressé de 20,6% contre une baisse de 13% en 2008.

La collecte tierce a progressé de 4,64% en 2009 contre seulement 0,93% l'année précédente. Cette progression est certes en partie due à l'impact sur la valorisation des encours de la reprise des marchés actions ; cependant en 2009 les souscriptions d'OPCVM ont contrairement à l'année précédente été supérieures aux cessions. Et surtout avec un volume de souscriptions supérieur à 200 Millions d'Euros, l'activité Assurances vie a été nettement meilleure à celle de l'année précédente au cours de laquelle nous avons réalisé 180 millions de souscription. La progression de l'encours Assurance vie qui représente aujourd'hui 37% de notre collecte est de 4,24% en 2009 mais reste toujours pénalisée par les remboursements suite à décès mais aussi par le poids des nombreux rachats enregistrés en début d'année.

La part de marché collecte s'établie à 36,04 % à fin novembre 2009 (en progression de 0,53 point par rapport à novembre 2008).

Les valeurs mobilières. Après une baisse de 42,02 % en 2008, où il a terminé à 3 218, le CAC 40 a connu, en 2009, une progression de 22 % qui l'a amené à 3 900. L'activité Bourse en a bénéficié : le nombre d'opérations a fortement augmenté, les commissions afférentes ont atteint 775 K€ (555 K€ en 2008), soit une augmentation de près de 40 %. L'activité sur OPCVM est, au contraire, demeurée stable.

Nous avons participé :

- ↳ à 6 émissions obligataires pour un montant placé de 48 millions € (55 M€ en 2008) qui ont généré 614 K€ de commission (535 K€ en 2008)
- ↳ au placement de 12 FCP « Opportunité » pour un montant de 21 millions € ('36,5 M€ en 2006) qui ont généré 395 K€ de commissions (568 K€ en 2006)

L'épargne bancaire, après capitalisation des intérêts, reste stable cette année encore à 2 944 K€ :

- ↳ 58 200 « Livret A » ouverts en 2009 ont permis de collecter 223 M€.
- ↳ L'encours des livrets (1 578 M€ contre 1 471 M€ en 2007) progresse de 100 M€ ; seul le CEL voit son encours diminuer de 6 M€ (il avait diminué de 6 M€ en 2008) pour s'établir à 198 M€.
- ↳ L'encours des DAT, à l'exception de Capital Vert Croissance (-6 M€) et des CDN (-18 M€), est en progression de 34 M€ et atteint 410 M€.
- ↳ L'épargne logement inverse la tendance et voit son encours progresser de 759 à 787 M€ (+4%)
- ↳ La décollecte sur le PEP ralentit et la capitalisation des intérêts a permis de constater une progression de l'encours de 209 à 212 M€.

4- Les CREDITS

Au terme de l'année 2009, le total de nos créances en capital s'élève à **5,095 Mrds**, en évolution de 3,8% en année mobile (+ 185 M€) et supérieur de 123 M€ à la prévision d'atterrissage (+ 44 M€ sur le plan de marche initial). A noter : en 12 mois, les CDL progressent de 14 M€ (+ 12,8%).

L'activité Habitat : 315 M€ de réalisations en 2009 : 129 M€ de moins qu'en 2008 et + 35 M€ par rapport à l'atterrissage. Une progression d'encours en année mobile de 2,3% (+51 M€), avec une avance de 38 M€ sur l'atterrissage. Les accords s'élèvent à 380 M€, soit 64 M€ de moins en année mobile.

L'activité Equipement : 396 M€ de réalisations en 2009 (hors stand-by & syndication) pour 564 M€ en 2008 (soit - 169 M€) et 359 M€ prévus en atterrissage (+37 M€). L'encours progresse ainsi de 7,2% en année mobile (+153 M€) et dépasse de 74 M€ la prévision d'atterrissage grâce aux 50 M€ supplémentaires de réalisations nettes Stand By.

L'activité Trésorerie : Globalement, l'encours de trésorerie régresse en année mobile de 3,3% (perte d'encours des crédits globaux d'exploitation finançant le cognac) et est supérieur de 10 M€ à la prévision d'atterrissage (écart essentiellement porté par les OCCC des Collectivités Publiques).

A 217 M€, les prêts personnels sont en évolution positive en année mobile (+6 M€ soit +2,9%) et sont au niveau attendu par la prévision d'atterrissage

La part de marché globale crédits s'établit à 41,57 % à fin novembre 2009, stable par rapport à novembre 2008. La part de marché habitat à fin novembre 2009 est de 37,05 %, en retrait 0,8 point.

Avec une progression de 2,63% de l'encours de crédit du réseau de proximité a connu une évolution bien inférieure à celle de l'année précédente, conséquence directe de l'attentisme de notre clientèle pendant une bonne moitié de l'année. Cependant, l'année 2009 a permis de redresser les marges des différents crédits. Les réalisations ont connu un net recul sur l'ensemble des marchés. Sur le marché des particuliers le recul était à fin novembre de 28% totalement dû au recul de l'habitat avec - 28% alors que les réalisations en crédit à la consommation se sont maintenues au même niveau que l'année précédente. Sur le marché des professionnels le recul des réalisations est de 30% alors que sur le marché de l'agriculture le recul a été limité 13% en grande partie grâce au financement de nombreux investissements photovoltaïques.

5- L'ASSURANCE

Du côté des particuliers : Le portefeuille d'assurances des biens et des personnes (PACIFICA et PREDICA) a progressé de 9 217 contrats en 2009 soit une évolution supérieure de 38,8% à celle de l'année précédente. La production de l'ensemble des contrats (26 080) a progressé de 21%. Ce résultat provient de l'amélioration de la qualité des ventes qui a permis d'enregistrer un taux de résiliation plus bas qu'en 2008 mais surtout d'une meilleure application de l'approche Assurances par l'assurance des personnes permettant d'apporter un conseil de qualité à notre clientèle face à des risques très souvent méconnus. En effet, ce sont les contrats couvrant les personnes qui ont connu la plus grande progression de portefeuille : + 145% pour la GAV, + 81% pour Protection juridique, + 89,5% pour IA Prévoyance Décès, + 26,7% pour Garantie Obsèques.

Du côté des professionnels : Le portefeuille a progressé de 3 015 contrats (+ 11,2% par rapport à 2008). Les résultats sur le marché AGRI sont conformes aux attentes, par contre le marché des professionnels reste toujours difficile à appréhender dans le domaine de l'IARD mais les contrats « garantie de revenu » et « arrêt de travail » commencent à prendre une part significative dans la production.

PREDICA & SUCCESSIONS

L'Épargne. L'année 2009 marque une reprise sensible de l'activité Assurance Vie après les difficultés rencontrées en 2008. Le retour des épargnants vers des produits d'épargne sécurisés a permis à la collecte brute de progresser de 7,8%, avec un retour en force des fonds Euros, sécurisés et bénéficiant d'offres de taux promotionnels à plusieurs reprises dans l'année commerciale. Il faut noter la montée en puissance des souscriptions sur les contrats haut de gamme en hausse de 58 %. L'activité Fourgous est toujours soutenue avec plus de 50,8 M€ d'encours traités. Dans un contexte concurrentiel très vif sur nos deux départements, les frais de chargement sont en baisse avec un taux moyen de 1,48 % tous produits confondus. Les rachats, importants sur le premier semestre, sont également significatifs de la période de sortie de crise mais reviennent à des niveaux inférieurs à l'an passé sur le second semestre pour terminer à -4,6% sur l'année, hormis sur les sorties décès (+10%) directement impactées par le vieillissement de la population de nos territoires. Sur ce dernier point, la performance honorable de la caisse régionale sur le réemploi assurance vie (8^{ème} rang avec 34% des encours conservés) doit être mise en avant et souligne la bonne prise en charge commerciale des règlements décès de nos assurés.

La Prévoyance. La nette progression des volumes de ventes (22,8 % sur la gamme Valeur Prévoyance et 34,2% sur les Garanties Obsèques) est significative d'une meilleure appréhension des besoins en Assurances de Personnes dans le réseau. La qualité des souscriptions reste de bon niveau avec des capitaux moyens garantis supérieurs à la moyenne nationale mais l'adossement des services Assistance sur les contrats Obsèques est toujours insuffisant (80 %). L'activité sur les contrats Dépendance ne permet pas de maintenir l'encours d'un produit répondant pourtant à un besoin réel du marché, mais souffrant d'une attente des consommateurs sur des mesures plus incitatives des pouvoirs publics pour souscrire.

L'activité SUCCESSIONS. Après l'action de reprise au siège des dossiers en Agence initiée en 2007, le nombre de dossiers ouverts baisse de 10% et reflète désormais la réalité du volume de décès sur une année. Les encours traités sont en hausse de 8,7 % et l'enjeu porte sur notre capacité à améliorer le taux de conservation des fonds qui s'établit à 66,3 % (+0.3 % en 1 an). Bien que les déclarations notaires soient envoyées sous 15 jours dans 90 % des cas, le stock des successions en cours de traitement reste supérieur à 3 000 dossiers au 31/12/2009. La formation des gestionnaires sur la gestion des décès PREDICA se poursuit en intégrant la gestion de l'ensemble des actifs bancaires et assurance vie dans l'applicatif Heremus pour répondre à notre volonté d'avoir un interlocuteur unique pour les clients et les agences. Donner une orientation plus commerciale à un service et des process très administratifs aura été notre ambition durant l'année 2009, plusieurs actions programmées en 2010 doivent nous permettre de répondre à notre volonté de dépasser 70 % de taux de conservation.

✚ Activité EPARGNE 2009 – Evolution 2009/2008

Collecte brute épargne cumulée		205,3 M€	+ 7,8 %
<i>Dont part UC</i>		19,3 M€	- 33 %
<i>Part de la collecte Haut de Gamme</i>		92,4 M€	+ 58,3 %
<i>Taux de chargement moyen</i>		1,48 %	- 23,6 %
<i>Part de la collecte abonnée</i>		12,5 %	- 10 %
<i>Prédissiez 9</i>	en montant	59,6 M€	- 18,3 %
	en nombre	2 220	- 4,8 %
<i>Floriane</i>	en montant	77,8 M€	+ 80,2 %
	en nombre	587	+ 155 %
<i>Espace liberté</i>	en montant	11 M€	- 14 %
	en nombre	29	- 48 %

✚ Encours EPARGNE au 31/12/2009

Encours global	2007	2008	% Evol/2007	2009	% Evol/2008
En M€ (hors prédicis)	2 820	2 842	+0.78%	2 965	+4,3%

✚ Activité et Encours PREVOYANCE – Evolution 2009 / 2008

<i>Production Prévoyance décès</i>	3 618	+22,8 %
<i>capital moyen garanti</i>	20 549 €	
Encours Prévoyance décès	3 4459	+ 4,9 %
Production Garantie Obsèques	2 181	+ 34,2 %
<i>capital moyen garanti</i>	3 233	
Encours Garantie Obsèques	4 515	+ 81,5 %

✚ Activité SUCCESSIONS – Evolution 2009 / 2008

<i>Dossiers successions ouverts</i>	4773	-10 %
<i>Dossiers réglés</i>	4816	-4,5 %
<i>Encours bancaire traité</i>	113,3 M€	+8,7 %
Dossiers Prestations décès	6342	+12 %
Predica		
<i>Montant moyen./dossier</i>	11 556 €	+4,8 %
<i>Encours Predica traité</i>	73,3 M€	+17,4 %
<i>Taux de conservation global</i>	66,3 %	+ 0,3 %

PACIFICA

Activité Particuliers. La gamme de produits PACIFICA couvre désormais l'ensemble des besoins de nos clients avec des innovations régulières pour continuer à se démarquer des offres concurrentes. Les services à la personne lancés sur le premier semestre 2009, marque cette volonté de faire la différence par les services offerts à nos clients. Les affaires nouvelles sont en forte progression, aidées par une mobilisation plus forte du réseau tout au long de l'année et par une campagne assurances très dynamique de septembre à décembre. Des accélérateurs de vente très incitatifs ont été mis à la disposition des vendeurs en privilégiant le multi équipement et l'offre sociétaire. L'intégration de ces accélérateurs dans le process de saisie des contrats a également permis de faciliter leur utilisation.

Activité AGRI/PRO. L'activité agricole reste prépondérante avec 93 % des affaires nouvelles souscrites. Le professionnalisme des vendeurs, la mise en œuvre d'un SAV dédié (middle office) et l'accompagnement quotidien des techniciens du service ont permis ce succès sur un marché très convoité et sur lequel nous sommes désormais devenus incontournables.

	Affaires nouvelles	Evolution / 2008	Portefeuille potentiel	Evolution / 2008
Gamme AUTO	6957	+ 10,9 %	35278	+2,4 %
GAMME MH	5793	+ 3,6 %	36522	+3,4 %
Gav	1798	+ 50,1 %	12870	+ 5,8 %
PJ	3918	+ 53,8 %	17225	+ 17,3 %
SANTE	1268	+ 11 %	5555	+ 7,2 %
AGRI / PRO	4463	+ 7,5 %	20535	+ 13 %
TOTAL (hors chasse)	24540	+ 15,6 %	129539	+ 6,6 %

Résiliations : 15 895 en 2009 soit une progression de 9,1% par rapport à 2008.

Point PNB ASSURANCES

En K€	2006	2007	2008	2009*	% évol.2009/2008
PREDICA	13090	11300	11410	11100	-2,7 %
PACIFICA	5049	5082	5939	5000	-15,8 %
Sécuricompte + prov.techniques	3724	3742	3097	2200	-29 %
TOTAL	21266	20008	20446	18300	-10,5 %
Frais Successions	458	462	498	528	+6 %

L'objectif 2009 en **assurances professionnelles** PACIFICA a été atteint à 85 % (4 500 affaires nouvelles PRO souscrites, + 8 % par rapport à 2008) dans un contexte concurrentiel qui s'est particulièrement durci, notamment en raison d'une offensive tarifaire de GROUPAMA sans précédent. Notre portefeuille atteint désormais 20 500 contrats professionnels pour 3 700 assurés et a progressé de 15 %.

Nos parts de marché sont respectivement de 24 % sur le marché des agriculteurs actifs et de 2% sur le marché des Artisans, Commerçants et Professions Libérales (ACPL) contre respectivement 21% et 2,5% au niveau du groupe Crédit Agricole.

De même, dans le cadre de cette activité dédiée aux professionnels, 800 contrats IARD ont été souscrits de type particulier et 400 contrats PREDICA de prévoyance, garantie de revenus et retraite. Dans le cadre de notre activité terrain, nous avons également fait adhérer à notre partenaire SMACL, 36 nouvelles collectivités publiques pour 120 contrats et 75 associations pour 100 contrats.

Charente-Périgord se situe au 9^{ème} rang des caisses régionales en productivité par vendeur d'assurances professionnelles.

Notre SAV commercial donne totale satisfaction tant sur le plan de la production d'affaires nouvelles (20% de la production totale d'affaires nouvelles), que sur le plan de la qualité du service rendu, unanimement reconnue par les clients professionnels assurés (1200 appels entrants par mois). En 2009, une action qualitative de fidélisation des assurés en portefeuille a été initiée au travers d'une revue formalisée du portefeuille, avec visite sur le site de l'agriculteur et réexamen complet des risques assurés : cette action, même si elle s'avère consommatrice de temps commercial au détriment de la conquête de nouveaux assurés, est indispensable pour préserver notre fonds de commerce vis-à-vis d'une concurrence de plus en plus présente et agressive sur le plan tarifaire. Nos assurés sont d'autant plus sensibles à ces propositions concurrentielles qu'ils ont vécus en 2009 une année historique de baisse significative de leurs revenus qui les conduit à rechercher des sources d'économie sur tous les pans de leur activité professionnelle.

D'autre part, 2009 aura été une année marquée par une forte sinistralité d'origine essentiellement climatique : tempêtes Klaus fin janvier (1 000 sinistres enregistrés) et Quentin début février (230 sinistres enregistrés), orages de grêle du 11 mai (340 sinistres enregistrés). Le ratio S/C 2009 (sinistres/cotisations) de Charente-Périgord est de l'ordre de 110 % (105% au national) contre 74,5% en 2008.

Enfin, notons que l'animation soutenue autour des offres assurances sur le second semestre avec des offres « **bienvenue et fidélité** » a contribué à maintenir une dynamique de commercialisation jusqu'au 31 décembre.

- Progression forte des **résultats prévoyance** par rapport à 2008 :
 - + 24 % pour la gamme Valeur Prévoyance
 - + 39 % pour Garantie Obsèques
- Bons résultats en **assurance des biens** PACIFICA. Augmentation du portefeuille :
 - + 5 % particuliers
 - + 11 % agriculteurs
 - + 51 % professionnels / coll pub

Une dynamique qui permet à la caisse régionale de retrouver le rythme moyen de progression de la caisse moyenne.

6- LES PRINCIPAUX PROJETS REALISES PAR LA CAISSE REGIONALE NON DEVELOPPES DANS CE PRESENT RAPPORT

Sur le domaine FINANCIER :

La modification du mode de détermination du Prix Indicatif de Référence du CCA. *Objectif* : Prendre l'initiative pour mieux protéger les porteurs en réduisant la volatilité du titre et en se rapprochant le plus possible d'une vision patrimoniale à LT (actif net). Tout ceci sans modifier fondamentalement la méthode et sans créer de rupture avec le passé.

L'optimisation du refinancement de la Caisse Régionale : raccourcissement en durée de notre endettement pour en optimiser le coût : Remplacement des avances globales par des emprunts en blanc de durées initiales inférieures ou égales à 1 an.

L'optimisation de la performance de notre portefeuille de placement en profitant du niveau élevé des spreads pour proposer des produits adaptés à notre clientèle : Elaboration d'une gamme de DAT longs (2 à 5 ans) :

Les chantiers règlementaires impactant la comptabilité : dans le cadre du projet HERMES, l'un des chantiers phare de l'année 2009 concernait la migration sous KTP (outil de gestion du back office de trésorerie). Ce dossier restera d'actualité en 2010.

Le recouvrement : comment faire face à l'augmentation des difficultés financières de nos clients : La nouvelle organisation du service mise en place en 2008 (approche par marché sans séparation des activités amiables et judiciaires) a prouvé sa pertinence cette année.

Le développement de partenariats avec d'autres Caisses Régionales sur l'immobilier : sur la vente de neuf, sur des projets d'aménagements/Lotissement sur la mise en commun de moyens, du partage d'expérience dans les métiers de Square Habitat.

La gestion de la crise immobilière dans les agences Square Habitat : concernant la transaction, le contexte de marché très difficile des années 2008 et 2009 nous a conduit à prendre plusieurs décisions.

L'exploration de nouveaux territoires : diagnostic Immobilier, une entreprise de Dordogne (La Seecap) a été rachetée en juillet 2009. Par ailleurs, le rachat d'une franchise nationale de diagnostic immobilier est étudié avec les caisses régionales d'Aquitaine et de Pyrénées Gascogne.

Rénovation urbaine : plusieurs dossiers ont été étudiés cette année sur Angoulême et Périgueux. Le rachat d'un immeuble très bien placé sur le plateau d'Angoulême va nous permettre de **développer une nouvelle activité de rénovation urbaine sur notre territoire.**

Sur le domaine de la REGLEMENTATION :

La mise en œuvre du projet Client Conseil Conformité.

La mise en production de Vente Personnalisée s'est faite en Janvier 2009 pour la Caisse régionale et dans les semaines suivantes pour les autres caisses. Cette étape marque une avancée particulière dans le processus de vente intégrant la nécessité d'une connaissance approfondie du client pour lui proposer des produits en adéquation avec ses besoins et sa situation conformément aux nouvelles exigences réglementaires (MIF pour les titres et LIA pour les assurances). Par ailleurs, la reprise sous BDOC de l'existant en matière d'édition des contrats s'est poursuivie : après les conditions particulières en 2008 ce sont les conditions générales qui ont été migrées sous BDOC en 2009. La fin de cette étape est prévue pour février 2010.

La mise en œuvre de la directive sur les Services de Paiement, suite logique de la mise en place de l'Euro en 2002 et du SEPA en 2008

La migration de notre parc de Terminaux de Paiement Electronique vers la norme EMV, dans le souci que l'ensemble de nos TPE respecte une norme sécuritaire dite « PED / PCI » afin de limiter le risque de captures de données de la carte

3 projets menés sur le domaine des chèques et des interdits bancaires : la bascule Full Minos, la modification des chèquiers de banque, le contrôle des doublons sur la ligne CMC7.

Les projets de la filière TIAC (réglementaires, commerciaux, de fonctionnement) qui ont représentés près de 1400 jours.

Orienté TECHNOLOGIE :

Le projet NICE : les Caisses régionales ont mis en chantier un projet ambitieux de Système d'Information unique orienté clients. Ce projet impactera directement l'organisation informatique (MOA et MOA) des Caisses régionales, de COMET notre SIR et de notre caisse régionale.

②

**Une présence active sur
les différents marchés
pour promouvoir la
vitalité de nos territoires**

LE MARCHÉ DES PARTICULIERS

1- LA POSITION DE CHARENTE-PERIGORD SUR L'HABITAT

A fin décembre le montant des accords est de **378 M€** (soit 111 % de l'objectif). Le montant des réalisations est de **315 M€** pour un objectif de **280 M€** (soit 110 % d'atteinte). Cependant, elles accusent un retrait de 29 % par rapport à 2008. Ce recul est du même ordre que celui du marché. **Les parts de marchés de la Caisse régionale sur crédits mis en force à fin septembre sont stables depuis 4 trimestres et se situent entre 29 et 30 %**

La Répartition des réalisations et des accords par destination :

REALISATIONS	2009	Pourcentage
ACQUISITION	168 717 773	53,46 %
CONSTRUCTION	103 933 089	32,93 %
TRAVAUX	37 868 626	12,00 %
AUTRES	5 092 018	1,61 %
	315 611 505,47	
ACCORDS	2009	Pourcentage
ACQUISITION	216 507 315,14	56,24 %
CONSTRUCTION	113 649 037,75	29,52 %
TRAVAUX	48 439 791,98	12,58 %
AUTRES	6 355 424,30	1,65 %
	384 951 569,17	

+ de 90% des dossiers de prêts accordés (*en montant et valeur*) sont à taux fixe. Les taux CAPE ne sont pas encore intégrés dans une démarche commerciale habitat sur les prêts de courte durée et les prêts travaux.

Parts des CT Relais / ELO / PTZ dans les accords habitats 2009 :

AGREGATS	Nombre	Pourcentage	MTT	Pourcentage
CT RELAIS	127	1,12 %	13 395 135	3,52 %
ELO	4 284	37,66 %	12 677 291	3,33 %
PTZ	1 816	15,97 %	33 099 160	8,71 %
AUTRES	5 147	45,25 %	320 964 310	84,43 %
	11 374	100,00 %	380 135 896	100,00 %

ZOOM sur les ECO PTZ :

Sur 2009, 951 dossiers ont été accordés pour un montant de 13 680 K€ et 610 dossiers réalisés pour un montant de 5 853 K€.

Le nombre de demandes prospects a progressé au cours du quatrième trimestre 2009. Notre politique de financement travaux via l'ECO prêt a permis de capter de nouveaux clients.

2- NOTRE POSITION SUR LA CONSOMMATION

Le cumul des réalisations à fin décembre est de 102 M€ pour 99 M€. Cette progression quoique faible est de bon niveau dans un marché globalement en retrait de 13 % sur l'année.

Le nombre de contrats Auto a évolué de 17 % (comparé à 2008) pour atteindre 5 728 et en montant 55 393 K€ (+ 17%)

Les financements personnels ont également progressé (+ 19 % en nombre/ 2008)

	Nombre de contrats produits		Montants financés	
	Année en cours	Evolution / A-1	Année en cours	Evolution / A-1
AUTOMOBILE	5 728	17 %	55 393 K€	17 %
DEUX ROUES	329		1 622 K€	4 %
VH LOISIRS	159	- 4 %	2 721 K€	- 8 %
REGROUPE	673	- 38 %	7 468 K€	- 37 %
PERSONNEL	2 836	19 %	14 633 K€	15 %
CONFORT	532	7 %	3 350 K€	4 %
TOTAL PAC	10 257	9 %	85 187 K€	7 %

En ce qui concerne CARTWIN, le cumul à fin décembre est de 17 810 cartes (52,38% de l'objectif annuel).

3- L'ADI ARRETE A DECEMBRE 2009

1/ Primes ADI (CARMIN inclus)

Cumul arrêté à fin Décembre 2009 : 23 219 K€ pour un objectif annuel fixé initialement à 23 112 K€.

Cette progression de nos primes dans le contrat Groupe nous place au 17^{ème} rang national (contre 11^{ème} rang à fin décembre 2008).

2/Le taux de couverture ADI

Taux Caisse Régionale tous contrats ADI confondus

- 31/12/2007 : 124.82%
- 31/12/2008 : 123.44%
- 31/12/2009 : 124.22%

Taux de couverture ADI sur le Contrat E

- 31/12/2007 : 142.61%
- 31/12/2008 : 140.89%
- 31/12/2009 : 141.51%

4- RISQUES ET MARGES SUR LE MARCHE DES PARTICULIERS

Les risques

Année 2009	RATIOS	EVOLUTION / 2008
CDL/Encours créances	1.86%	+36%
DAV débiteurs/DAV	0.60	+27%
Clients retard simple/encours créances	5.15	+10%
Dépassement OCC/solde	1.54	+16%

Le ratio CDL/encours de créances s'est détérioré en 2009 pour atteindre 1,86. Ce ratio est supérieur à la moyenne des caisses rurales (1,61). Nous sommes au 16^{ème} rang. A noter que les CDL volontaires représentent 21% de l'encours CDL du marché des particuliers

Des mesures spécifiques sur les CT relais, les crédits supérieurs à 360 mois et le suivi des prêts in fine nous permettent de bien anticiper les risques potentiels.

Les Marges

En conso la marge moyenne cumulée à fin décembre est de 2,39% pour 1,68% en 2008

Sur l'habitat : la marge cumulée sur accord en 2009 est de 0,32% et la marge sur réalisation est de 0,31%.

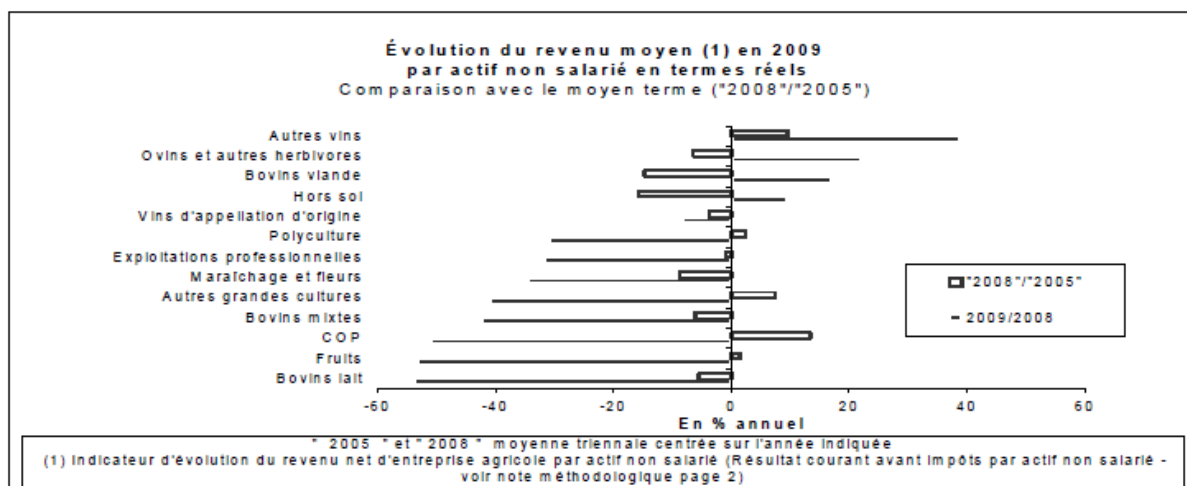
LE MARCHÉ DE L'AGRICULTURE

1- L'ANALYSE DU MARCHÉ

1-1- Les revenus agricoles en 2009

En 2009, le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié de l'ensemble de la branche agriculture diminuerait de 34 % en termes réels. L'année 2009 est marquée par le recul des coûts de production, à l'exception notable des engrais. La baisse des cours des matières premières se répercute favorablement sur les prix de l'alimentation animale et de l'énergie. Mais les prix de la plupart des productions végétales comme animales sont orientées à la baisse. Au final, la baisse des coûts ne compense pas celle de la valeur de la production.

Pour les exploitations d'élevage, la baisse sensible du coût de l'alimentation animale entraîne un net recul des dépenses d'approvisionnement. A l'exception des ovins, les productions animales affichent des prix en baisse. Le volume de la production est en retrait dans les exploitations spécialisées en bovins viande et poursuit son érosion dans les exploitations ovines. Le moindre poids des charges permet une relative amélioration du revenu des éleveurs bovins viande en 2009 (+17%), qui n'efface pas la baisse cumulée de 52 % des deux années précédentes. Le revenu des éleveurs ovins, très bas mais soutenu par les aides publiques, affiche une progression de 22 %. La situation des éleveurs laitiers est beaucoup moins favorable. Dans un contexte de forte détérioration des prix, la collecte laitière diminue. En conséquence, le revenu chute de 54 %, malgré la réduction des charges. Globalement le revenu des exploitations d'élevage hors sol enregistre une hausse de 10 %. La production porcine se replie légèrement en volume, celle des volailles décroît. Les cours du porc fléchissent et les prix des volailles baissent sensiblement. C'est la baisse des coûts de production, très importants en élevage hors sol, qui permet l'augmentation du revenu.



Focus Viticulture Cognac

L'année 2009 selon les propres mots du Président du BNIC, une année de résistance pour le Cognac. Avec environ 130 millions de bouteilles expédiées dans le monde, l'Appellation Cognac a bien résisté à la crise et a connu une nette amélioration lors du dernier trimestre.

La récolte 2009 malgré un incident de grêle en Mai localisé sur la région de Rouillac aura permis d'atteindre le rendement en quantité et qualité permettant à la viticulture de fonder de bons espoirs sur les futures campagnes.

Focus Viticulture Bergerac

La petite récolte 2008 a fortement réduit les stocks disponibles chez les récoltants. Pour le Bergerac rouge, la demande sera restée présente avec des cours en progression par rapport à 2007/2008 de plus de 15 % à plus de 710 € le tonneau. Les stocks de fin de campagne étant au plus bas. Le Bergerac rosé aura connu pour sa part une très forte progression dans un marché porteur avec une augmentation de 40 % des volumes négociés et des cours moyens à plus de 760€ du tonneau. Les volumes commercialisés en Bergerac Blanc auront connu une baisse de 40 % du essentiellement à une absence de stocks disponibles avec pour conséquence une augmentation des cours moyens de plus de 40 % et un prix du tonneau à plus de 920 €. Dans ce contexte le Monbazillac poursuit sa croissance avec une demande qui continue à se développer, la campagne 2008/2009 constituant une des meilleures jamais réalisée.

Après une récolte 2009 en qualité et en quantité, la campagne 2009/2010 s'inscrit dans la tendance de la précédente et permet à la viticulture Bergerac de retrouver un peu de lucidité.

En conclusion, malgré deux années de baisse marquées en 2008 et 2009, l'évolution du revenu agricole moyen par actif reste légèrement positif sur une longue période : + 0,8 % par an, en termes réels, entre 1990 et 2009, pour l'ensemble des exploitations professionnelles. Mais les situations sont variables selon les spécialisations. Les exploitations hors sol enregistrent sur cette période une baisse sensible de leur revenu (-3,7% par an). Les exploitations de viticulture voient aussi un recul de leur revenu de -1,1 %. L'évolution est également orientée à la baisse pour les exploitations d'élevage d'ovins et d'autres herbivores. Le situation est plus favorable pour les exploitations bovines qui bénéficient d'une légère hausse tendancielle (+ 0,5 %) et les exploitations de grandes cultures (+ 2,8 %).

En conséquence, les exploitations d'élevage hors sol qui avaient un revenu nettement supérieur à la moyenne des exploitations professionnelles voient celui-ci chuter : de 42 % supérieur à cette moyenne en 1900-1992, il lui est maintenant (moyenne des années 2007 à 2009) inférieur à 34 %. Les exploitations viticoles dont le revenu excédait la moyenne de 19 % en 1990-1992. Sur cette même période, le revenu des exploitations de grandes cultures avoisinait la moyenne, il la dépasse aujourd'hui largement (+ 53 %)

1-2- L'évolution des filières présentes sur le territoire de Charente Périgord

La Charente en 2008-2009

- SAU du département : 370 254 ha
- Nombre total d'exploitations : 6 870 (dont 4 180 professionnelles)
- SAU moyenne des exploitations professionnelles : 76 ha
- Nombre d'installations aidées (avec DJA) : 60 en 2007, 32 en 2008 et 19 en 2009
- Produits de la vigne : 39 246ha de vignes, pour une récolte 3.247.295hl/vol, soit 52,2% de la production 2007 des départements 16/17 - degré moyen 9.70° (QNV stable à 8.35hlAP/ha).
- La production globale distillée est de 639 000 hl AP (sur les 2 départements 16/17)
- Cheptel : 158 360 bovins (dont 32 955 laitières) – 109 200 ovins – 109 920 porcins
- Productions lait : Vaches 142 Millions Litres et Chèvres 18,1 Millions de litres
- Grandes Cultures : 188 300ha cultivés pour 906 000 t céréales et 162000 t Oléo-protéagineux

La Dordogne en 2008-2009

SAU du département : 315 971 ha

- Nombre total d'exploitations : 8 306 (dont 4 801 professionnelles)
- SAU Moyenne des exploitations : 36,5 ha
- Nombre d'installations aidées (avec DJA) : 52 en 2007, 35 en 2008 et 29 en 2009
- Produits de la vigne : 13 960ha de vigne, pour une production de 597 800HL (-3,7%)
- Cheptel : 262 800 Bovins (dont 45 200 laitières) – 70 500 ovins – 86 600 porcins
- Volailles maigres 1 904 000 bêtes - Volailles grasses 820.000 têtes
- Production lait : Vache 172 millions litres - Chèvre 13,6 millions de litres
- Grandes Cultures : 96 000ha cultivés pour 453000 t céréales et 41 000 t Oléo-protéagineux

1-3- Segmentation client

	2008	2009	var
Entreprenant	3 202	3 169	-1%
Dynamique	2 628	2 580	-2%
Classique	1 401	1 235	-12%
total 1	7 231	6 984	-3%
Grand Public	1 271	1 208	-5%
Autres	685	646	-6%
Total	9 187	8 838	-4%

Nous avons dans le détail :

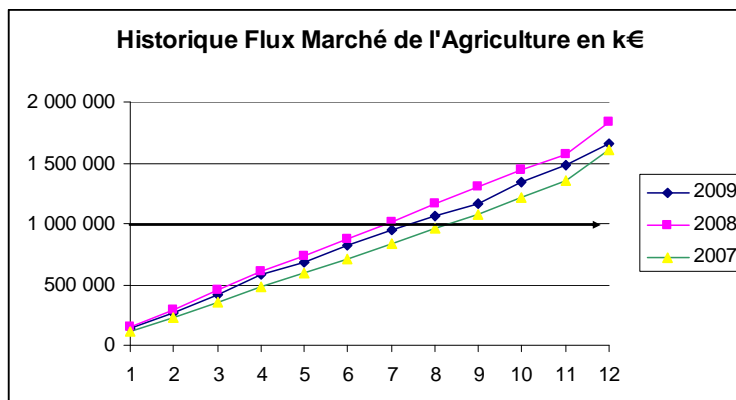
- 36 % de nos clients Entreprenants (+1%)
- 29 % de nos clients Dynamiques (-1%)
- 14 % de nos clients Classiques
- 14 % de nos clients Grand Public
- 7 % non affectés

2- LA RELATION CLIENT

2-1- Les flux

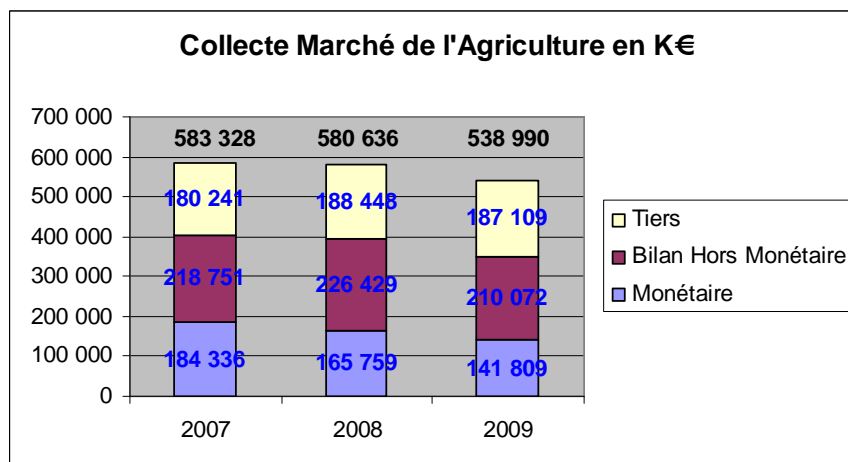
On note des mouvements annuels créditeurs de 1 656 M€ en diminution de 15 % soit en moyenne 200 000 € par client avec des soldes moyens créditeurs de 131 M€ en décembre (vs 157 M€ à N-1) pour des flux en diminution de 185 M€ (- 5%) incluant 118 M€ de primes perçues.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12 var	
2009	136 698	130 250	156 550	153 813	112 499	130 192	123 880	114 070	106 241	182 911	128 666	179 810	
	136 698	266 948	423 498	577 311	689 810	820 002	943 882	1 057 952	1 164 193	1 347 104	1 475 770	1 655 580	-184 563
2008	146 076	144 495	162 371	153 510	130 912	136 776	143 207	147 827	132 298	142 575	134 575	265 521	
	146 076	290 571	452 942	606 452	737 364	874 140	1 017 347	1 165 174	1 297 472	1 440 047	1 574 622	1 840 143	232 080
2007	112 279	113 420	124 093	125 637	118 356	118 590	121 716	131 862	110 898	135 110	144 174	251 928	
	112 279	225 699	349 792	475 429	593 785	712 375	834 091	965 953	1 076 851	1 211 961	1 356 135	1 608 063	



2-2- La collecte

Au niveau de la caisse régionale l'épargne représente 539 M€ (contre 583 M€ en 2008) dont 65 % en collecte bilan et 33 % en collecte tiers et couvre 88 % de notre encours crédit.



La collecte des primes s'est organisée en 2009 en deux phases du fait du versement par anticipation de la partie la plus importante des DPU en octobre :

Au niveau de la caisse régionale, nous avons perçu 118 M€ stable par rapport à 2008.

2-3- L'équipement

Le taux d'équipement client est de 67 % au niveau des CSCA AGRI pour un taux d'équipement cartes 24 % au niveau des cartes sociétés.

	CSCA AGRI	CAL PRO	CARTES SOCIETE	CSCA PART	CAL PART	CARTES PRIVEES
AGRICULTEURS	6 034	68	1 501	5 178	9 244	6 520
PETITES COOPERATIVES	6	2	7		9	
TOTAL	6 040	70	1 508	5 178	9 253	6 520

2-4- Les financements

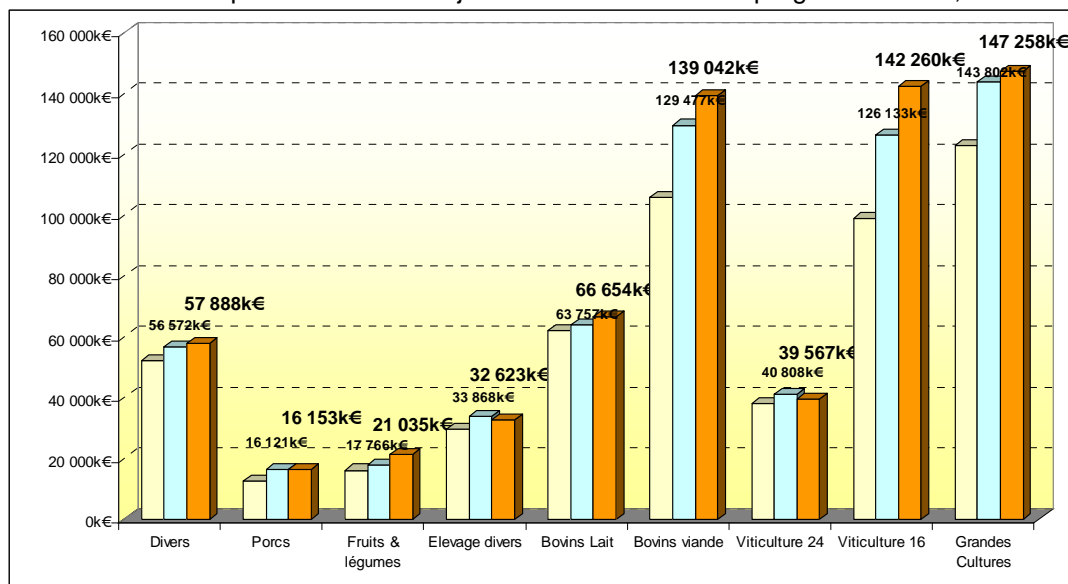
Avec 14 309 exploitations présentes sur notre territoire dont 9 916 exploitations professionnelles, notre part de marché commerciale dépasse 90 %.

2-4-1- Part de marché financière

Notre part de marché financière est de 75 % en moyenne sur les deux départements (74 % en Charente et de 76.5 % en Dordogne), en décalé par rapport au taux de pénétration commerciale mais qui s'explique par la multi bancarisation.

2-4-2- Les encours de crédits à l'agriculture au 31.12.2009

Au niveau de la caisse régionale les encours de crédits agricoles à décembre 2009 sont de 663 M€, en progression de 6,5 % par rapport à décembre 2008 et en cohérence avec la progression des réalisations MT. Les encours habitat à plus de 106 M€ s'ajoutent à cet encours et progressent de 4,8 %.



Structure de l'encours en 2007-2008-2009

Filières	2007	2008	2009	
Divers	52 057k€	56 572k€	57 888k€	2,33%
Porcs	12 547k€	16 121k€	16 153k€	0,20%
Fruits & légumes	16 065k€	17 766k€	21 035k€	18,40%
Elevage divers	29 613k€	33 868k€	32 623k€	-3,68%
Bovins Lait	62 013k€	63 757k€	66 654k€	4,54%
Bovins viande	105 819k€	129 477k€	139 042k€	7,39%
Viticulture 24	37 790k€	40 808k€	39 567k€	-3,04%
Viticulture 16	98 910k€	126 133k€	142 260k€	12,79%
Grandes Cultures	122 896k€	143 802k€	147 258k€	2,40%
	537 712k€	628 304k€	662 479k€	5,44%
		16,85%	5,44%	

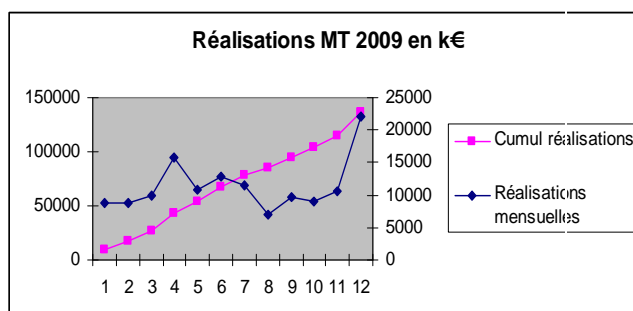
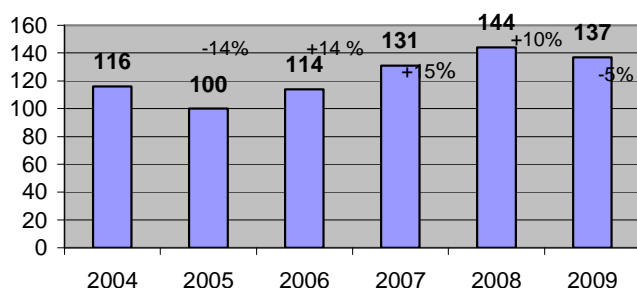
Dans le détail par filières selon code NAF on distingue :

- le poids important de la filière céréales en Charente et en Dordogne
- suivi par le poids de la viticulture à Cognac
- puis par les structures élevage

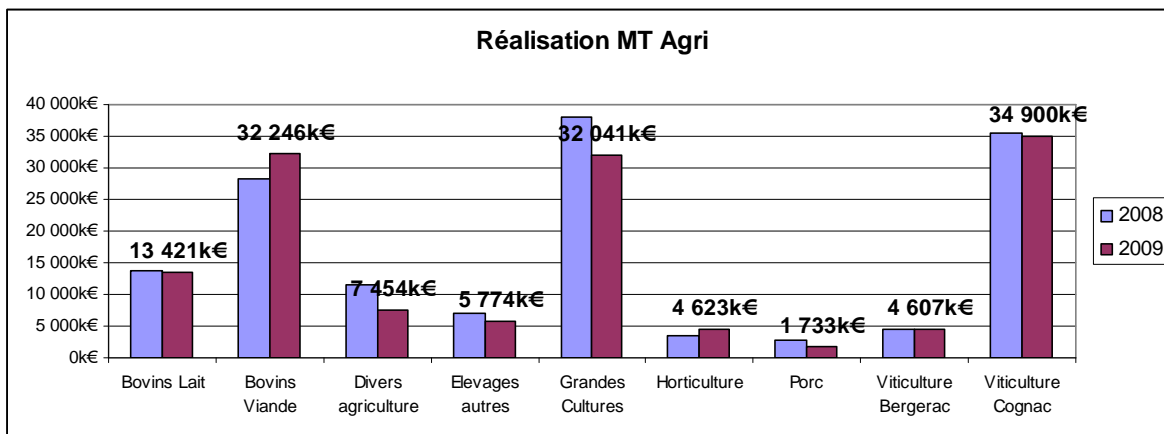
2-4-3- Les Réalisations moyen terme et court terme

La Charente représente 62% des réalisations et la Dordogne 38%.

Historique des réalisations MT en M€



Dans le détail par filières, les réalisations MT sont réalisées principalement sur les filières Viticulture Cognac, Grandes Cultures et Bovins. La filière Bovins Viande connaît une progression importante des réalisations MT, en raison notamment des Mesures Prêts de Trésorerie.

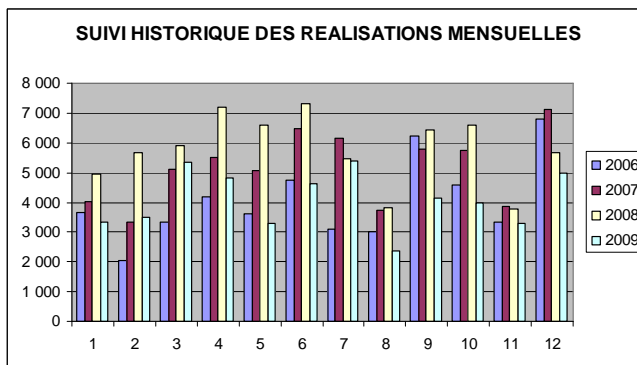


2-4-3-1- AGILOR en 2009

Dans un marché du machinisme en baisse (nouvelles commandes de tracteurs -30%, des moissonneuses batteuses de -25%, des matériels de récolte de fourrages de -20 % et des machines à vendanger de -22%) la production nationale Agilor atteint 2,2 milliards en 2009 soit une baisse de 23 % par rapport à 2008. Le nombre de dossiers Agilor traités en 2009 est de 116 000 (-16%). Le montant moyen d'un dossier Agilor baisse légèrement à 19 000 € en 2009 (20 000 € en 2008).

Au niveau de la Caisse régionale, nous avons réalisé un total de **49.073 M€** en régression de 29 % pour 3 033 dossiers traités

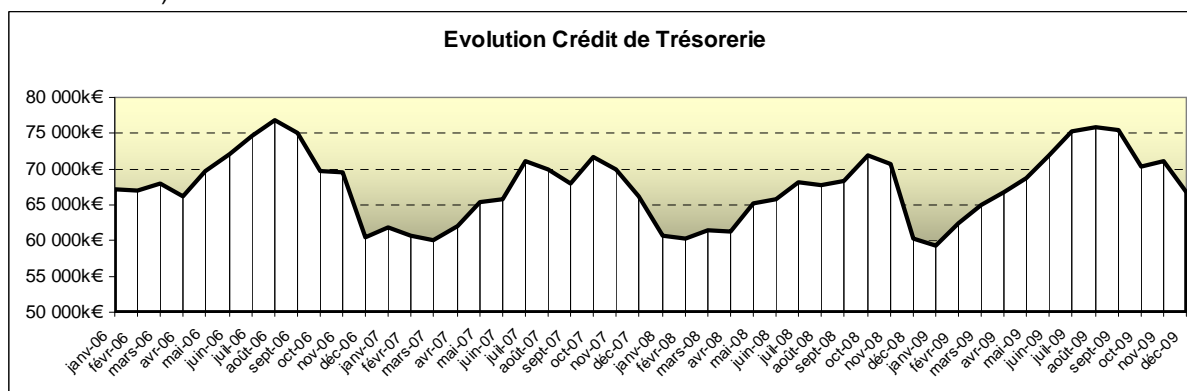
- en Charente 28.099 M€, en baisse de 35 %, 1 661 contrats (-26%)
- en Dordogne 20.956 M€, en baisse de 20 %, 1 372 contrats (-16%).



2-4-3-2- L'évolution des crédits de trésorerie

Les besoins de trésorerie des exploitations sont saisonniers :

- Été / Automne = Tirages importants
- Hivers = Chute des tirages avec le versement des primes PAC (76M€ en octobre et 42M€ en décembre).



Les besoins de trésorerie s'amplifient en 2009 avec les difficultés des filières Elevages et Grandes Cultures.

2-4-4- Les Jeunes Agriculteurs : une volonté de garder notre position de leader

La convention d'habilitation à distribuer des prêts bonifiés à l'agriculture pour la période 2007-2013 a été signée par le Crédit Agricole le 10 Avril 2007 ainsi que par la BNP, le groupe Banque Populaire, le Crédit Maritime, le Crédit Mutuel, le CIC et la NEF (nouvelle économie fraternelle).

L'année 2009 a été marquée par le lancement du nouveau parcours à l'installation ou Plan de Professionnalisation Personnalisé avec un effet retard important puisque effectif à partir des CDOA de l'été. Dans ce contexte amplifié par la crise économique, le montant des installations au national baisse de 20 % à 570 millions € avec par filières -32 % pour les cultures et élevages associés, -24 % pour les céréales, -19,5 % pour les bovins. Nous devrions enregistrer en conséquence un léger tassement de nos parts de marché proche de 76,5 %, ce recul s'expliquant par la mise en œuvre d'une politique plus sélective des projets.

Au niveau de la Caisse régionale, l'année a été ponctuée par la participation des experts du marché aux stages 21 heures en Charente, et les concours de labours à en Charente et en Dordogne.

- En Dordogne, nous avons participé au Forum de l'installation organisé par la Chambre d'Agriculture et aux réunions PRIMEVERE concernant le nouveau parcours à l'installation.
- En Charente, nous avons collaboré à l'Audit de l'installation établi par le cabinet Ernst&Young sous l'égide du Conseil Général.

Financement des installations. En 2009, sur 73 projets d'installations aidés présentés en CDOA, la Caisse régionale a accompagné 48 JA sur une base de 59 dossiers viables soit 82% (vs 79 % N-1) :

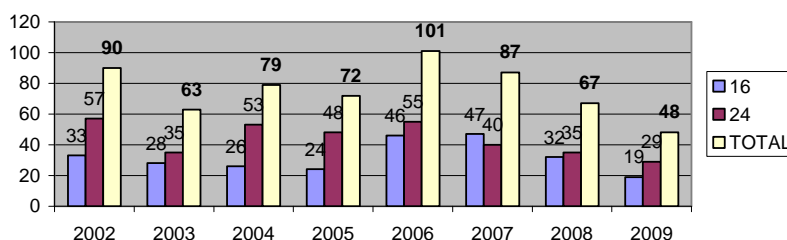
- 19 en Charente contre 32 en 2008
- 29 en Dordogne contre 35 en 2008

Concernant les dossiers réalisés par la concurrence (Crédit Mutuel et Banque populaire) on en distingue :

- 13 en Charente dont 8 non viables refus CACP et 5 viables dont 4 prospects CACP
- 12 en Dordogne dont 6 non viables refus CACP et 6 viables dont 4 prospects CACP

Concernant les dossiers viables, les installations sont principalement réalisées sur le secteur de l'élevage.

Historique des Installations JA CACP



Les perspectives 2010 : Les JA ont fait plusieurs propositions concrètes lors des groupes de travail visant à construire une nouvelle loi de modernisation agricole.

Une des propositions majeures consiste en la mise en place d'un statut de créateur d'entreprise agricole qui permettrait de donner un statut identifié pour les jeunes porteurs de projet d'installation. Ce statut leur donnerait accès notamment à une couverture sociale et ouvrirait la porte à une prise en charge des modules du PPP par les fonds de formation de la profession agricole tout en contribuant à la valorisation de l'image de la formation professionnelle du secteur.

2-5- Le risque (données MDR)

Au niveau de la Caisse Régionale le Taux de CDL agri s'est amélioré sur les deux départements (même s'il reste supérieur sur la Dordogne du fait de l'historique sur la viticulture Bergerac) du fait d'une bonne gestion prédictive du risque basée sur Bâle 2 et de l'analyse réalisée de plus en plus en association avec les Coopératives.

3- SOUTIEN DES FILIERES EN DIFFICULTE

L'activité du marché de l'agriculture a été fortement marquée en 2009 par la gestion des « crises ». L'accompagnement de nos clients agriculteurs dans des périodes plus difficiles montre notre volonté d'être le banquier incontournable de l'agriculture dans notre région :

L'activité du Marché de l'Agriculture a été fortement marquée en 2009 par les Mesures Prêts de Trésorerie mise en place par l'Etat, sur toutes les filières :

- Plan Urgence Agriculture (plan Barnier) 533 prêts pour 7,9M€
- Prêt Producteurs Lait 111 prêts pour 1,4M€
- Plan Soutien Exceptionnel Agriculture (plan Poligny) 561 prêts pour 9,8M€

Ce sont les filières Bovins Viande et Bovins Lait qui bénéficient le plus de ces mesures

TOTAL GENERAL MESURES 2009						
Activité	Charente		Dordogne		TOTAL CACP	
	Nbre	montant	nbre	montant	nbre	montant
Bovins lait	103	1 409 147	190	2 596 244	293	4 005 391
Bovins viande	160	2 995 292	323	5 088 307	483	8 083 599
Elevages divers	44	454 501	47	619 305	91	1 073 806
Grandes Cultures	80	1 173 829	95	1 399 406	175	2 573 235
Horticulture	4	81 995	27	384 208	31	466 203
Porcins	7	273 505	17	367 939	24	641 444
Viticulture	62	1 408 043	46	878 857	108	2 286 900
TOTAL	460	7 796 312	745	11 334 266	1 205	19 130 578

4- LES SERVICES SPECIALISES

4-1- Les agriculteurs et internet : PLEINCHAMP

C'est principalement la synthèse des actualités Agricole et le Service expert Météo Départemental qui est la plus consulté (92 % des consultations). Fin 2009, 6 253 clients Agriculteurs, détenteurs de CSCA AGRI bénéficient de l'abonnement au site Pleinchamp. Près de 14% de ces clients consultent régulièrement les Service Experts Pleinchamp (moyenne nationale 18%).

4-2- Développement du financement des énergies renouvelables

Face aux incitations des pouvoirs publics, pour favoriser les investissements Energies Renouvelables, de plus en plus d'agriculteurs ou groupement d'agriculteurs sont enclins à développer des projets dans le domaine : photovoltaïque, biomasse (méthanisation) ou encore bois Energie. Dans ce contexte, le service Agriculture a spécialisé au profit des agences, dans chaque département, 1 expert Energies Renouvelables. Ce dernier se charge de rencontrer les clients avec le chargé de clientèle pour chaque projet d'investissement afin de préparer le dossier de financement. Afin de conforter notre position, le marché de l'Agriculture a tissé des relations avec les marchands de matériel afin d'appréhender au mieux les besoins des clients et de diffuser l'information aux chargés Agri.

L'année 2009 s'est déroulée en deux périodes :

- De janvier à Novembre une période de croissance et de développement tirée par le Plan Photovoltaïque Régional Poitou Charente et la mise en œuvre de projets en Dordogne
- De Novembre à Décembre une période d'incertitude due à l'étude de la modification des tarifs d'achat EDF et à la consommation de la quasi-totalité de l'enveloppe du Plan Région.

Nous avons accepté sur l'exercice au total 121 dossiers pour 40.855 M€

- **En Charente**, 90 dossiers pour 30.372 M€, dont 20 dossiers en cofinancement avec UNIFERGIE soit 15.546 M€
- **En Dordogne**, 31 dossiers pour 10.483 M€, dont 2 dossiers en cofinancement avec UNIFERGIE soit 2.392 M€

LE MARCHÉ DES PROFESSIONNELS

1 - L'ANALYSE DE NOTRE MARCHÉ

1-1- Les professionnels sur notre territoire

Le marché des Professionnels est un marché dense et hétérogène, avec un fort développement du nombre d'entreprises et une multitude de secteurs d'activité.

Ce marché en Charente Périgord se caractérise par :

- ✓ **Une forte progression du nombre de professionnels, plus de 10 % sur les deux départements.** Les professionnels sont implantés en majorité en Dordogne avec 57,5 % de la population.
- ✓ **L'artisanat** est fortement présent, 42,9 % des professionnels, dont la moitié des entreprises sont dans le secteur de la construction.
- ✓ **Le commerce représente 30 % du marché** avec principalement le commerce de détail (16 % du marché) et les cafés, hôtels restaurants (9 %).
- ✓ **Le nombre de professions libérales est en fort développement (+ 20 %)** soit 19,7 % du marché et plus particulièrement les professions libérales de santé.
- ✓ **Les autres professionnels (professionnels des services notamment) sont en forte progression (+ 60 %)** et représentent 7,8 % du marché des professionnels.

1-2 - Les enjeux du marché des professionnels : les créations / Reprises

Le marché des créations reprises est très dynamique en 2009, notamment avec la création du statut de l'auto entrepreneur. Sur nos deux départements, l'INSEE a recensé, à fin novembre 2009, 2 495 créations ou reprises d'entreprises en Charente et 3 828 en Dordogne.

La progression des créations reprises en Charente est de + 95,1 % et de + 90,6 % en Dordogne alors qu'au niveau national le taux de croissance se limite à + 71.8 %.

Le statut d'auto entrepreneur représente 55 % des créations d'entreprises sur 2009, les activités qui progressent sont les arts & spectacles, l'éducation, les services en direction des personnes avec des croissances à plus de 180 %. Les typologies de ce type de créations sont nombreuses, les premières enquêtes montrent qu'il s'agit le plus souvent d'une activité complémentaire à une autre activité (salarié, retraité, étudiant...). Le niveau de CA mensuel est de l'ordre de 1 100 € pour un niveau de revenu avoisinant les 775 € (source : observatoire de l'auto entrepreneur novembre 2009).

En dehors des auto-entrepreneurs on peut ainsi estimer les créations reprises « classiques » à un niveau inférieur à 2008

1-3- La clientèle de la caisse régionale

★ Nombre et répartition de la clientèle des professionnels à Charente-Périgord

La clientèle de Charente-Périgord est composée de 12 093 clients professionnels ; les artisans demeurent les principaux acteurs de notre clientèle (49,5%) suivent ensuite les commerçants (27%) et les professions libérales (19%).

1-4- Les parts de marché de la caisse régionale sur le marché des Professionnels

★ Part de marché financière au 30 Juin 2009 :

L'encours (CT & MT) du marché des professionnels est de 1.043 M€ au 30 juin 2009 (hors encours liés à des activités immobilières SCI professionnelle ou privée...). L'encours du marché des professionnels a augmenté de 3,5 % entre juin 2008 & juin 2009.

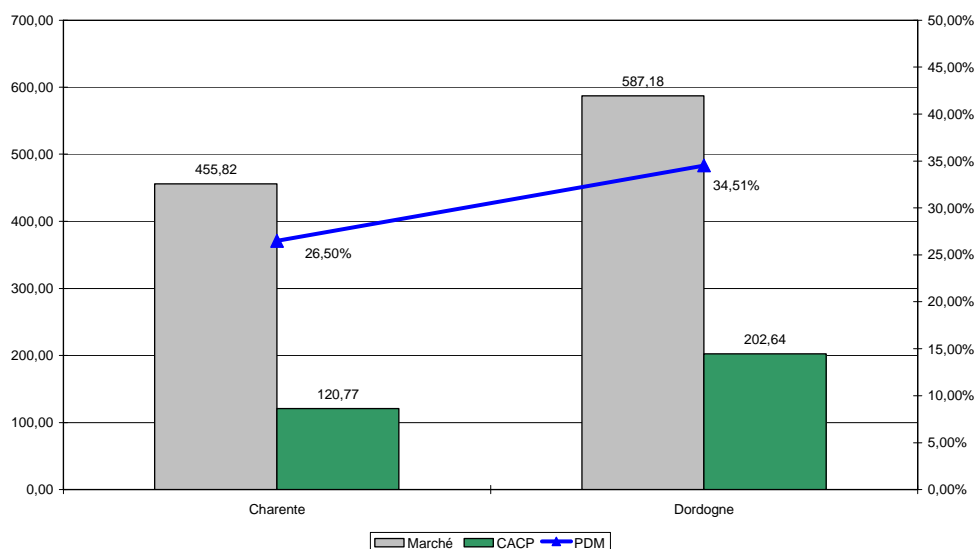
L'encours aux professionnels porté par la Caisse Régionale est de 323,41 K€ ; cet encours progresse de 7.7 M€ sur 12 mois (+ 2.4%).

La Caisse Régionale sur le marché des Professionnels a une part de marché financière de 31,01 % au 30 juin 2009 (le cumul CR est à 27,04 %).

Cette part de marché financière connaît une légère érosion, 0,33 point (un différentiel de 3,46 M€ d'encours) par rapport au 30 juin 2008. CACP recule moins vite que la CR cumul (-1,34 points)

En terme de répartition géographique, le marché de la Dordogne est le plus important avec 587 K€ d'encours (+ 4 % entre juin 2008 & juin 2009) alors que la Charente ne représente que 455 K€ d'encours de crédit (+ 3 % entre juin 2008 & juin 2009).

Encours et PDM par département juin 2009



Source : Données BDF 06/2009 (hors Crédit Bail et Affacturage)

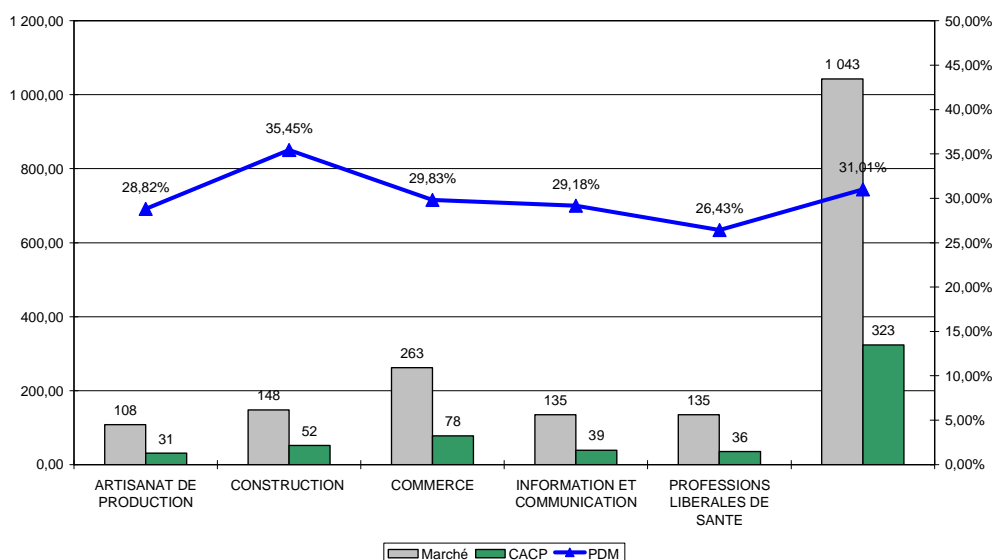
En Dordogne, la caisse régionale affiche une part de marché de 34,5 % (+ 0,4 point) et la Charente une part de marché financière de 26,5 % (- 0,6 point)

Sur l'ensemble du marché, les crédits court terme représentent un encours de 160 M€ au 30 juin 2009 contre 157 M€ 12 mois plus tôt (+ 1,7 %). La part de marché financière est de 32,59 % sur le crédit moyen terme (-0,48 point) contre seulement 22,31 % sur le crédit court terme (+0,28 point)

Principaux secteurs d'activités « consommateurs de crédits »

La part de marché financière de CACP est tirée par le haut du fait de nos positions fortes sur l'artisanat, et principalement la construction, fortement consommateurs de crédit. Ainsi, dans le bâtiment, la part de marché financière de CACP est supérieure de 35 % alors que sur les professions libérales elle est proche de 27 %.

Encours et PDM financière sur les principaux secteurs d'activités



Source : Données BDF 06/2009 (hors Crédit Bail et Affacturage)

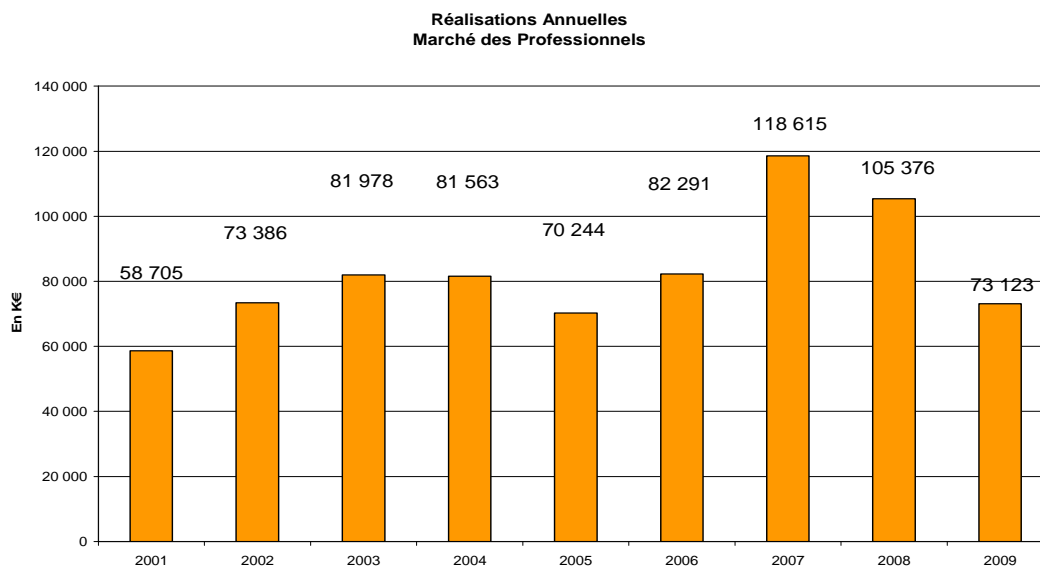
★ Part de marché sur la création reprise au 30 Novembre 2009 :

La caisse régionale a accompagné (ouverture de DAV et/ou financement mis en place) 882 entreprises créées en 2009 sur nos deux départements.

2- LES FINANCEMENTS

2-1- Les réalisations MT

Une année marquée par un fort ralentissement des réalisations de crédits moyen terme, - 30 % en 2009 par rapport aux réalisations 2008.



Le premier semestre 2009 a été marqué par un **fort attentisme des professionnels**, qui dans un **contexte incertain** ont différé ou annulé certains investissements. Nous avons également assisté à **une forte baisse des projets de reprises de Fonds de Commerce** (nécessitant un recours à l'emprunt) et un fort développement des créations d'entreprises consommant moins de ressources financières (succès de l'auto-entrepreneur).

Les inscriptions 2009 au Répertoire des Métiers ont fortement diminué. Ainsi les inscriptions ont reculé de -42% en Dordogne, soit 565 inscriptions en 2009. Les contacts des porteurs de projet avec les Chambres de Métiers ont également régressé : incidence auto-entrepreneurs et dans une moindre mesure, incidence de la crise.

Les secteurs d'activité ayant enregistré le plus d'inscriptions concernent le bâtiment et les services. Le second semestre s'est trouvé mieux orienté, mais l'activité de cette fin d'année n'a pas permis de combler le décalage des 6 premiers mois.

Depuis maintenant 2 ans l'activité financement des pharmacies a nettement reculé. En 2009, nous les avons financées à hauteur de 7 M€, contre 8 M€ en 2008 (en 2007 nous avons réalisé plus de 22 M€ et 12,5 M€ en 2006). Ce faible niveau s'explique par une volonté de CACP de maintenir la qualité de son portefeuille, tant sur l'aspect risque, que sur l'aspect profitable des relations commerciales.

Pré autorisation MT : En 2009 la Caisse Régionale a développé la pré autorisation SOPRANO, avec la mise en place de 4 nouvelles campagnes. Pour compléter ce dispositif nous avons initié une campagne de marketing direct en novembre auprès de plus de 1 000 clients.

En 2009, 6,5 M€ ont été réalisés via la pré autorisation Soprano, soit près de 9 % des montants réalisés. Les crédits pré autorisés représentent 29 % du nombre de dossiers de prêts réalisés en 2009. Par rapport à 2008 nous avons amélioré de 9 points le pourcentage de prêts MT réalisés via Soprano.

Crédit bail : Dans un contexte de ralentissement de la demande de financement, CACP a maintenu l'activité crédit bail en 2009. Malgré une baisse des montants réalisés 4 068 K€ (-23 % par rapport à 2008) le nombre de dossiers a progressé : 130 en 2009 contre 125 en 2008.

En matière de crédit bail immobilier nous avons, comme l'an passé, réalisé 2 opérations pour un montant de 1 130 K€ ce qui porte le total de nos réalisations en crédit bail à 5 198 K€. Le taux d'utilisation de la pré autorisation est de 28 % sur le CBM, en augmentation par rapport à 2008. Fin 2008 nous avons déployé l'édition des contrats dans simulbail ; sur la première année 65 % des contrats ont ainsi été édités en agence.

Cette année encore les efforts ont porté sur la formation et l'accompagnement en clientèle des chargés Pro.

En Juin 2009, la caisse régionale a signé une convention de développement sur le Crédit Bail Immobilier. Cette convention concerne les projets immobiliers inférieurs à 1 million d'euros pour lesquels Crédit Agricole Leasing apporte l'expertise immobilière et CACP apporte l'expertise risque de contrepartie. Au regard de l'expertise immobilière de CALeasing, CACP prend la décision de financer et de partager le risque entre CACP et Crédit Agricole Leasing. Au-delà d'un million d'euros l'accord est donné par les deux entités. Cette nouvelle convention apporte une réactivité et une souplesse plus grande pour la mise en place de crédit bail immobilier.

2-2- Les utilisations CT

Les crédits court terme : Pour la deuxième année consécutive les encours CT ont fortement progressé sur 2009, au 30 novembre l'encours CT se situe à 32,56 M€ contre 27,95 M€ un an plus tôt. Plus de 60 % de ce concours de trésorerie est constitué de DAV et OCCC débiteurs, ces derniers progressent de 27 % sur l'année.

CGE PRO : En matière de financement CT, le Crédit Global d'Exploitation est l'offre proposée aux professionnels pour répondre **aux besoins de financement de trésorerie** Le CGE regroupe sous un seul contrat l'ensemble des besoins CT (OC, Escompte, CT / Billet). Au 31 décembre 2009 nous avons 922 CGE pour un montant de 36 M€ d'autorisation, principalement sous forme de ligne CT sur billet, 17 M€ et d'OC 13 M€ ; le crédit causé représente 5 M€.

Sur le dernier trimestre de l'année la **caisse régionale a mis en marché une nouvelle offre de financement du poste client. Créances Services, proposé par Crédit Agricole Factoring**, permet à nos clients de mobiliser via internet tout ou partie de leur chiffre d'affaires réalisé avec des professionnels ou des collectivités publiques. Il s'agit d'un enrichissement important de notre gamme de financement CT.

En matière d'affacturage, la Caisse Régionale se situe au 24^{ème} rang en terme de production de nouveaux contrats pour un CA de 250K€ confié à CA Factoring.

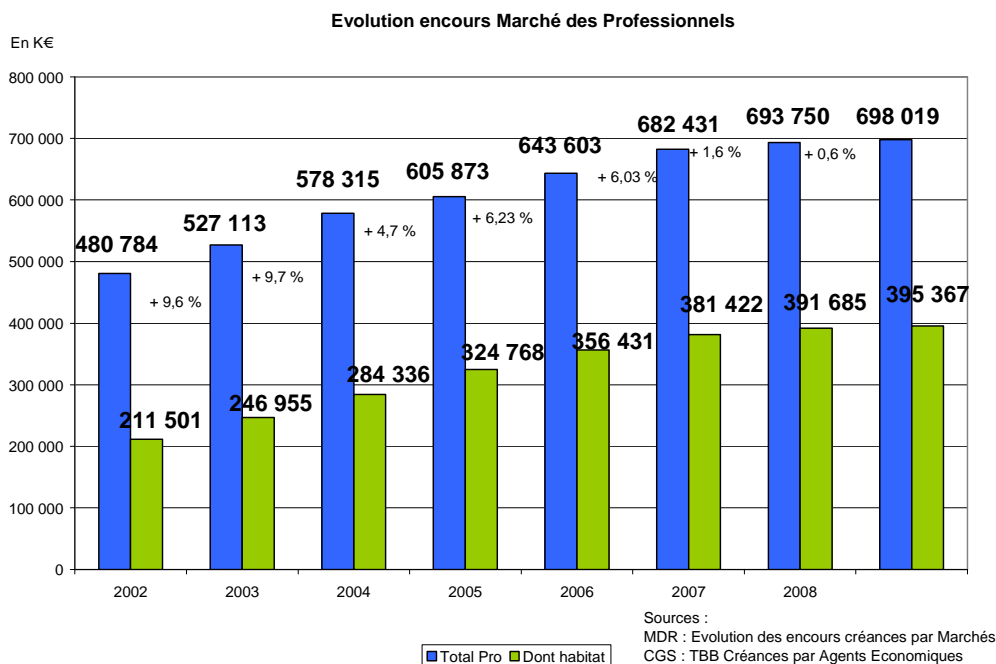
L'équipement en ligne de crédit court terme et principalement en crédit causé reste insuffisamment développé en Charente Périgord. **La mobilisation du poste client doit rester un des axes de développement du PNB et de maîtrise des risques en 2010** sur le marché des Professionnels.

2-3- Les marges sur les crédits MT

La marge sur les prêts aux professionnels se situe à 0,89 % à fin novembre 2009. Cette marge est en très forte augmentation par rapport à 2007 (**0,64 %** à fin novembre 2008). Nous sommes revenus au niveau de marge que nous avons enregistré en 2006.

2-4- Les encours sur le marché des professionnels

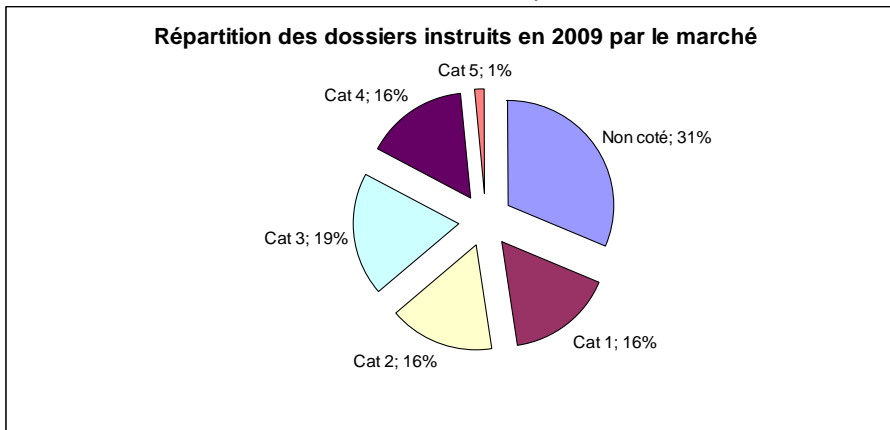
L'encours MT sur le marché des professionnels est au 31/11/2009, de 698 M€, **en progression de 0.61%**.



Nos encours sont constitués à hauteur de 56 % par des **financements habitat**. Nous retrouvons ici l'ensemble des financements effectués dans le cadre des SCI (dont l'objet est de l'habitat locatif) ; ces financements progressent de 0.9% en 2009.

2-5- L'activité crédit du Marché

En 2009 Les experts du marché ont analysé 766 dossiers de crédits (50 dossiers de plus qu'en 2008). Ces dossiers sont adressés au marché pour diverses raisons : montant de l'encours élevé, moindre qualité des emprunteurs, motifs d'exclusions, certaines créations reprises....



Cette année, moins d'un tiers des dossiers instruits par le marché sont des dossiers de création / reprise contre près de 45 % en 2008. La répartition des dossiers par classement catégoriel (graphique ci-dessus) indique qu'en dehors des dossiers non cotés (création reprise), 28 % des dossiers sont en catégories 1 ou 2 (contreparties de qualité mais avec un encours important). Par contre on note une nette augmentation des dossiers dont les cotations sont dégradées. Ainsi, la part des dossiers en catégorie 3 passe de 15 % à 19 % et les dossiers avec un caractère risqué (Cat 4 & 5) représentent 17 % (+ 5 points par rapport à 2008).

Dans ce contexte économique fortement chahuté, générateur de risques et pour accompagner les chargés de clientèle dans la gestion des clients en difficulté, un poste de chargé d'activités détection et prévention des risques sur le marché des Professionnels a été créé en juin 2009. Ces missions sont la détection des situations fragiles, l'information des chargés de clientèle, l'accompagnement des chargés de clientèle et le suivi des actions. Dans le cadre de ces missions, 3 dossiers sensibles ont été pris en charge directement par l'expert prévention des risques. Ces clients représentent un encours crédit de plus d'1,6 M€ : pour 2 dossiers des solutions ont été mises en place courant 2009 et le 3^{ème} dossier est toujours en négociation.

2-6- Le financement du développement durable

En mars 2009 CACP a signé une convention avec la Région Poitou Charentes pour le financement du développement de la production d'électricité photovoltaïque. Sur le marché des Professionnels un expert a été formé pour accompagner les chargés de clientèle dans le conseil et les solutions à proposer à nos clients. Depuis Mars 2009, une trentaine de clients a été rencontré pour des études et la mise en place de financements, dont 17 sur des prospects. 24 projets ont fait l'objet d'une demande de financement pour un montant de 8 325 k€. Au 31 décembre 2009 nous avons accordé 13 dossiers pour 3 294 k€, 6 dossiers ont été refusés, 5 sont en cours d'étude.

2-7- Les activités « liées au crédit » du Marché

Représentation de CACP auprès des partenaires : En 2009, le Marché des Professionnels a animé 17 stages destinés à l'installation des créateurs / repreneurs organisés par les Chambres Consulaires (Chambre des Métiers Dordogne, Chambre de Commerce de la Dordogne et Chambre de Commerce d'Angoulême).

Nous avons également participé à 7 Comités Périgord Initiative et à 7 Comités Charente Initiative. Le marché des Professionnels intervient également lors de comité d'agrément de la Pépinière Magéllis (2 comités en 2009).

Accompagnement et formation des chargés pro : Sur des dossiers importants en terme de montants, le Marché est intervenu en rendez vous clientèle en appui du réseau de proximité à plusieurs reprises. En 2010 l'accompagnement des chargés de clientèles sera renforcé avec la nomination d'un expert financement complexe.

Sur les formations, le Marché a accueilli 6 chargés de clientèle nouvellement nommés, animé la filière professionnelle sur les thèmes Analyse Financière et Fiscalité et la filière « Futur Directeur de Point de Vente ».

2-8- Le risque

Le risque a progressé sur 2009. Au 30 novembre 2009, le ratio de CDL sur le marché des Professionnels est à 4,26 %, soit une augmentation de 1,25 point. Notre ratio CDL est inférieur à la moyenne des CR à dominante rurale (4,91%) ; cependant l'écart se réduit. L'encours CDL sur le marché des Pro a progressé sur 2009 de 5 M€, dont un quart en CDL Volontaire afin d'anticiper des difficultés de certains clients.

En 2009, l'organisation et le contenu des revues de portefeuille ont été revus afin de donner une plus grande place à la connaissance client et à l'analyse des clients présentant un risque important : suppression du calcul du RCR, meilleure préparation des revues avec mise à jour des comptabilité et du DEPRO. Ainsi nous avons organisé 22 revues de portefeuille sur les 5 régions, la situation de 394 clients a ainsi été analysée (soit 20 % de dossiers de plus par rapport à 2008). 15 % des dossiers ont fait l'objet d'un suivi en cours d'année suite à une décision prise. Nous avons décidé de nous désengager sur 16 clients et à réduire nos encours pour 61 d'entre eux. Ces clients feront l'objet d'un suivi en 2010.

Le bilan 2009 de cette campagne de revues de portefeuille traduit une augmentation des difficultés de nos clients. La gestion au quotidien des comptes est le premier clignotant qui doit nous inciter à réagir rapidement et ainsi comprendre et accompagner nos clients dans leur difficulté.

En 2010, la vigilance sur les risques ne devra pas se relâcher, entre l'implication indispensable du réseau, la qualité du reporting et le suivi des décisions.

3 - LA BANQUE AU QUOTIDIEN

3-1- Les offres et services de la BAQ

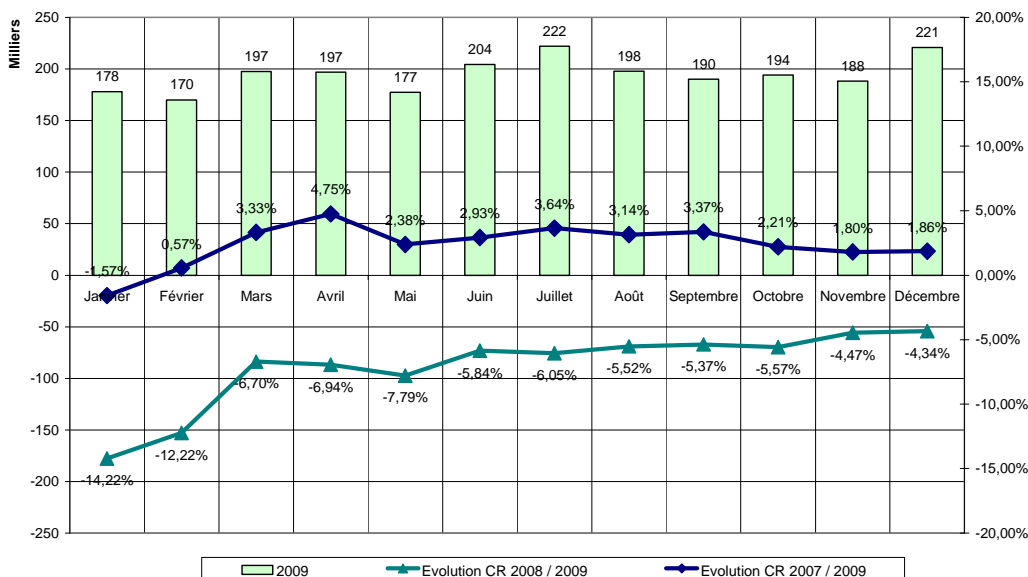
CSCA Pro : Le niveau d'équipement CSCA Pro est satisfaisant sur la clientèle éligible. Au 30/11/2009, nous avons 7.238 CSCA souscrits avec un taux d'équipement global de 65 %. La variation nette de CSCA Pro est de - 122 contrats sur 2009

BusinessCard : Mise en marché en Juin 2007 à CACP, la gamme business card a connu un fort développement en 2008 et 2009 avec la souscription de plus de 760 cartes sur le marché des Pro. L'accroissement net de cartes « société » est de 218 clients équipés (le taux d'équipement en carte professionnelle est de 29 % fin 2009).

Monétique : En 2009 CACP a conquis 308 nouveaux adhérents, compte tenu des résiliations de contrats, l'accroissement net sur 2009 est de 98 adhérents supplémentaires. Ce résultat 2009 confirme la tendance initiée depuis 3 ans dans la conquête en matière de monétique, même s'il faut noter un net ralentissement (+ 141 en 2007 et + 166 en 2008). Notre part de marché monétique se situe à 29.32 % sur le nombre d'adhérents au 31/12/2008 (+0.25 pts sur un an) et en terme de flux nous progressons de 0.55 pts sur 2008 soit une part de marché de 26.16 %.

3-2- La gestion des flux

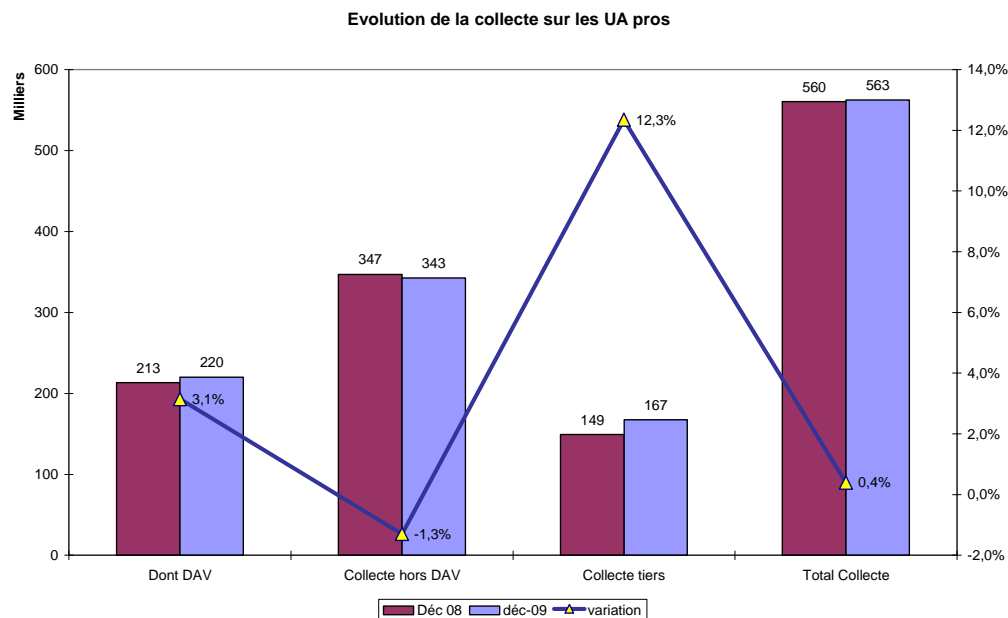
Evolution flux cumulés 2009



Les flux sur le marché ont baissé de -4.34 % sur l'année 2009 soit 2 336 M€ de flux confiés, malgré une réduction de cette baisse de flux tout au long de l'année. En 2008 nous avons constaté un effet inverse avec une forte progression des flux malgré un ralentissement au fil de l'année. Sur une durée un peu plus longue (2 ans), la progression des flux sur le marché des Pro est de 1,86 %. Ces chiffres sont à mettre en parallèle d'une activité économique moins dynamique fin 2008 et sur toute l'année 2009.

4 - LA COLLECTE DES PROFESSIONNELS

4-1- La gestion de la trésorerie des professionnels



La collecte sur le marché des Professionnels est en légère progression sur 2009 (+0.39%). Elle est constituée pour 39 % par la collecte sur DAV qui a légèrement progressé sur l'année +3 %. Ce compartiment est très volatile et est immédiatement impacté par le contexte économique. En 2009 on peut noter une forte progression de la collecte tiers + 12 % et un fort recul de la collecte bilan dans les mêmes proportions qui s'explique pour partie par la moindre rémunération observée en 2009 sur les DAT.

EN CONCLUSION

- ↪ Un contexte fragilisé en 2008 qui a continué à se dégrader en 2009.
- ↪ Dans ce contexte CACP a continué à accompagner ses clients, en matière de trésorerie et/ou d'investissement, tout en maîtrisant le niveau de risque. Cette équation perdurera en 2010 avec une probable accentuation des difficultés sur une partie de notre clientèle déjà fragilisée.
- ↪ La compétence et la vigilance de notre réseau devra être accrue et renforcée par les équipes du marché des Professionnels notamment. Le Crédit Agricole doit rester la banque des bons et des mauvais moments.
- ↪ L'année 2009 se solde par un léger recul du volume des flux confiés. Pour autant notre part de marché monétique progresse. La conquête des flux doit rester un axe majeur de développement sur le marché des Pro afin de conforter notre PNB et réduire notre exposition au risque.

LE MARCHÉ DES ENTREPRISES

1- POINTS MARQUANTS DE L'ÉCONOMIE CHARENTE PERIGORD

L'impact de la crise. Comme au plan national avec l'observation d'un net recul d'activité, 2009 restera comme une année difficile pour l'économie de nos deux départements. La diversification et la présence de nombreuses PME dans notre tissu économique a cependant été un atout « amortisseur » pour notre région. Bien qu'en redressement à partir du second semestre l'activité industrielle a enregistré la plus forte contraction -estimée à environ 7% - et les carnets de commande demeurent encore actuellement à un niveau jugé bas. Des secteurs comme la papeterie, les composants électriques, la mécanique ont été très fortement impactés par le ralentissement économique

D'une façon générale les prix se sont repliés et les marges ont évolué défavorablement. Les résultats bruts d'exploitation ont ainsi baissé sensiblement ; beaucoup d'entreprises se sont affaiblies au cours de ces derniers mois et affichent aujourd'hui des trésoreries réduites.

Dans ce contexte, les dirigeants d'entreprises ont fait preuve de courage et de responsabilité en mettant tout en œuvre pour maintenir un niveau d'activité satisfaisant et limiter leurs coûts.

La bonne résistance de grands secteurs de notre économie. Le secteur du TP, construction et industrie extractive -important sur nos 2 départements- a pu limiter son recul à partir de la mi année grâce en partie au plan de relance de l'Économie sur ses volets construction, infrastructures et environnement – énergie.

Le contexte de marché fut difficile également pour le Cognac : pour la seconde année consécutive les sorties annuelles se sont contractées (-13,5%). Une reprise est toutefois observée depuis juillet. Les fondamentaux de la filière demeurent sains, marchés diversifiés et situation financière saine (80% des besoins sont autofinancés).

Avec de fortes ambitions et une poursuite de ses investissements, le grand Négoce se montre confiant sur les potentialités de croissance et de valeur du produit.

Grandes et Moyennes Surfaces : les chiffres d'affaires ont été globalement stables, la concurrence sur les prix a affecté par contre le niveau de rentabilité des magasins généralistes. Les faibles marges du secteur ont exposé les affaires déjà fragilisées par une dette importante (reprise) et un soutien de l'enseigne a du être apporté sur ces situations.

En Céréales – approvisionnement, les exercices clos au 30/06/2009 sont globalement bons, du fait d'un bon niveau de collecte 2008. Les prix des céréales ont cependant fléchi sous le poids des récoltes, contractant ainsi le revenu des agriculteurs et leurs achats d'approvisionnement.

Les opportunités de la crise. Le contexte économique actuel implique le mouvement et nous observons depuis la rentrée de septembre une accélération des cessions reprises d'entreprises ; les nécessités économiques, la valorisation des affaires et les taux bas conduisent les dirigeants à la réflexion et à l'action

2 - POSITIONNEMENT - ACTIVITE CA CHARENTE PERIGORD

Un leadership affirmé. Avec 784 clients en portefeuille en septembre 2009, notre part de marché commerciale ressort à 51% (57% en Dordogne et 46% en Charente). Nous avons intégré au cours de l'année, 42 nouvelles relations, parmi les plus significatives BTGO et VIEIRA INVESTISSEMENTS pour la Charente, MARTINE SPECIALITES et groupe VIGIER, pour la Dordogne

Une progression du crédit. Après une forte progression depuis 2 ans notre part de marché financière (non redressée du CB) à 27,46% progresse une nouvelle fois (25,59% à fin juin 2008). Dans le même temps, et comparativement la PDMF groupe (cumul CR) passe de 11,18 % à 11,61 %.

Notre part de marché commerciale sur emprunteur déclaré BDF s'établit à fin juin 2009 à 36,6 % contre 37,4% en 2008, une grande partie de la croissance de nos PDMF s'est donc opérée sur nos clients.

Ces chiffres nous positionnent au 3^{ème} rang national en PDMF (nous gagnons 2 places), 19^{ème} en PDM commerciale emprunteurs et 17^{ème} en encours.

Les parts de marché se sont confortées sur les deux départements :

	PDM financière		PDM CT		PDM MT	
	Jun 2009	Jun 2008	Jun 2009	Jun 2008	Jun 2009	Jun 2008
Charente	28%	26,7%	27%	21,5%	29%	30,3%
Dordogne	26%	25,7%	26%	23,6%	27%	26,5%

Face à la baisse des investissements, le volume de crédit (MT et Crédit bail) mis en place par les Centres d'affaires Entreprises s'est contracté de 7,8M€ (3,8%), la Caisse Régionale Charente Périgord a continué à accompagner les entreprises sur leurs projets

Réalizations MT en M€		Crédit bail en M€		Total en M€	
2009	2008	2009	2008	2009	Evolution
169,8	187,4	26,1	16,3	195,9	-3,8%

Charente-Périgord a enregistré la plus forte progression nationale sur le crédit bail entreprise.

La marge commerciale moyenne MT a été en reprise forte à 0,80 % (0,48 % en 2008). A noter que cette marge passe de 0,80 % à 0,72 % si l'on exclut le financement FCI - REMY COINTREAU de 28 M€ particulièrement bien margé.

L'encours crédits total (d'activité directe sur notre clientèle) a progressé de 3,5%

Entreprises CACP		CT	MT	Total
Encours en M€	12/09	133,4	588,6	722
	12/08	182,5	515	697,5

Un transfert d'encours de CT en MT relatif à 2 clients est intervenu pour 28 M€

Notre exposition reste traditionnellement concentrée et les filières Cognac et Céréales auront été le moteur de notre progression d'encours : Cognac avec au cours de l'année une reprise de relation avec MARTELL – UVPC, Céréales approvisionnement avec un niveau élevé des stocks.

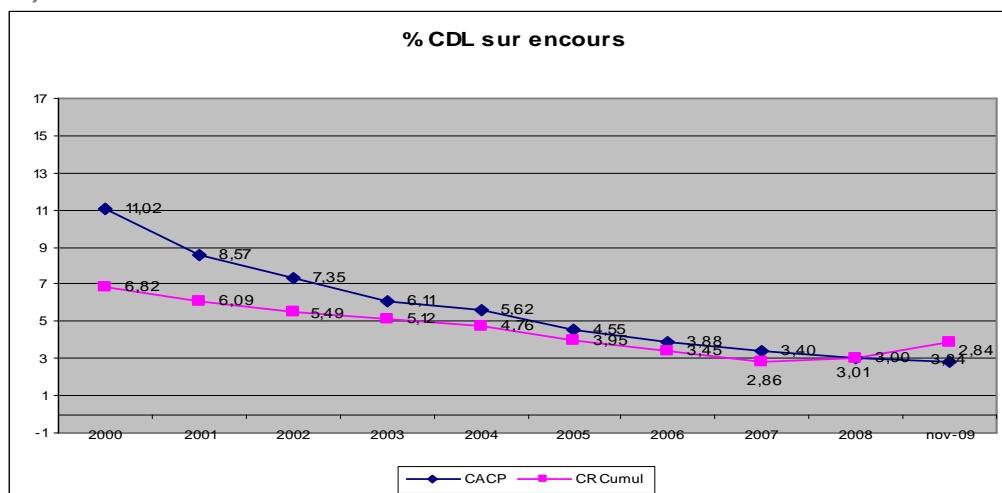
Les principales filières Cognac, Céréales, Vin de Bergerac et GMS totalise 599 M€ d'encours soit 83% de l'encours global CR (hors pool intracam et syndications)

	Cognac	Céréales	Vin Bergerac	GMS
Encours en M€	370,7 (+4%)	100 (+1,4%)	13 (-18,2%)	116 (-1%)

L'encours « pools intra-CAM suiveurs » traités en direct par le marché était à fin décembre de 34,9 M€ stable par rapport à 2008. L'activité de syndication fut en retrait cette année (désendettement des groupes et peu d'opérations de fusion acquisition) l'encours s'élève aujourd'hui à 109 M€ (contre 151,8 M€ à fin 2008)

Un risque contenu. La poursuite de l'amélioration sensible et régulière de l'exposition risque positionne désormais Charente Périgord mieux que la moyenne du Groupe.

L'encours CDL Entreprises s'établissait à fin décembre à 22,06M€ contre 26,9M€ en décembre 2008. Cette réduction est en partie liée à la sortie du dossier de la coopérative SCAR. A noter que 51,13% de l'encours fait l'objet d'un déclassement volontaire.



Si nous observons un glissement baissier de la cotation de notre encours, il demeure limité et notre encours reste, comparativement à nos confrères, de meilleure qualité de notation (benchmark CASA)

	12/2009	12/2008
% encours sur cotations A à D+	69,5	71,9

Un travail de sécurisation de nos engagements a également été mené avec :

- la révision de la politique GMS et l'actualisation des politiques filières Cognac, Vin de Bergerac et Céréales appro.
- la refonte des revues de portefeuilles (recentrées sur les dossiers avec engagements ou risqués) et la révision des process de contrôle en septembre 2009.
- le renforcement du suivi des garanties par FONCARIS (sur la base du seuil de 9M€ d'engagements) : présentation systématique des dossiers et suivi commun des dossiers les plus sensibles (Charente Coop, GLAC)

Quinze entreprises clientes ont saisi la Médiation crédit au cours de l'année.

Une année collecte difficile. La baisse des trésoreries des entreprises et les problématiques de liquidité des banques ont profondément affecté ce compartiment.

La concurrence de confrères préférant s'assurer de la liquidité auprès de leurs clients a fortement affecté l'activité, plus particulièrement sur le 1^{ER} semestre. La CR – pour des aspects de rentabilité – n'a pas voulu suivre sur les « conditions de marché » extrêmement élevées et pénalisantes ; les équipes commerciales très mobilisées ont pu contenir les pertes d'encours et de parts de marché

Notre encours moyen fin de mois 2009 est en croissance faible (après retraitement de 2 opérations de transfert pour 7,1 M€ vers la BGPI), l'évolution de l'encours ressort positive de 0,84%. L'encours de collecte non rémunérée augmente de 4% à 105 M€

En M€	Moyenne 2008	Moyenne 2009	Evolution
Monétaire	160,4	141,3	-12%
Placement	175,2	197,1	+12,5%
Total Collecte	335,6	338,4	+0,8%

La banque au quotidien. Les Centres d'Affaires Entreprises ont réalisé 3 441 entretiens soit 7,5 RV par semaine et par Chargé d'affaires ETP pour un objectif de 8 rendez-vous, le non remplacement d'un chargé d'affaire sur la Charente explique cet écart. Les difficultés économiques et les besoins de nos clients expliquent par ailleurs le faible niveau de prospection en 2009 avec 2% des RV.

Les flux. Les volumes domestiques traités sont en repli de 7% et notre part de marché demeure stable à 25 %. Sur l'international, les flux Entreprise traités sont en contraction en montant de 26,7% à 429 M€, en nombre d'opérations la baisse est de 17%. Le nombre de comptes en devises a par contre augmenté de 11%. La facturation globale hors intérêts s'élève à 5, 675 M€ contre 5, 490 M€ en 2008, cette baisse de 3,2% affecte plus particulièrement les produits de commissions de mouvement. Il faut saluer l'engagement des équipes sur la défense de notre facturation dans un contexte activité – flux en retrait (-7% - cf supra)

L'équipement. Pour mémoire, les centres d'affaires comptent 850 relations environ.

	12/2009	12/2008	Evolution	% équipement
CAL	598	543	+10,1%	70%
GTA	128	112	+14,3%	15%
CERTIFICATS	273	286	-4,7%	32%
CARTES	489	475	+2,9%	57%
EDI	479	450	+6,4%	56%

91 % de clients satisfaits. En juin dernier une enquête qualité a été réalisée par CASA à notre demande. Nous avons obtenu une note de 7,5 (note nous positionnant favorablement par rapport à l'échantillon des CR récemment enquêtées). Des actions correctives sont engagées sur l'approche collecte et plus généralement sur les services experts.

CONCLUSION

Les entreprises de notre territoire ont été affectées en 2009 par de fortes baisses d'activité. CACP a continué à accompagner ses clients en recherchant les meilleures solutions et en renforçant la sécurisation de ses engagements (recherche de partage de risque et de garanties, utilisation du dispositif OSEO)

L'année économique 2010 demeurera difficile, la compétence et l'attention des équipes Centre d'affaires et Marché devront encore davantage être mobilisées.

La conquête (nouveaux clients, collecte et flux) nous permettra d'atteindre notre objectif qui est d'accroître nos positions de banquier principal pour ainsi développer – outre la Banque commerciale – nos activités de Banque Privée et de Banque d'affaire.

3- LES COLLECTIVITES PUBLIQUES

Dans un contexte de ralentissement économique très marqué, les Collectivités Publiques ont largement adhéré au *plan de relance* de l'activité du gouvernement, dès le milieu du 1^{er} trimestre 2009 et après une année « transitoire » d'élections municipales et de mise en place des nouvelles équipes, et des nouveaux plans d'investissements.

Ce *plan de relance* prévoyait notamment le versement anticipé du fonds de compensation de TVA aux Collectivités s'engageant à augmenter leurs investissements 2009 par rapport aux années précédentes.

Ce sont surtout les petites et moyennes Collectivités qui ont le plus investi, les grandes Collectivités Publiques ayant vu leurs investissements progresser dans une moindre mesure.

De part de notre politique constante et durable d'engagements auprès de nos territoires et face au retrait plus ou moins prononcé de nos concurrents, nous avons renforcé notre accompagnement de l'ensemble des Collectivités, malgré des coûts de liquidités restés forts sur les ¾ de l'année, et revus légèrement en baisse sur le dernier trimestre 2009.

C'est dans le contexte financier perturbé que nous avons su restaurer et préserver des marges de crédit en progression à un niveau acceptable tout en répondant aux besoins des Collectivités.

Ainsi, en terme de *nouveaux accords de prêts moyen terme*, 2009 s'est traduit par une progression globale de +21.60 % soit + 24 M€ pour finir à 136.9 M€.

La part des petites Collectivités Publiques a progressé de 25 % à 47.6 M€ (+9.4 M€).

La part des grandes Collectivités Publiques a progressé de +12.43 % à 101.37 M€.

Notre présence et notre réactivité sont également traduits dans le volume des lignes de trésorerie accordées en 2009, multiplié par 2.24 pour s'établir à 82.5 M€. Ces lignes de trésorerie se sont réalisées à des marges revues en hausse en fonction des coûts de liquidité.

Le niveau élevé des accords de financements est la résultante du nouveau positionnement de la CRCP auprès des Collectivités Publiques.

De banquier « prêteur », nous sommes passés à la *banque accompagnatrice des projets des clients et des territoires*. C'est ainsi qu'après :

- la pose de la 1^{ère} pierre de la Gendarmerie de Confolens en présence de nombreux élus, du haut commandement de la Gendarmerie et du Préfet, gendarmerie réalisée grâce à l'intervention de la CR en Partenariat Public Privé,
- la levée des conditions suspensives de mise en œuvre du PPP de la station d'épuration de Ruffec,

notre *candidature en PPP a été retenue* dans plusieurs nouveaux projets d'EHPAD, de SDIS, de bâtiments industriels, de centres d'entretien et d'intervention des routes nationales, d'équipements en fibres optiques de bâtiments administratifs, le tout pour plusieurs dizaines de millions d'euros.

Ces projets relativement complexes et importants en montant ont pour la plupart fait l'objet d'auditions de nos propositions architecturales, techniques, économiques et financières et seront décidés par les jurys au cours du 1^{er} trimestre 2010. Nous devons rester attentifs et compétitifs face aux concurrents de la place, sachant que nous avons l'avantage de la proximité et notre engagement local.

L'année 2009 a été également celle de la mise en œuvre du *développement durable* :

En matière d'eau et d'assainissement, la mise en œuvre locale du partenariat BEI – Crédit Agricole nous a permis d'accompagner dans de bonnes conditions de nombreux projets de traitement de l'eau et de l'assainissement. Plus de 8 millions d'euros ont été réservés à la BEI à cet effet dont plus d'un quart déjà réalisés.

En matière d'énergies renouvelables et notamment de production d'électricité *photovoltaïque*, la mise en œuvre de la convention Région Poitou-Charentes – Crédit Agricole a permis d'apporter l'expertise utile à nos clients pour de tels projets d'envergure, en accompagnant de nombreux dossiers agricoles et en permettant aux premières Collectivités intéressées de préparer, voire démarrer, quelques installations importantes.

a. *exemple* : montage et accord de financement à une collectivité pour installation photovoltaïque intégrée sur toiture de 1200m² soit 128 kWc d'un montant de 900 K€ TTC.

b. autre exemple : accompagnement d'un projet de 1220m² soit 161 kWc intégré sur toit d'un équipement sportif pour un montant de plus de 850 K€ HT.

c. A noter quelques réalisations de photovoltaïque en Dordogne

Cette Convention a par ailleurs permis un référencement « National » de notre CR, se traduisant par de nombreux appels d'investisseurs désirant installer des Centrales solaires intégrées au bâti ou sous forme de champs solaire (un premier projet est à l'étude).

C'est en 2009 que nous avons confirmé notre *engagement et notre responsabilité solidaire pour le développement de nos territoires*, en signant une *convention avec la MSA de Dordogne*.

Par cette convention, la Caisse Régionale apporte un financement adapté sur mesure aux Collectivités territoriales pour la construction de locaux d'activité loués à des professionnels de la santé.

C'est ainsi que 10 à 12 maisons de la santé rurales pluridisciplinaires devraient voir le jour en 2010.

Dans son même rôle d'*acteur économique majeur*, le CACP a accordé sa participation au financement de la construction de la *Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique* à hauteur de 80 millions d'euros, réunissant autour d'elle les CR d'Aquitaine, de Charente-Maritime-Deux-Sèvres et de Touraine-Poitou pour 90 millions d'euros supplémentaires. Avec Calyon infrastructures, cela représente un engagement global de financement de plus de 470 millions d'euros que le groupe Crédit Agricole se propose de mettre à disposition de l'économie régionale, preuve de son enracinement durable.

C'est aussi en 2009, que la caisse régionale a *financé les trois Chambres Consulaires*, la Chambre d'Agriculture, le Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce et d'industrie dans le cadre de la construction du *pôle interconsulaire* véritable outil au service de l'économie accompagnant ainsi près de 50 % de l'opération.

Enfin la caisse régionale a poursuivi sa politique de *gestion active de dettes*, permettant aux Collectivités de profiter de conditions favorables des marchés financiers, et à la banque de générer un PNB supplémentaire de plus de 620 K€ flat ou/et sur la durée résiduelle totale des prêts concernés.

Le logement social

2009 s'est à nouveau caractérisé par la *faible* appétence des bailleurs sociaux *pour les prêts réglementés PLS* malgré les baisses significatives du taux du Livret A (1.25 % depuis 08-2009).

Ceci est dû :

- à un marché locatif très peu « actif » où l'offre est supérieure à la demande
- à une concurrence des autres prêts réglementés PLUS – PLAI (non distribués par le Crédit Agricole) plus adaptés à la situation locale où le niveau de revenus et les loyers sont inférieurs à la moyenne nationale.
- notons également que la caisse des dépôts et consignation a mené une action offensive « Maisons de retraite », via les prêts PLS et complémentaires bonifiés ne nous ayant pas permis de distribuer davantage nos PLS.

En revanche les organismes de logement social se sont tournés *plus vers la location-accession et les prêts réglementés PSLA*.

Malgré une concurrence très vive en PSLA (Crédit Mutuel, Caisse d'Epargne et Dexia) nous avons accordé près de 1 200 K€ et réalisé 710 k€ en Charente uniquement.

En revanche ce qui a marqué 2009 pour le logement social est la mise en œuvre et la réalisation de *crédits d'accompagnement de programme type « promotion immobilière »*.

- exemple : OCCC relais sur construction financée en PLUS

- engagement par signature en garantie de prêts aidés par CDC et de crédits globaux de financement du plan stratégique de patrimoine ou d'investissement global en reprise de VEFA. Les réalisations pour cette dernière catégorie se sont élevées à plus de 12.7 M€ en 2009.

Notons enfin que si l'activité de *reprise des dettes a été peu active en 2009* auprès des bailleurs sociaux, la part de rehaussement de dettes a représentée plus de 241 K€.

La promotion immobilière

Un début d'année « en berne » après le brutal arrêt des ventes en octobre 2008 laissant entrevoir une montée des risques importante. De ce fait notre stratégie a été basée entièrement sur la maîtrise des opérations existantes mais, seuls deux dossiers ont été « consolidés » pour moins de 800 K€. Au global nous avons continué à *accompagner nos clients* en renouvelant plus de 8850 K€ (4570 k€ en 2008) de crédits CT et engagements par signature, dont peu de dossiers « prorogés » en raison de délais de commercialisation ralentis. Par contre, nous avons sélectionné rigoureusement quelques *nouvelles opérations* qui nous ont permis de maintenir une activité correcte en réalisant plus de 11.8 millions d'euros (contre 11.3 millions d'euros en 2008) de nouveaux crédit (hors GFA). C'est ainsi que nos risques sont plutôt faibles et notre activité globale est de 23 M€ contre 20.6 Me en 2008.

BANQUE D'AFFAIRES ET EXPERTISE SOCIALE

Au regard des enjeux liés au vieillissement de la population et des attentes de nos clients autour des problématiques de transmission et de haut de bilan, la caisse régionale a créé une structure dédiée à ces aspects sur tous les marchés spécialisés de la CR. Le métier de Gestion de Dettes (couverture de taux, arrangements) et les expertises en Epargne Salariale complètent cette structure. Enfin BAES anime et alimente le Fonds d'Investissement SAS Charente Périgord Expansion, créé aussi en 2009, en opportunité d'investissement.

BAES est mise en oeuvre depuis le mois de septembre. Son déploiement se terminera d'ici le premier trimestre 2010

Accompagnement de la transmission Agricole. Uniquement déployée sur le Département de la Charente et principalement sur le pôle Cognac, il a été réalisé 129 RV « transmission » contre 87 en 2008. Ceux-ci ont donné lieu à 49 lettres de mission d'accompagnement contre 22 en 2008. L'ensemble de ces missions se traduisent par un certain nombre de travaux avec les partenaires dans un calendrier plus ou moins court.

Outre l'image de professionnalisme et la valeur ajoutée apportée lors de ces entretiens conseils, ces missions ont donné lieu à la mise en place de 1500 KE de crédit et 1400 KE de collecte en 2009

Ingénierie Financière PME PMI. Tous les métiers de haut de bilan ont été lancés auprès de notre clientèle et concrétisés par une importante opération d'arrangement, 2 couvertures et un premier contrat d'intermédiation ERIS. Ces résultats sont complétés par un nombre significatif de dossiers ouverts dans tous les métiers pour le début de 2010

Capital Investissement. Un premier investissement à été réalisé par SAS CPE avec une prise de participation dans le groupe Martine Spécialité.

Séparément, CACP est intervenue au coté de SOFIPAR dans le groupe Couleurs d'Aquitaine, négoce bouteilles des coopératives viticoles Bergeracoises dans le cadre d'une importante opération de structuration de l'offre.

L'Epargne Salariale. A fin novembre au niveau national, le marché de l'épargne salariale se caractérise par une diminution de la collecte de l'ordre de 18 %, liée d'une part à la modification de la législation instituant la disponibilité de la Participation et d'autre part à la crise qui entraîne une diminution des versements moyens par Entreprise.

L'encours national progresse de 18,5 % grâce à la reprise des marchés financiers, et la politique des ménages d'utiliser l'épargne salariale comme une épargne de précaution (les sommes à échéance ne sont pas retirées).

Pour la caisse régionale, la concrétisation de reprises de dossiers à la concurrence a permis de réduire la baisse de collecte brute d'épargne salariale et de la maintenir à un niveau proche de 2008 (5 402 K€, - 2,5 %). L'activité de décembre, quasiment identique à 2008, confirme ce premier constat.

L'encours géré progresse de 24 % à fin novembre. Au niveau du PERCO, CACP se situe en 14^{ème} position en Encours gérés.

En activité commerciale environ 70 nouveaux clients ont été équipés en produits d'épargne salariale sur le marché des Pro / Agri, ce qui nous situe au 12^{ème} rang au niveau national. Pour autant, le nombre de concrétisation est le plus bas de ces dernières années.

93 % des nouveaux contrats ont été effectués en vente couplée PEI/PERCOI contre 73 % l'an passé. A noter aussi une bonne mobilisation des conseillers dans l'opération de transfert des anciens contrats PEES vers le nouveau contrat PER CONVERGENCE, permettant l'ouverture de 93 nouveaux PERCO.

Sur le marché des entreprises, 7 nouveaux clients ont été équipés ce qui nous situe en 22^{ème} position au niveau national.

La retraite collective. Après une année exceptionnelle en 2008, 2009 a marqué le pas, avec une déficience en nouveau contrat à Prestation définie (ERA et IFC) générateurs de collecte et d'encours.

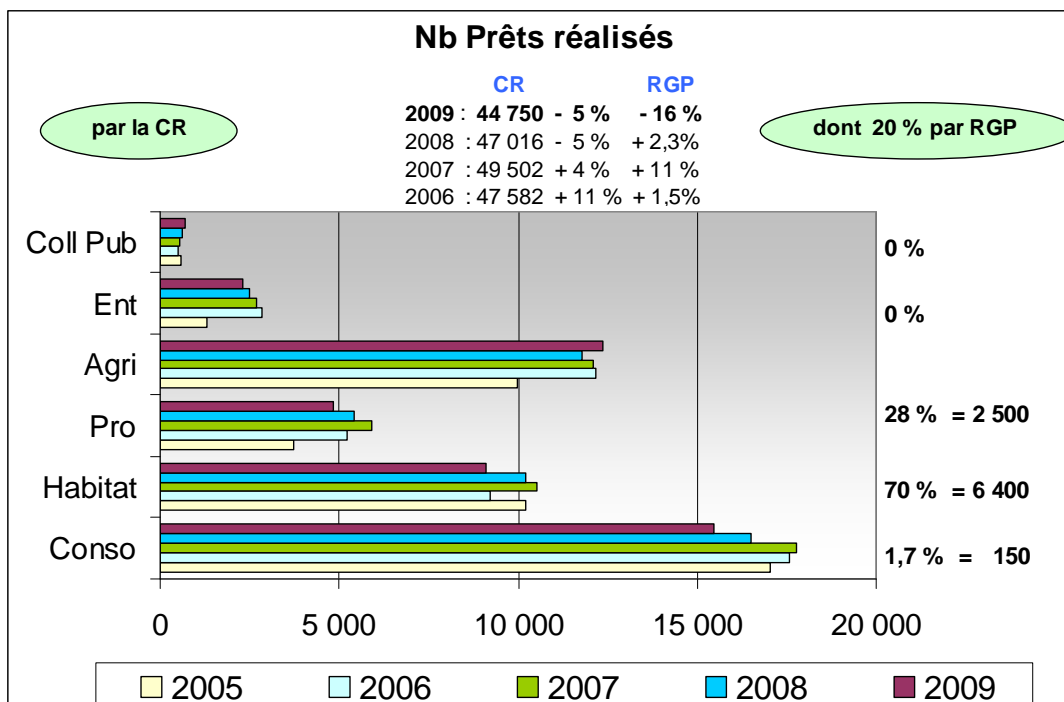
L'encours progresse de 12 % principalement par la collecte récurrente sur les contrats de retraite à cotisations définies (art 83)

RÉALISATION GESTION PRÊTS

1- ACTIVITÉ

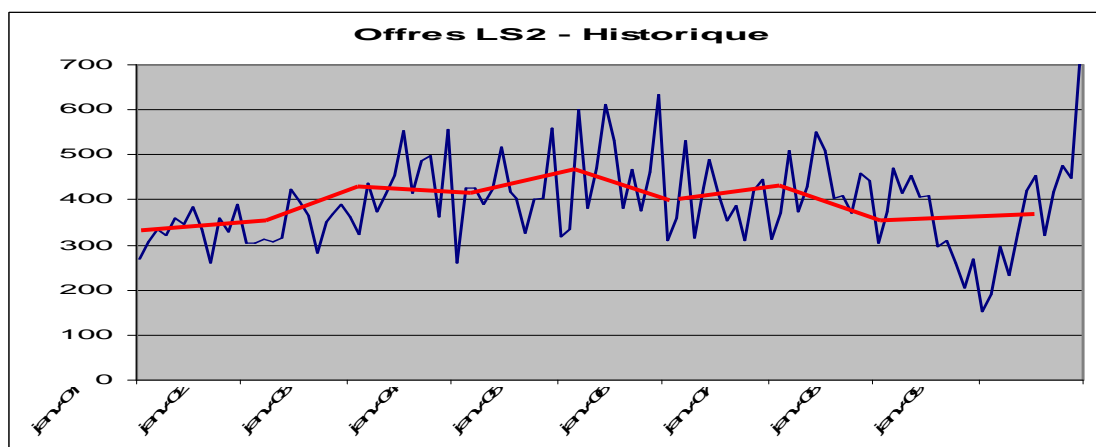
44 750 prêts ont été réalisés en 2009, en diminution de 5 % pour la CR et de 16 % pour RGP. Au niveau caisse régionale, seuls les financements aux collectivités publiques et aux agriculteurs sont en augmentation, respectivement de 13 et 5%. Les prêts hypothécaires et règlementés réalisés par RGP sont en diminution de 16 % tant sur l'habitat que sur les Pro / Agri.

La chute de l'activité « réaménagement » s'est réduite de moitié (- 25% avec 129 dossiers en 2009).

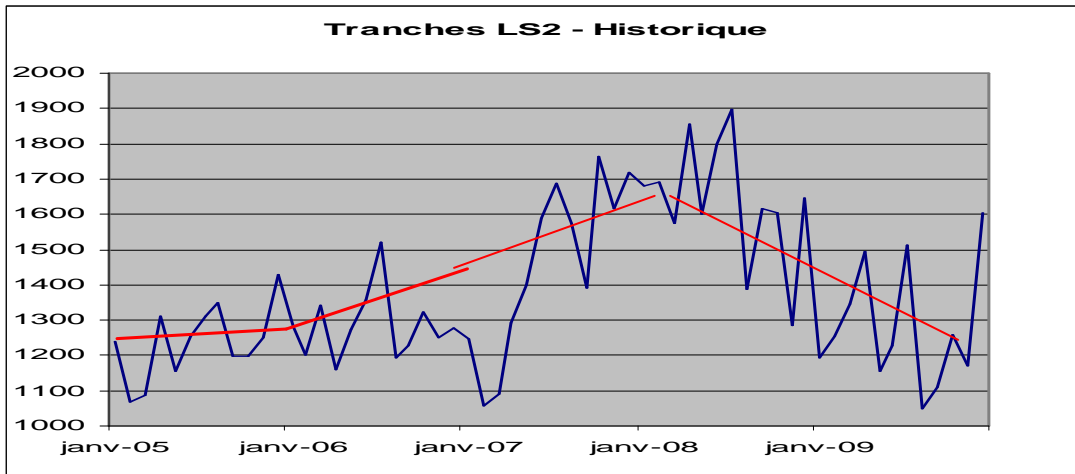


Les prêts en gestion centralisée au service Réalisation Gestion Prêts représentent 20 % des réalisations du réseau de proximité. Les événements marquants sont :

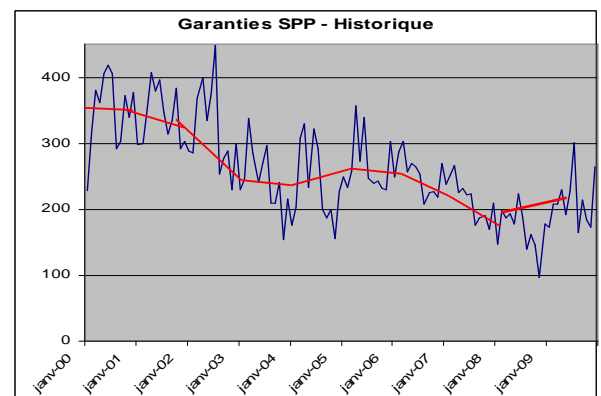
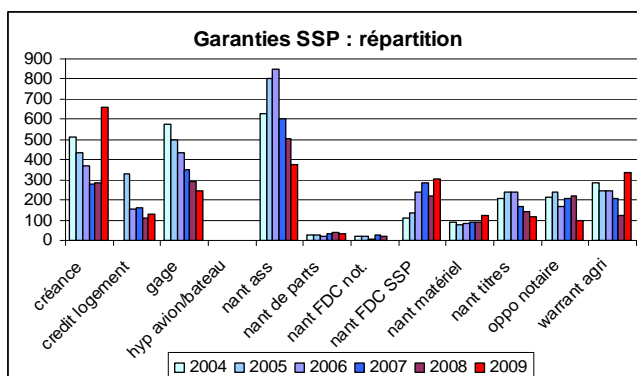
- Augmentation de 7 % des **offres habitat** grâce à la prise en charge de l'édition de plus de 800 Eco PTZ depuis avril (dont près de 200 en décembre) et un retour à la moyenne depuis juin.



- La baisse des **réalisations LS2** avec 15 400 débloquages de fonds en 2009 (- 22%), ramenant l'activité au niveau moyen d'avant 2007.



- La baisse des **réalisations pro/agri** avec 2 788 débloquages de fonds (- 24 %) car la hausse des vert appro (+ 19%) n'a pas suffi à compenser la baisse des autres prêts pro agri traités par RGP (hypothécaires – 37%, suppression des PBE et bonifiés agri – 34%).
- La hausse de 36% des **cautionnements** portant leur nombre à 975 en 2009.
- Arrêt en 2009 de la baisse des **garanties sous seing privé** qui enregistre un accroissement de 25% grâce aux garanties pro / agri (+131 % pour les cessions de créance qui représentent désormais plus d'1/4 des garanties SSP, + 177% des warrants agri dont le poids double pour passer à 13% et augmentation de 38 % des nantissements de fonds de commerce SSP). En revanche les oppositions à notaire et les nantissements d'assurance accusent une forte chute respectivement de – 57 et – 26%.



- La poursuite de la baisse des **mainlevées** hypothécaires (- 33%) et des mainlevées SSP (-38%).
- L'augmentation du nombre de mutations (+ 21% sur un volume faible de 81 en 2009) et de désolidarisations (+ 26 % portant le total 2009 à 249).
- Le maintien du nombre de demandes d'assistance par le réseau ainsi que des annulations et modifications de crédit (plus de 7000 par an).
- L'intégration du **nouveau process crédit** Green, de CNP net et du projet comptable Hermès.
- La prise en charge par RGP d'**activités nouvelles** :
 1. l'édition et la réalisation des prêts professionnels ayant des garanties Siagi, nantissement de fonds de commerce ou Oséo,
 2. l'édition et la réalisation des prêts LS1 éco PTZ,
 3. la saisie des cautionnements bancaires,
 4. la signature des offres LS2 et la réalisation de ces prêts en relation directe avec les clients.

La baisse d'activité en début d'année a été mise à profit pour améliorer le **fonctionnement** :

1. bloquer la réalisation des prêts centralisés à RGP lorsque la garantie n'est pas prise,
2. mettre en conformité les PTZ,
3. purger le retard dans la prise des garanties,
4. gérer les dates limites de réalisation,
5. développer la polyvalence,

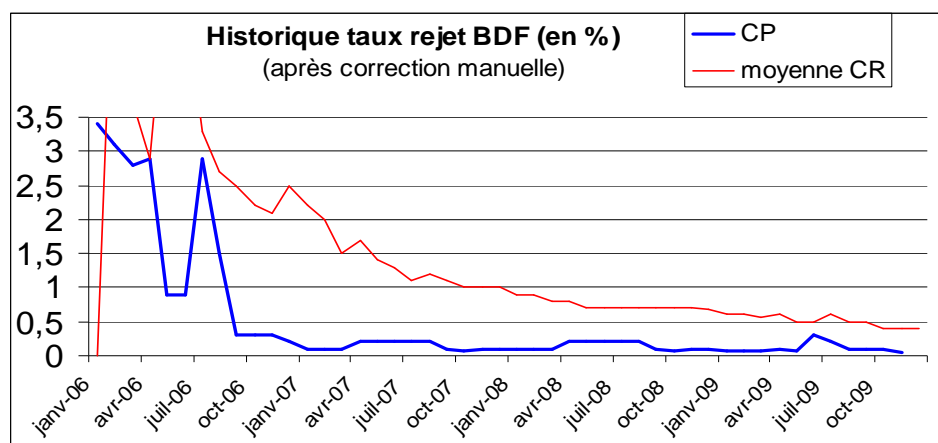
6. aider le Marché de l'agriculture par la prise en charge de la saisie de plus de 600 prêts du Plan Barnier,
7. optimiser le coût de la ressource par des actions de fiabilisation des refinancements SFEF, Covered Bonds, CRH, TRICP ...
8. améliorer les délais et la qualité de traitement des réclamations.

2- RÉSULTATS

○ Conformité :

- En amélioration sur les garanties (4.2 % d'anomalies contre 7.5 en 2008)
- En dégradation sur : les LS1 réalisés en agence (21 % contre 12)
 - les cautionnements (15% contre 10)
 - les bonifiés agri (3.3 contre 2.5).
- Maintien à 19 % sur les pro/agri réalisés en agence et 5% sur les LS2.

- **Déclarations BDF** : maintien de la qualité avec 0.05 % de rejet contre 0.4% pour la moyenne des CR, nous situant au 5^{ème} rang des CR (à fin novembre).



- **Noyau prêts** : maintien de la qualité avec une poursuite de la diminution des anomalies (-2 000 soit – 20 % portant à 8 549 le stock total d'anomalies du noyau dont 6 000 de type « prêts ».

LA DIVERSIFICATION IMMOBILIÈRE

Le début de l'année 2009 fut, comme l'ensemble de l'année 2008, très difficile. Depuis quelques mois apparaissent des signes (fragiles) de stabilisation. La reprise constatée dans le neuf touche principalement le segment « investisseurs » et s'explique par des éléments de soutien plutôt temporaires : le dispositif Scellier pour les investissements locatifs dans le neuf et le doublement du prêt à taux zéro.

Dans l'ancien, la chute des ventes, très marquée fin 2008-début 2009, semble enrayée. Mais les ventes restent à des niveaux bas (remontée rapide du chômage ; attentisme persistant sur le marché des « secondo-accédants » ; solvabilité des acheteurs encore assez dégradée ; anticipations de nouvelles baisses de prix). Les baisses de prix restent toutefois relativement modérées. Sur l'année 2009, les ventes seraient en recul de 23 % dans l'ancien par rapport à 2008 et en hausse de 10 % dans le neuf. Les prix de l'ancien comme du neuf reculeraient de 5 % environ sur un an.

1- L'ACTIVITE VENTE DE NEUF

Après la mise en place de la nouvelle organisation en 2008, les RDV ont augmenté au cours de l'année 2009, l'appropriation par les chargés du réseau local s'étant faite progressivement. Les ventes ont bénéficié de l'attrait du dispositif Scellier et de la qualité des offres sur la Communauté Urbaine de Bordeaux, zone prisée par les investisseurs de Charente Périgord. Un premier partenariat avec la caisse régionale de Charente Maritime Deux Sèvres au travers de l'agence Square Habitat de La Rochelle a été un succès, CACP ayant commercialisé 50% de ce programme proche du Vieux Port.

Si les ventes sont inférieures à nos ambitions, les 38 ventes réalisées (pour un chiffre d'affaires futur de 200 000€) constituent toutefois le meilleur résultat depuis la mise en place de l'offre. De plus le professionnalisme reconnu des 2 chargés d'affaires va nous permettre d'inscrire durablement l'offre « investissement immobilier » au cœur des objectifs des chargés du réseau local et des conseillers de la Banque Privée.

2- L'ACTIVITE AGENCES IMMOBILIERES

2009 est une année de relative stabilité après le départ du gérant d'Immobilier 24 en 2008 et avant le départ programmé des gérants d'Immobilier 16 en janvier 2010. Au vu de la conjoncture économique et de la nécessité de rentabiliser les investissements déjà engagés, aucune acquisition n'a été réalisée au cours de l'année. Seules 8 agences sont présentes à fin 2009 et permettent de couvrir 40% du territoire et 70% de la population.

Nous avons complété les mesures prises en 2008 de suivi de l'activité et des résultats financiers, par un audit commercial réalisé par un cabinet externe sur l'ensemble des agences Square Habitat, et une enquête sociale réalisée en interne à Immobilier 16. L'activité 2009 montre un redémarrage des transactions à compter du 2^e semestre, toujours sur des montants unitaires faibles, le cœur de notre marché se situant sur des biens de 80 à 120K€. Nous avons réalisé 125 actes de vente pour près de 650 000€ de commissions, les compromis s'élevant à près de 1 000 000€ pour 180 signatures, montrant le redémarrage en cours d'année de l'activité transaction. Près de 400 nouvelles locations ont été actées, nous gérons 1 000 lots pour des propriétaires et sommes syndic de 1 700 copropriétés. Le choix d'un logiciel d'ADB, commun à toutes nos agences, y compris celles de CMDS, va nous permettre de proposer sur l'ensemble de notre territoire les métiers de l'Administration de Biens avec un professionnalisme et une sécurité conformes aux attentes des clients, en centralisant le back office sur notre agence de Périgueux. Malgré la baisse des charges de plus de 20%, le redémarrage tardif de l'activité transaction, entraînant un décalage dans la perception des honoraires, le CA global est insuffisant, entraînant un résultat largement négatif. Ces pertes financières nous conduisent à constituer des provisions au sein de la Holding de tête et à recapitaliser les SARL par consolidation des comptes courants d'associés.

3- L'ACTIVITE AMENAGEMENT PORTAGE EXPERTISE IMMOBILIERE

Charente Périgord Aménagement Foncier :

L'année 2009 a été une année de concrétisation de nos contacts avec les collectivités et certains particuliers, soit par la signature de compromis d'achat de terrains pour de nouvelles opérations, soit par le

lancement d'études de réalisation et de travaux pour des opérations initiées en 2008. Ces opérations concernent aussi bien la Charente que la Dordogne.

En Charente :

1. **Lotissement de Marthon :** Cette opération de 21 lots a été initiée en 2008. Le permis d'aménager a été obtenu et purgé de recours en 2009, le marché de travaux de viabilisation et d'équipement de terrain débutera en janvier 2010 après l'achat du terrain. La commercialisation de cette opération s'étalera sur 2010 et 2011.
2. **Lotissement de Rouillac :** Opération initiée en 2008 par la signature d'un compromis d'achat pour 40 lots à viabiliser. Le permis d'aménager est obtenu et purgé de recours des tiers en 2009. Les travaux d'équipement du terrain ont commencé en 2009 et seront finis en mars 2010. La commercialisation a commencé et s'étalera sur 2010 et 2011. Quelques réservations sont en cours.
3. **Lotissement de Dirac :** Opération initiée en 2009 par la signature d'un compromis, cette opération de 15 lots a vu son permis d'aménager déposé en 2009. Il sera obtenu et purgé de recours au 2^{ème} semestre 2010 ; les travaux seront réalisés au 3^{ème} trimestre 2010. La pré-commercialisation a commencé et des intentions d'achat restent à concrétiser. La commercialisation s'étalera sur 2010 et 2011.
4. **Lotissement de la Couronne :** Opération initiée en 2009 par la signature d'un compromis, cette opération de 47 lots a vu son permis d'aménager déposé en 2009. Il sera obtenu et purgé de recours au 1^{er} trimestre 2010 ; les travaux commenceront courant le 2^{ème} trimestre 2010. La pré-commercialisation a commencé et des réservations sont déjà enregistrées et signées. La commercialisation s'étalera sur 2010 et 2011.
5. **Lotissement d'Angoulême :** Opération initiée en 2009 par la signature de deux compromis. Cette opération porte sur 76 lots sur plus de 6,5 ha. Les études du permis d'aménager ont débuté en 2009. Il sera obtenu et purgé de recours au 2^{er} trimestre 2010. Les travaux seront réalisés au 2^{ème} semestre 2010. L'opération sera réalisée en 3 tranches. La pré-commercialisation et les pré-réservations seront enregistrées et signées dès le début des travaux. La commercialisation s'étalera sur 2011 et 2012.

En Dordogne :

1. **Lotissement de Bergerac :** Cette opération de 38 lots a été initiée en 2009 par l'achat d'un terrain appartenant à la Mairie de Bergerac. Le dossier de permis d'aménager est en cours de conception, le dossier de la Loi sur l'eau est en cours. Le permis sera déposé au 1^{er} trimestre 2010. Les travaux de viabilisation et d'équipement de terrain débuteront fin 2010. La commercialisation de cette opération s'étalera sur 2011 et 2012.
2. **Lotissement de Lamonzie Saint Martin :** Opération initiée en 2009 par la signature d'un compromis d'achat pour 35 lots à viabiliser. Le permis d'aménager est déposé. Il sera obtenu et purgé de recours des tiers au 1^{er} trimestre 2010. Les travaux d'équipement du terrain commenceront en 2010 et seront terminés fin 2010. La pré-commercialisation et la commercialisation s'étaleront sur 2010 et 2011.
3. **Lotissement de Saint Laurent sur Manoire :** Opération initiée en 2009 par la signature d'un compromis, cette opération de 15 lots a vu son permis d'aménager déposé en 2009. Une prescription d'un diagnostic archéologique nous a été notifiée. L'étude de sol révèle une insuffisance d'infiltration pour les eaux usées. Un refus du permis d'aménager nous a été notifié, ce qui nous amène à abandonner le projet.

Par ailleurs, dans le cadre de nos relations et nos contacts, nombreux élus ont souhaité nous confier la réalisation de lotissement sur leur commune. Certaines opérations n'ont pu être suivies pour des raisons de coûts. Néanmoins, des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage consistant à suivre des opérations sans engagement financier ont été proposées. C'est le cas pour les Communes de Fouquebrune, de Lembras. Pour ces missions là, Charente Périgord Aménagement Foncier sera rémunérée pour une expertise technique pour le compte du maître d'ouvrage de l'opération, soit dit la Commune.

Aussi, pour développer l'activité de l'aménagement foncier, un rapprochement avec la caisse régionale Charente Maritime Deux Sèvres nous a permis de rencontrer des élus du territoire de la caisse régionale CMDS et de noter des intérêts communs pour des projets porteurs pouvant voir le jour en 2010.

La Foncière Charente Périgord :

L'activité en 2009 a consisté à prospecter pour l'achat de terrains pour des réserves foncières ou pour trouver des bâtiments destinés à être réhabilités et mis en circulation, soit en vente, soit en location.

Dans cet objectif les opérations suivantes ont été initiées :

1. **Réserves foncières de Lamonzie Saint Martin** : Initiée en 2009 par la signature d'un compromis d'achat pour environ 35 lots à viabiliser. La signature définitive de cet achat aura lieu au 1^{er} trimestre 2010.
2. **Immeuble à réhabiliter** : Nombreux dossiers d'opérations de réhabilitation ont été présentés au Comité de sélection en 2009. Ces opérations ont fait l'objet d'offres d'achat aux vendeurs. Il est possible qu'en 2010 nos offres se concrétisent par la réalisation d'opérations immobilières permettant la mise en circulation de logements en vente ou en location.

③

Des moyens à la hauteur des ambitions

LES RESSOURCES HUMAINES

L'année 2009 a été riche en rebondissements et événements au sein de l'équipe avec :

- l'arrivée d'un nouveau DRH,
- la création d'un service regroupé juridique bancaire et juridique social, avec une équipe totalement renouvelée, puis sa scission suite au constat de la difficulté à marier ces activités très éloignées
- le départ prématuré de la Chef de Service Relations Sociales, pour convenance personnelle, non remplacée à ce jour
- la nomination d'un nouveau chef de service Administration des Ressources Humaines dans le cadre d'une organisation renouvelée (centralisation de l'équipe à Bergerac)

Cette année a également vu se dessiner des évolutions en rupture avec les années précédentes, notamment sur les aspects départs et recrutements de salariés, ou des évolutions fortes avec la redynamisation de notre dimension mutualiste et l'accentuation de notre communication interne et externe.

Les effectifs et la masse salariale :

Les effectifs CDI sont stables 1239 (1237 en 2008) : la maîtrise des postes (malgré la création d'une équipe de remplacement maternité) et des personnels en sureffectifs ont permis de respecter l'objectif d'atterrissage des effectifs prévu à 1241 CDI bruts.

Dans un contexte de turn-over beaucoup moins important que les 3 années précédentes, dû à la baisse des départs à la retraite, le budget du personnel 2009, a subi un écart à la hausse de 1.14%. Les frais de personnels restent néanmoins bien maîtrisés par rapport à l'année précédente, et nous constatons une baisse de l'ordre de -0.38%. Sur ces bases, la masse salariale est en retrait de 0.76 %, du principalement à la forte réduction des effectifs CDI courant 2008 (de 1266 à 1237), que l'on retrouve en 2009.

Cette maîtrise des charges de personnel, s'inscrit cependant dans un contexte d'enveloppes de rémunérations favorables :

- Prime FNCA en avril et mai soit + **317K€**
- Augmentations générales :
 - En janvier 0.6% de la RCL soit en annuel brut + **182 K€**
 - En juillet 1.1% de la RCL + 0.45% de la RCI soit + **353K€**
- Accord d'entreprise sur les salaires = + 2% de la Masse salariale (**618K€ prévus**) au lieu des 1.55% conventionnels
- Augmentation des assiettes de REC selon les postes de 2 à 4%

Le recrutement :

Si le ralentissement des recrutements en CDI s'est confirmé, il reste cependant soutenu avec un nombre important de recrutement CDD longue durée sur des congés maternités par exemple :

- 44 recrutements CDI (- 53% par rapport à 2008),
- 111 recrutements de CDD (pour 147 contrats)
- 128 temporaires vacances recrutés pour 139 contrats réalisés.
- 168 ouvertures de postes en interne (450 candidatures internes),
- Une poursuite d'actions de recrutement diversifiées, internet, intranet et participation à des forums emploi, maintien d'actions positionnant la CR en acteur incontournable sur le marché de l'emploi de nos territoires,
- Un maintien de notre investissement auprès des jeunes concrétisé par le recrutement de 30 nouveaux alternants (notamment issus du CFA d'Ustaritz)
- Une reprise significative des rendez vous carrières, notamment auprès des secondes parties de carrière, (355 rendez vous réalisés),
- Une progression dans l'utilisation de l'outil d'appréciation (96% des entretiens réalisés).
- 275 demandes de stages ont été traitées : 165 stagiaires ont pu être accueillis

3 enjeux majeurs pour 2010 :

- **Progresser dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.**
- **Préparer très en amont nos potentiels d'évolution.**
- **Maintenir les salariés en seconde partie de carrière dans une dynamique professionnelle positive.**

La Formation :

Les **actions marquantes** au cours de l'année ont été :

- Les filières de formation métiers : 150 personnes pour plus de 1950 jours de formation.
- Formation Relation Clientèle Multicanal : 1 200 jours.
- Formation process crédits pour 660 personnes.

D'autres **actions d'importance** ont été conduites au cours de l'année écoulée :

- Formation Assurances pour 90 personnes.
- Ventes personnalisées pour 358 personnes.
- enseignement professionnel : 500 jours d'accompagnement.

L'implantation de la formation à distance par e-learning s'est poursuivie en s'intégrant pleinement dans des parcours Métiers et des actions de développement personnel. Des améliorations et optimisations sont cependant à rechercher pour 2010.

3 enjeux majeurs sur 2010 :

- **Montée en compétence des chargés Agri/Pro.**
- **Poursuite de cette action de développement des compétences sur l'ensemble des métiers Réseau.**
- **Réussir l'action de coaching et formation pour les Directeurs d'agences principales.**

Les innovations :

le Bilan Social Individuel dans le self service, l'optimisation de charges sociales, le 1% logement, l'attribution d'un bonus de performance, la mise en place de l'aide au transport en commun (prise en charge à 50%), les réunions retraites, la distribution RCI volontaire automatisée via le SELF SERVICE RH et la réorganisation SIEGE 2010.

Le pôle HECA :

Une année 2009 où ont été concrétisées les actions entamées sur 2008.

Sur un plan global, la situation à fin 2009 est de **49 personnes présentes dans l'entreprise donnant 56 UB** (à partir de 2009, les CDD sont pris en compte prorata temporis, alors qu'auparavant, ils n'étaient pris en compte qu'à partir de 6 mois de présence dans l'entreprise). On notera : 7 nouvelles reconnaissances en interne, 3 recrutements CDI, 13 recrutements CDD, 3 départs en retraite Travailleurs Handicapés, 91 CV reçus et étudiés (320 depuis le début de l'action en 2006).

Aussi, le taux d'emploi TH prévisionnel à fin 2009 est de 5,41 % (fin 2008 : 4,40 %).

Dans le cadre du Diplôme Universitaire 2009/2010 : 45 entretiens ont été réalisés : 11 prévalidés et 5 validés en Cabinet de recrutement.

17 personnes ont bénéficié d'un aménagement de leurs postes de travail :

- Prise en charge de frais de transport : 5 personnes
- Aménagement visuel : 1 personne
- Ergonomie postes : 7 personnes
- Prothèse auditive : 4 personnes.

Tour de France des Compétences : 24 entretiens réalisés sur les deux interventions à Angoulême et Périgueux, avec une bonne couverture médiatique (PQR et TV régionale) : à noter que l'un des DU 2009/2010 s'est porté candidat suite à un article de presse.

1 enjeu majeur sur 2010 : le taux de 5%, ambition du groupe est atteint, l'objectif sera d'atteindre le taux légal de 6% d'emploi de travailleurs en situation de handicap.

LE DEVELOPPEMENT MUTUALISTE

Une rénovation profonde est engagée depuis 2004. Elle s'accélère en 2009 à travers un travail de refondation des missions des caisses locales et la préparation de projets concrétisant la vocation coopérative de la caisse régionale.

Une évolution continue du sociétariat et des administrateurs

6 651 nouveaux sociétaires ont rejoint les 67 caisses locales, portant à 144 744 le nombre de porteurs de parts sociales (+1 041).

Le nombre d'administrateurs est stable (838) mais sa typologie se rapproche année après année de celle des sociétaires :

- Les moins de 50 ans sont en progression de 7% et représentent 60% des administrateurs,
- 43% exercent une profession non agricole,
- Le nombre de femme (193) progresse mais la parité demeure un objectif à long terme.

Pour faire vivre au quotidien notre dimension mutualiste, 3 leviers sont mis en oeuvre

Accueillir et former

51 administrateurs et salariés ont bénéficié d'un accompagnement spécifique leur permettant d'exercer leur mandat (nouveaux administrateurs, nouveaux présidents et secrétaires de caisses locales, nouveaux membres du conseil d'administration de la caisse régionale)

Animer

- 10 réunions plénières ou décentralisées des présidents de caisses locales
- 65 rencontres des membres du conseil d'administration de la caisse régionale avec les conseils des caisses locales
- 5 réunions du groupe Vie mutualiste
- Un portail internet réservé aux élus a été lancé en juin : www.cacp-administrateurs.fr. Il offre, en fonction du niveau de responsabilité de chacun, un accès différencié à l'information mutualiste (12 rubriques) de la caisse régionale comme des caisses locales

Agir

- 63 nouveaux dossiers acceptés par la Fondation Agir en Charente-Périgord pour 202 405 euros dont 15 ont fait l'objet d'un événement de communication
- Un partenariat à hauteur de 90 000 euros avec Crédit Agricole Solidarité Développement pour la mise en place des « épicerie solidaires » en Dordogne
- 83 actions d'animations ont été initiées par les caisses locales et financées par le BADIM (Budget d'accompagnement des innovations mutualistes)
- 76 porteurs de projet ont été soutenus dans le cadre de notre partenariat avec l'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique) pour un montant de 237 000 euros

Des initiatives fortes pour préparer l'avenir et développer l'utilité du mutualisme auprès des sociétaires et clients

Au-delà de l'ancrage quotidien dans la vie locale, des travaux collectifs ont permis de faire émerger les nouvelles missions des caisses locales, 120 ans après leur création.

La préparation minutieuse durant une année d'un congrès auquel 2 administrateurs sur 3 ont participé, a fait émerger 5 priorités pour les caisses locales :

- participer au développement économique du territoire
- se prononcer sur la dimension mutualiste des offres commerciales et de la relation bancaire
- accompagner le développement de l'agence
- participer à l'animation de la vie locale
- s'impliquer dans l'insertion sociale par l'économie

Le congrès du 23 juin a impulsé des projets structurants qui ont été préparés en 2009 et se déploieront en 2010 :

- lancement de la banque solidaire à travers les Points Passerelle
- lancement de la carte bancaire « sociétaire »
- les nouveaux plans de relation mutualiste des caisses locales
- la création du groupe « offre et relations clients »

LA COMMUNICATION

DU COTE DE LA COMMUNICATION INTERNE

→ Donner à chaque salarié l'ensemble des informations lui permettant d'exercer son métier avec professionnalisme et motivation

Communication interne

- 220 revues de presse quotidiennes + 104 revues de presse de quinzaine
- 5 numéros du journal interne Regards dont la ligne éditoriale rénovée en 2009 a été plébiscitée
- 4 numéros du magazine vidéo Grand Angle
- 34 numéros de « La Page People », support créé en 2009 relatant les mouvements de personnels (embauches, promotions, mobilités)
- 43 supports vidéos pour 5 h 50' de production totale (une activité multipliée par 2 en 2009)

Intranet CApedi@ : « le » support interne de l'information métier ne cesse de s'adapter

- plus de 25 000 fichiers en ligne, 695 rubriques « Quoi de neuf » et 214 nouvelles notes référencées
- Nouveau moteur de recherche
- 5 nouvelles « activités clés » créées sur le portail et création d'une imprimothèque,
- 97 % des photos dans l'annuaire

→ Initier des événements de communication créant des liens entre des groupes socioprofessionnels et le Crédit Agricole de Charente-Périgord

Poursuite du plan « Manager la Communication Client » décliné en actions ciblées par type de clientèle.

DU COTE DE LA COMMUNICATION EXTERNE

→ Maintenir un plan de partenariat pour valoriser l'engagement du Crédit Agricole dans ses territoires :

- **Sports** près de 200 équipes et 5 000 jeunes sportifs récompensés dans les Challenges Crédit Agricole (football, rugby, tennis, sports équestres) ou des actions ponctuelles
- **Culture** : actions de relations publiques commerciales pour inviter des clients et des administrateurs à des manifestations : Musiques Métisses, Blues Passions, La Truffe de Périgueux, Festival Musiques en paroles en Ribéracois, La Félibrée...
- **Economie et société** : cibles prioritaires : les jeunes (Forum Orientation Formation Emploi, Infosup-Carières), l'agriculture (concours de labours, action Agilor, rallye CUMA...), les professionnels (partenariat Chambres consulaires)

→ Favoriser la présence de la caisse régionale dans les médias locaux et sa représentation objective

Presse quotidienne régionale : 244 retombées presse (articles et citations)

- prise de parole supérieure de 30% à 2008
- positive dans 93 % des cas
- couverture 2,5 fois supérieure à la concurrence en presse grand public comme en presse agricole.

Partenariat et salons

- ↳ contractualisation d'un partenariat avec les **Ainés ruraux 16**
- ↳ renforcement du partenariat avec l'Aéroport de Bergerac à la place de **Barclays**
- ↳ organisation des 3 **salons de l'habitat** avec intégration des filiales
- ↳ participation aux travaux de l'Union Patronale sur la **filière tourisme en Charente**

DU COTE DE LA COMMUNICATION COMMERCIALE

→ Des actions variées et adaptées aux demandes internes / externes ont été menées :

- ❖ Une communication ECRITE variées et adaptée à notre plan d'action
 - 6 LETTRES CA Vous Informe aux PARTICULIERS relookées, novatrices, permettant d'être au cœur de l'information sur nos produits, sur des informations réglementaires, ...
 - 12 LETTRES aux AGRI PROF ENTREPRISES... pour informer sur ces segments
 - 1 141 460 inserts relevés de comptes : commerciaux à 95%

- ❖ 10 PLANS de COMMUNICATION informant notre réseau de l'actualité et de l'arrivée des 16 310 affiches et des 290 400 flyers à destination de la clientèle (hors inserts relevés de compte)
- ❖ Une communication ANGLAISE en lien avec notre service CAL UK ou en partenariat avec l'Aéroport de Bergerac
- ❖ Des actions de MARKETING DIRECT adaptées aux ambitions de la caisse régionale :
 - 27 actions événementielles (Uni Editions, Mozaic M6, Pass Foncier, ...)
 - 6 actions réglementaires (DSP, SEPA, ...)
 - 4 actions pérennes (Assurances, Anniversaires jeunes, Cartwin...)
- ❖ Des nouveautés dans notre communication, exemple : affiches « Ici nous prêtons, en 2008 nous avons dit OUI... »
- ❖ Co animation des Réunions LEADERS JEUNES sur des thèmes précis : offre 50 € offerts, comptes de Noël, avant 1ère « Drôle de Noël pour Scrooge » : 140 clients invités sur 2 cinémas
- ❖ Des présences renforcées et confortées, 3 organisations de SALON HABITAT avec intégration des Filiales de CACP : Square habitat, Foncier

DU COTE DES ANIMATIONS PONCTUELLES RYTHMANT L'ANNEE SUR TOUS LES DOMAINES

→ Des animations essentielles, variées, qui favorisent :

- la sécurisation de l'épargne et la diversification selon une gamme de produits élargie, permettant la constitution d'épargne progressive, les avantages fiscaux
- la nouveauté côté crédit en s'inscrivant dans le développement durable
- l'esprit de conquête sur tous les marchés : jeunes, assurances, crédits, revues...

→ Une année INTERNET : une dynamique lancée et en constante progression

Volumétrie site Internet

	ANNEE 2009	Moyenne par mois	Evolution AN-1
Pages vues	13 030 311	1 085 859	+ 33 %
Visites	8 082 016	673 501	+ 30 %
Visiteurs cumulés (1)	6 526 873	543 906	+ 28 %

(1) Comptabilisation d'internautes pas forcément clients CACP

Augmentation significative du nombre d'internautes qui accèdent au site CACP (+ 28 % 2009 / 2008).

Volumétrie BAM (Consultation des comptes clients CACP)

	ANNEE 2009	Moyenne par mois	Evolution AN-1
Pages vues (1)	38 422 418	3 201 868	+ 37 %
Visites	7 743 076	645 256	+ 28 %
Visiteurs cumulés	6 310 907	525 908	+ 27 %

(1) Synthèse des comptes, historique des comptes, transaction virements, transaction de bourse...

LES INVESTISSEMENTS

Les actions de la Direction Informatique et Logistique pour 2009 se sont inscrites au titre des trois ambitions du projet Ensemble : **Clients, Salariés et Territoires**. L'actualité de la Direction a bien sûr été fortement marquée par les travaux et les annonces sur le chantier NICE.

1 - AU SERVICE DE NOTRE AMBITION CLIENTS

Nos priorités se sont traduites dans la rénovation de nos agences urbaines et l'amélioration continue de la qualité de nos prestations de service. Notre production informatique centrale a confirmé le niveau de fiabilité atteint depuis 2006 et la disponibilité de nos automates s'est encore améliorée. Enfin le projet NICE, de constitution d'une informatique unique pour les caisses régionales, a vu aboutir son étude de faisabilité.

- ✚ Les projets de réimplantation de nos 2 plus grosses agences urbaines se sont poursuivis
 - à Périgueux Montaigne, l'agence rénovée a été livrée pendant l'été et représente une réalisation de grande qualité appréciée par notre clientèle et nos agents.
 - à Angoulême – Champ de Mars, les travaux ont débuté en septembre après obtention du permis de construire conforme à nos souhaits de faire de cette agence une vitrine de notre future relation multicanal.

- ✚ 3 nouvelles implantations d'automates sont venues augmenter le parc à Brie, Jumilhac et dans la galerie marchande du Carrefour à Creysse, outre les nouveaux matériels à Périgueux Montaigne.

- ✚ La qualité de fonctionnement a connu encore de nouvelles améliorations identifiées par nos indicateurs Qualité :
 - *La disponibilité du télétraitement central dans nos agences est restée collée à 100%*
 - *Le taux de disponibilité de nos automates pour la clientèle s'est encore amélioré à 98,8 %.*
 - *La disponibilité du service internet CA en ligne (mesurée sur l'accès aux opérations de bourse 24 h sur 24) a connu de légères coupures mais reste à une disponibilité proche de 100% (hors les réorganisations techniques de fichiers) avec un temps de réponse en amélioration constante.*
 - *Enfin, le nombre de relevés de comptes expédiés en retard sur le jour prévu de l'édition est revenu proche de zéro après quelques incidents en début d'année expliqués par la mise au point du traitement chez notre nouveau prestataire Cofilmo.*

- ✚ *Le chantier Nice (Nouvelle Informatique Convergente et Evolutive) a mobilisé de nombreuses énergies dans le cadre de l'étude de faisabilité. Cela a particulièrement concerné*
 - *les équipes en charge des développements pour analyser les écarts entre Comète et la cible AMT*
 - *le management informatique pour les études préalables à l'architecture cible, la migration et la trajectoire globale du projet.*

2 - AU SERVICE DE L'AMBITION SALARIES

En 2009 l'effort a porté essentiellement sur la sécurisation de l'infrastructure Réseaux / Serveurs et sur la préparation du déploiement de la TOIP en 2010.

- ✚ Les développements informatiques ont porté sur deux versions de COMETE et 7 livraisons intermédiaires avec des projets majeurs. Les équipes de Charente Périgord ont eu principalement en charge les chantiers Vente Personnalisée, FIDER, homonymies sur les PEL et intégration des produits BGPI.

- ✚ La sécurisation du nouveau réseau téléinformatique Kerdonis confié à SFR et déployé en 2008 a été assurée par le raccordement des liens Soyaux et Bergerac et la sécurisation des lignes secours de 14 agences fragiles des zones urbaines de Bergerac, Angoulême et Périgueux.

- ✚ La centralisation des serveurs applicatifs (en particulier Evolan IB et Eurec@) s'est poursuivie et il ne subsiste, à fin 2009, que les serveurs Primmo, Easyphone, Etebac et Niku sur le site de Bergerac.

- ✚ Le plan d'action serveurs engagé dès le début de l'année a permis d'atteindre un bon niveau de sécurisation des serveurs techniques ou applicatifs conservés en caisse régionale.
- ✚ Le chantier TOIP / Vocalcom autorisant, dans un premier temps, le passage de la plateforme téléphonique sur le nouveau logiciel Vocalcom, puis la bascule de l'ensemble de la téléphonie sur un réseau TOIP, s'est poursuivi tout au long de l'année. Il permettra la bascule Vocalcom courant janvier 2010 et le passage en TOIP de l'essentiel des agences de la CR avant juin 2010.

3 - AU SERVICE DE L'AMBITION TERRITOIRES

La priorité de nos actions s'est confirmée dans la réalisation de plusieurs actions significatives en matière de développement durable et du plan d'action carbone de notre entreprise. Dans le même temps, la maîtrise de nos coûts est restée un point fort de nos actions, tant en Informatique que Logistique

- ✚ Le plan d'action développement durable s'est poursuivi à travers la mise en œuvre d'actions au service de notre plan carbone et de son objectif de réduction de 25% de nos émissions en 3 ans. Les principales actions engagées ou poursuivies en 2009 concernent :
 - l'achat de certificats équilibre à hauteur de 50% de notre conso électrique (énergie verte)
 - la fin du programme d'extinction des enseignes agences entre 22h et 6h.
 - l'arrêt des groupes de ventilation sur les sites la nuit
 - l'arrêt de l'utilisation des groupes électrogènes en période de pointe
 - l'achat d'enveloppes en papier recyclé
 - la mise en place d'une chaudière à granulés de bois sur le site de Bergerac.
- ✚ Le désengagement inscrit dans notre politique immobilière s'est poursuivi avec la vente ferme de 2 biens immobiliers (Monpazier, Excideuil) et 5 lettres d'intention en cours sur 5 autres biens (Thenon, Périgueux Sirey, Les Jalots, Lisle et Ma Campagne). La décision a été prise de conserver l'immeuble Fougerat compte-tenu de l'élargissement du contrat de location engagé avec le Pôle Emploi offrant ainsi de nouvelles possibilités de rentabilisation de ce bien.
- ✚ Nos équipes informatiques ont également contribué à améliorer la performance de Comète à travers
 - la poursuite du renforcement des compétences permettant les développements applicatifs dans les nouvelles technologies client-léger (iso internet).
 - des évolutions de la gestion technique des bases de données se traduisant par une optimisation significative des traitements informatiques de masse.
- ✚ Les charges informatiques ont été réduites à 11 161 K€, pour 11 846 K€ en 2008 (-6%). Cela a été obtenu sans obérer la poursuite de nos grands projets et des investissements associés (Multicanal, TOIP, GED ...). Elles inscriront nos coûts informatiques à moins de 7 % du PNB.
- ✚ Le montant de l'ensemble des autres charges a progressé à 18 446 K€ en augmentation de 5%. La progression est due à celle des charges immobilières, 9 204 K€ en augmentation de 3%, portées essentiellement par les amortissements Sésame jouant à plein sur cet exercice. Le poste courrier progresse également (+13%, action mise en conformité des entrées en relations), ainsi que le téléphone (+15%, lignes surtaxées Azur, Vert et Indigo remplacées par lignes « Cristal ») et l'économat (+5%, sous-traitance de l'activité éditique chez Cofilmo). Seules les prestations diverses sont à la baisse (-5%) en raison des moindres travaux immobiliers Sésame. Malgré tout, l'augmentation des charges, tous domaines confondus, est contenue en dessous de 1% (+0,7%).

CONCLUSION

Les perspectives d'activité 2010 sont désormais un exercice bien délicat ! L'enjeu de 2010 concernant l'environnement économique français, sera une vraie reprise de la demande domestique. Les prévisions envisagent une croissance relativement soutenue du PIB (+ 0.4% t/t en moyenne) jusqu'au 1^{er} semestre 2010 puis un léger tassement sur le 2^{ème} semestre 2010 (+0.3). Notre économie devrait renouer avec des rythmes de croissance de moyen terme courant 2011 (+0.5% t/t). Malgré l'amélioration de l'activité, le taux de chômage devrait continuer à progresser jusqu'à 9,9% au deuxième trimestre 2010. Cette détérioration du marché du travail va notamment peser sur toute la consommation et diminuer les revenus d'activité. L'inflation d'ensemble, qui croît depuis l'été, continuerait d'augmenter à l'horizon juin 2010, du fait principalement de la remontée de l'inflation énergétique, dans le sillage de celle des prix du pétrole. En France, l'inflation s'établirait à 1,5 % en juin 2010 contre -0,2 % en octobre 2009 (l'application de la taxe carbone courant 2010 augmenterait l'inflation française de 0,3 pt. Cependant, compte tenu du mécanisme de compensation prévu pour les ménages, cette mesure serait toutefois neutre pour leur pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année 2010).

La consommation des ménages devrait rester modérée (+1% en 2010). Certes, les derniers chiffres de dépenses des ménages en produits manufacturés constituent plutôt une bonne surprise. Mais la pression exercée par un taux de chômage élevé n'est pas anodine. En réaction à la montée du chômage, les français se dirigent vers une épargne de précaution. Le flux total de placements financiers des ménages, qui s'était contracté à seulement 92 milliards en 2008, se redresse légèrement en 2009, à 100 milliards. Il continuera à progresser modérément en 2010, à 106 milliards.

Alors quelles sont les prévisions d'activités annoncées pour 2010 ?

Du côté des crédits et de l'habitat : le marché résidentiel pourrait se stabiliser à un bas niveau. Les ventes dans l'ancien pourraient progresser modérément, de 5 à 10% par rapport à 2009, et les prix baisser légèrement. Dans le neuf, les ventes continueraient à se redresser graduellement, de 10% environ, et les prix seraient stabilisés. Quant à la production de crédits habitat, elle pourrait se redresser légèrement en 2010, de 5% environ. L'encours de crédit habitat serait en hausse de 3.5%. Les taux de crédit habitat pourraient se stabiliser, du fait de la légère remontée prévue des taux 3 mois (1,4% en moyenne) et surtout des taux 10 ans (4.3% en moyenne). **Concernant les crédits de trésorerie :** la consommation se redresserait légèrement, y compris en matière de biens durables. D'où un léger rebond attendu de la production de crédits de trésorerie. L'encours de crédit de trésorerie serait ainsi en hausse quasi-nulle sur un an fin 2010. **Concernant les entreprises :** la conjoncture devrait s'améliorer graduellement et les dépenses d'investissement se stabiliseraient en volume. La production de crédits aux sociétés pourrait ainsi afficher une légère reprise de +5%. L'encours de crédits progresserait de 3% fin 2010 et les crédits de trésorerie renoueraient avec une croissance positive.

Alors 2010 sera pour la caisse régionale :

- Une année de **ruptures** (nouvelle organisation, nouveaux métiers, ...)
- Une année de **projets** (projet NICE, nouvelle relation clients, ...)
- Une année de **rebonds** (plus de croissance, nouveau projet d'entreprise, ...)

Avec la crise nous venons de vivre des moments forts avec nos clients. Cependant, cette période a aussi eu comme effet de nous rapprocher des réalités des marchés, de la concurrence et des exigences commerciales. **La réussite de cette nouvelle année, passera donc par l'Envie :**

- De donner envie
- D'accompagner et de faire grandir nos collaborateurs
- De rester des Leaders sur notre territoire et de réaffirmer notre esprit de conquête.

Et ce, pour notre finalité : **Etre et rester un acteur financier régional, de référence, autonome, au service du développement de ses territoires et une entreprise bancaire de 1^{er} plan.**
